721

FEUILLETONS

TOME UNIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

SESSION EXTRAORDINAIRE
SESION ORDINAIRE

FEUILLETONS

DU 2 JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1950

SESSION EXTRAORDINAIRE : le 2 janvier 1950 (N° 1)
SESSION ORDINAIRE : du 10 janvier au 31 décembre 1950 (N°s 2 à 94)

TOME UNIQUE

N°s 1 à 94

PARIS
IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE
Palais du Luxembourg

1950

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

SESSION EXTRAORDINAIRE

FEUILLETON

N° 1

ORDRE DU JOUR

Du Lundi 2 Janvier 1950.

A DIX-SEPT HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Fixation de l'ordre du jour.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Alfred PAGET, jusques et y compris M. PLAIT.

Tribunes : Depuis M. POISSON, jusques et y compris M. SOUQUIÈRE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 2

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 10 Janvier 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Installation du Bureau d'âge.

2. — Scrutin à la tribune pour la nomination du Président du Conseil de la République.

3. — Nomination des quatre Vice-Présidents, des huit Secrétaires et des trois Questeurs du Conseil de la République.

4. — Fixation de l'ordre du jour.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SOUTHON, jusques et y compris M. VOYANT.

Tribunes : Depuis M. Maurice WALKER, jusques et y compris M. BRETON.

ERRATUM

Au projet de loi (nº 3, année 1950), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *relatif aux* **conventions collectives** *et aux procédures de règlement des* **conflits collectifs du travail.**

Page 10.

Lire :

« SECTION V

« De l'exécution de la convention.

« *Art. 31 r.* — Les groupements de travailleurs ou employeurs liés par une convention collective de travail ou *l'accord prévu* à l'articie 31 *o* ci-dessus ...

« *Art. 31 s.* — Les groupements capables d'ester en justice, liés par une convention collective de travail ou *l'accord prévu* à l'article 31 *o* ci-dessus ...

« *Art. 31 t.* — Les personnes liées par une convention collective de travail ou *l'accord prévu* à l'article 31 *o* ci-dessus ... »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 10 janvier 1950.

---

*N° 931 (année 1949). — Proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité la rend nécessaire.

*N° 938 (année 1949). — Proposition de résolution de M. Estève tendant à supprimer le régime de la double étiquette dans le commerce des fruits et légumes.

N° 943 (année 1949). — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à permettre aux élus municipaux ne bénéficiant pas d'une indemnité de fonction de déduire de leur déclaration de revenus une somme correspondant aux frais de représentation.

N° 944 (année 1949), — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à stabiliser les problèmes d'enseignement.

N° 947 (année 1949). — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à une réforme judiciaire dans les Territoires d'Outre-Mer.

N° 949 (année 1949). — Proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à autoriser les établissements de crédit à proroger les prêts de campagne aux producteurs de betteraves.

N° 956 (année 1949). — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à transférer aux juridictions de droit commun les attributions des tribunaux paritaires de baux à ferme.

N° 958 (année 1949). — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République.

N° 2 (année 1950). — Projet de loi de finances pour l'exercice 1950.

N° 3 (année 1950). — Projet de loi relatif aux conventions collectives.

N° 4 (année 1950). — Projet de loi autorisant la passation d'un bail par l'Etat à la ville de Châteauroux aux fins de location d'une partie de la caserne de Ruby-Ouest.

N° 5 (année 1950). — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les comités d'entreprises.

N° 6 (année 1950). — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 2 janvier 1950

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 3

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 17 Janvier 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Installation du Bureau définitif.

2. — Nomination des membres des Commissions générales et de la Commission de comptabilité.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er **Étage :** Depuis M. BRETTES, jusques et y compris M. CHATENAY.

Tribunes : Depuis M. CHAZETTE, jusques et y compris M. François DUMAS.

Séance du Mardi 10 Janvier 1950.

BUREAU D'AGE

Président d'âge :

M. Jules GASSER.

Secrétaires d'âge :

MM. Marcel BOULANGÉ.

Pierre VITTER.

André MÉRIC.

Georges BOURGEOIS.

Maurice PIC.

Jean BIATARANA.

Séance du Mardi 10 Janvier 1950.

SCRUTIN pour la nomination du Président du Conseil de la République.

Nombre de votants	271
Bulletins blancs ou nuls	36
Suffrages exprimés	235
Majorité absolue	118

Ont obtenu :

MM. Gaston Monnerville	205 voix
Henri Martel	15 —
Divers	15 —

M. Gaston Monnerville, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé Président du Conseil de la République.

Séance du Mardi 10 Janvier 1950.

Le Conseil de la République a nommé :

Vice-Présidents :

Mme Gilberte Pierre-Brossolette.

MM. Paul-Jacques Kalb.

René Coty.

Mme Marcelle Devaud.

Secrétaires :

MM. Saïah Menouar.

Antoine Colonna.

Pierre Romani.

Marcel Léger.

Joseph Le Digabel.

Jean Léonetti.

Léon David.

Pierre Boudet.

Questeurs :

MM. Paul Baratgin.

Robert Gravier.

Emile Vanrullen.

BUREAU DÉFINITIF DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

10 Janvier 1950.

Président :

M. Gaston MONNERVILLE.

Vice-Présidents :

Mme Gilberte PIERRE-BROSSOLETTE.
MM. Paul-Jacques KALB.
René COTY.
Mme Marcelle DEVAUD.

Secrétaires :

MM. SAIAH Menouar.
Antoine COLONNA.
Pierre ROMANI.
Marcel LÉGER.
Joseph LE DIGABEL.
Jean LÉONETTI.
Léon DAVID.
Pierre BOUDET.

Questeurs :

MM. Paul BARATGIN.
Robert GRAVIER.
Emile VANRULLEN.

LISTES ÉLECTORALES DES MEMBRES DES GROUPES POLITIQUES

remises au Président du Conseil de la République, le 10 janvier 1950, en exécution de l'article 16 du Règlement.

Groupe Communiste.

(15 membres).

MM.

Berlioz.
Nestor Calonne, Chaintron.
Léon David, Demusois, Mlle Mireille Dumont, Mme Yvonne Dumont, MM. Dupic, Dutoit.
Mme Girault.
MM. Marrane, Henri Martel.
Primet.
Mme Marie Roche.
M. Souquière.

Apparenté aux termes de l'article 16 du Règlement.

(1 membre).

M. le Général Petit.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement

(1 membre)

M. Mostefaï El-Hadi.

Le Président du groupe,
Signé : Georges MARRANE.

Groupe d'Action Démocratique et Républicaine.

(57 membres).

MM.

Bataille, Beauvais, Bechir Sow, Bertaud, Bolifraud, Bouquerel, Bourgeois, Bousch.

Chapalain, Chatenay, Robert Chevalier, le Général Corniglion-Molinier, Couinaud, Coupigny, Cozzano.

Jacques Debû-Bridel, André Diethelm, Jean Doussot, Driant.

Mme Éboué, MM. Estève.

Fleury, Fouques-Duparc, Gaston Fourrier, de Fraissinette.

Pierre de Gaulle, Lucien de Gracia.

Hébert, Hoeffel, Houcke.

Jacques-Destrée.

Kalb.

Lassagne, Le Basser, Lecacheux, Leccia, Le Digabel, Léger, Emilien Lieutaud, Lionel-Pélerin, Loison.

Michel Madelin, Marchant, de Montalembert, Muscatelli.

Jules Olivier.

Pinvidic, de Pontbriand.

Rabouin, Radius.

Teisseire, Tharradin, Henry Torrès.

Pierre Vitter, Vourc'h.

Westphal.

Zussy.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement

(1 membre)

M. Dronne.

Le Président du groupe,

Signé : André DIETHELM.

Groupe des Républicains Indépendants

(42 membres).

MM.

Abel-Durand, Louis André.
Charles Barret, Boivin-Champeaux, Raymond Bonnefous, Brizard.
Henri Cordier, René Coty.
Delfortrie, René-Emile Dubois, Roger Duchet.
Fléchet, Bénigne Fournier.
Jean de Gouyon, Jean-Marie Grenier.
Louis Ignacio-Pinto.
Jozeau-Marigné.
Kalenzaga.
Henri Lafleur, Lelant, Le Léannec, Liotard.
Georges Maire, Marcilhacy, Jean Maroger, de Maupeou, Laillet de Montullé.
François Patenôtre, Plait.
de Raincourt, Randria, Paul Robert, Rogier, Romani, Rupied.
François Schleiter, Schwartz, Serrure, Nouhoum Sigué.
Totolehibe.
Michel Yver.
Zafimahova.

Le Président du groupe,
Signé : Jean BOIVIN-CHAMPEAUX.

Groupe du Centre Républicain d'Action Rurale et Sociale

Rattaché administrativement au groupe des Républicains Indépendants aux termes de l'article 16 du Règlement.

(15 membres).

MM.

Biatarana, Martial Brousse.
Capelle, Chambriard.
Delorme.
Robert Gravier.
de Lachomette, Marcel Lemaire.
Marcel Molle, Monichon, Charles Morel.
Peschaud, Piales.
Joseph Renaud.
Gabriel Tellier.

Le Président du groupe,
Signé : Hector PESCHAUD.

Groupe du Mouvement Républicain Populaire.

(20 membres)

M. Pierre Boudet.
Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Clerc.
Ehm.
Gatuing, Giauque, Marcel Grimal.
Léo Hamon.
Yves Jaouen.
de Menditte, Menu.
Novat.
Paquirissamypoullé, Ernest Pezet, Poisson.
Razac, François Ruin.
Vauthier, Voyant.
Maurice Walker.

Apparenté aux termes de l'article 16 du Règlement.

(1 membre)

M. Claireaux.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement

(1 membre)

M. Armengaud.

Le Président du groupe,
Signé : Ernest PEZET.

Groupe du Parti Républicain de la Liberté.

Rattaché administrativement au groupe des Républicains Indépendants aux termes de l'article 16 du Règlement.

(10 membres)

MM.

Alric.
Boisrond.
Delalande, René Depreux, Mme Devaud.

MM. Louis Gros.
Hubert Pajot, Georges Pernot.
Rochereau.
Ternynck.

Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.

(2 membres).

MM.

Mathieu.
de Villoutreys.

Le Président du groupe,

Signé : Georges PERNOT.

Groupe du Rassemblement Démocratique Africain.

Apparenté au groupe Communiste aux termes de l'article 16 du Règlement.

(3 membres).

MM.

Biaka-Boda.
Franceschi.
Haïdara Mahamane.

Le Président du groupe,

Signé : Philippe FRANCESCHI.

Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.

(72 membres).

MM.

Avinin.
Baratgin, Bardon-Damarzid, Georges Bernard, Jean Berthoin, Bordeneuve, Borgeaud, Breton, Charles Brune, Louis Brunet.
Cassagne, Frédéric Cayrou, Chalamon, Claparède, Clavier, Colonna, Cornu, Mme Crémieux.

M. Debré, Mme Delabie, MM. Delthil, Dulin, François Dumas, Jean Durand, Durand-Réville.
de Félice, Franck-Chante.
Gadoin, Gaspard, Gasser, Giacomoni, Gilbert Jules, Grassard, Jacques Grimaldi.
Héline.
Jézéquel.
Bernard Lafay, Georges Laffargue, de La Gontrie, Landry, Laurent-Thouverey, Robert Le Guyon, Claude Lemaître, Litaise, Lodéon, Longchambon.
Manent, Jacques Masteau, Henri Maupoil, Georges Maurice, Gaston Monnerville.
Pascaud, Paumelle, Pellenc, Pinton, Marcel Plaisant, Jules Pouget.
Restat, Réveillaud, Reynouard, Rotinat, Marc Rucart.
Saïah Menouar, Saint-Cyr, Sarrien, Satineau, Sclafer, Séné.
Tamzali Abdennour, Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
MM. Jules Valle, Varlot.

Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.
(9 membres).

MM.
Robert Aubé.
Benchiha Abdelkader.
Julien Gautier.
Lagarrosse, Lassalle-Séré.
Ou Rabah Abdelmadjid.
Sid-Cara Chérif, Sisbane Chérif.
Tucci.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement.
(5 membres).

MM.
Mamadou Dia.
Ali Djamah.
Gondjout.
Saller.
Mme Jane Vialle.

Le Président du groupe,
Signé : Charles BRUNE.

Groupe Socialiste.

(59 membres).

MM.

Assaillit, Auberger, Aubert.

Henri Barré, Jean Bène, Boulangé, Bozzi, **Brettes, Mme** Gilberte Pierre-**Brossolette.**

MM. Canivez, **Carcassonne, Champeix, Charles-Cros,** Gaston **Charlet,** Chazette, **Chochoy, Courrière.**

Darmanthé, **Dassaud, Denvers,** Paul-Emile Descomps, **Ousmane Socé** Diop, **Amadou Doucouré.**

Ferracci, Ferrant, Roger Fournier.

Jean Geoffroy, Grégory, **Gustave.**

Hauriou.

Louis Lafforgue, Albert Lamarque, Lamousse, Lasalarié, **Léonetti.**

Malécot, Pierre Marty, **Hippolyte Masson, Mamadou M'Bodje,** Méric, **Minvielle,** Marius **Moutet.**

Naveau, **Arouna N'Joya.**

Charles Okala.

Alfred Paget, Pauly, Péridier, **Pic, Pujol.**

Alex Roubert, Emile Roux.

Siaut, Soldani, Southon, Symphor.

Edgard Tailhades.

Vanrullen, Verdeille.

Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.

(3 membres).

MM.

de Bardonnèche.

Durieux.

Patient.

Le Président du groupe,

Signé : **Alex ROUBERT.**

LISTES DES CANDIDATS

aux Commissions générales et à la Commission de comptabilité établies par les bureaux des groupes et remises au Président du Conseil de la République, le 12 Janvier 1950, en exécution de l'article 16 du Règlement.

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

MM.

Bardon-Damarzid.
Beauvais.
Martial Brousse.
Nestor Calonne.
Cassagne.
Charles-Cros.
Chatenay.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Henri Cordier.
Paul-Emile Descomps.
Franceschi.
Gadoin.
Julien Gautier.

MM.

Hoeffel.
Georges Laffargue.
Lagarrosse.
Marcel Lemaire.
Loison.
Longchambon.
Méric.
Hubert Pajot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Pinvidic.
de Raincourt.
Rochereau.
Siaut.
Soldani.

Commission des affaires étrangères.

MM.

Berlioz.
Biatarana.
Bolifraud.
Brizard.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette
Carcassonne.
Chazette.
Colonna.
René Coty.
Debré.
Gasser.
Gatuing.
Jacques-Destrée.
Lassagne.
Lelant.
Léonetti.

MM.

Charles Morel.
Marius Moutet.
Ou Rabah Abdelmadjid.
Georges Pernot.
le Général Petit.
Ernest Pezet.
Pinton.
Marcel Plaisant.
Réveillaud.
Southon.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Henry Torrès.
Westphal.
Michel Yver.

Commission de l'agriculture.

MM.	MM.
Louis André.	Ferrant.
de Bardonnèche.	Bénigne Fournier.
Bataille.	Robert Gravier.
Brettes.	Hoeffel.
Charles Brune.	Le Léannec.
Capelle.	Marcel Lemaire.
Champeix.	Naveau.
Couinaud.	de Pontbriand.
Delorme.	Primet.
Jean Doussot.	Restat.
Driant.	François Ruin.
Dulin.	Saïah Menouar.
Jean Durand.	Saint-Cyr.
Durieux.	Tucci.
de Félice.	Voyant.

Commission de la défense nationale.

MM.	MM.
Alric.	Bernard Lafay.
Robert Aubé.	Lionel-Pélerin.
Henri Barré.	Michel Madelin.
Boivin-Champeaux.	Henri Maupoil.
Borgeaud.	le Général Petit
Boulangé.	Piales.
Bousch.	Pic.
Chochoy.	Rogier.
Clerc.	Rotinat.
Colonna.	Emile Roux.
le Général Corniglion-Molinier.	Rupied.
Franceschi.	François Schleiter.
Gaspard.	Séné.
Jean de Gouyon.	Voyant.
Kalb.	Westphal.

Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.

MM.	MM.
Berlioz.	Lelant.
Bertaud.	Georges Maire.
Bordeneuve.	Manent.
Bourgeois.	de Maupeou.
Canivez.	Georges Maurice.
Frédéric Cayrou.	Monichon.
Chapalain.	Charles Morel.
Mme Delabie.	Jules Olivier.
Delalande.	Ou Rabah Abdelmadjid.
Mlle Mireille Dumont.	Patient.
Ehm.	Poisson.
Héline.	Pujol.
Louis Lafforgue.	Southon.
Lamousse.	Totolehibe.
Lassagne.	Mme Jane Vialle.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

MM.	MM.
Raymond Bonnefous.	Malécot.
Bordeneuve.	Hippolyte Masson
Pierre Boudet.	Mathieu.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette	Marcel Molle.
Mme Marie-Hélène Cardot.	Arouna N'Joya.
Couinaud.	Alfred Paget.
Delthil.	Plait.
René-Emile Dubois.	Randria.
Mme Yvonne Dumont.	Réveillaud.
Glasser.	Paul Robert.
Bernard Lafay.	Emile Roux.
Le Basser.	Sid-Cara Chérif .
Leccia.	Varlot.
Le Digabel.	Pierre Vitter.
Robert Le Guyon.	Vourc'h.

Commission des finances.

MM.	MM.
Alric.	Landry.
Auberger.	Emilien Lieutaud.
Avinin.	Litaise.
Jean Berthoin.	Jean Maroger.
Pierre Boudet	Marrane.
Chapalain	Jacques Masteau.
Courrière.	Minvielle.
Jacques Debû-Bridel.	de Montalembert.
Demusois.	Pauly.
André Diethelm.	Pellenc.
Roger Duchet.	Peschaud.
Fléchet.	Alex Roubert.
Jean-Marie Grenier.	Saller.
Louis Ignacio-Pinto.	Sclafer.
Albert Lamarque.	Maurice Walker.

Commission de la France d'Outre-Mer.

MM.	MM.
Bechir Sow.	Haïdara Mahamane.
Claireaux.	Louis Ignacio-Pinto.
Coupigny.	Henri Lafleur.
Cozzano.	Lagarrosse.
Mme Crémieux.	Lassalle-Séré.
Léon David.	Mamadou M'Bodje.
René Depreux.	Plait.
Mamadou Dia.	Razac.
Ousmane Socé Diop.	Romani.
Amadou Doucouré.	Marc Rucart.
Dronne.	Serrure.
Durand-Réville.	Nouhoum Sigué.
Mme Eboué.	Vauthier.
Grassard.	Verdeille.
Gustave.	Mme Jane Vialle.

Commission de l'intérieur (Administration générale, départementale et communale, Algérie).

MM.	MM.
Assaillit.	Le Basser.
Raymond Bonnefous.	Lionel-Pélerin.
Borgeaud.	Lodéon.
Bozzi.	Menu.
Chaintron.	Muscatelli.
Champeix.	Rogier.
Cornu.	Rupied.
Mme Devaud.	Sarrien.
François Dumas.	Schwartz.
Fouques-Duparc.	Sisbane Chérif.
de Fraissinette.	Soldani.
Franck-Chante.	Symphor.
Léo Hamon.	Jules Valle.
de Lachomette.	Verdeille.
de La Gontrie.	Zussy.

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.

MM.	MM.
Bardon-Damarzid.	Hauriou.
Beauvais.	Jozeau-Marigné.
Biatarana.	Kalb.
Boivin-Champeaux.	de La Gontrie.
Carcassonne.	Georges Maire.
Gaston Charlet.	Marcilhacy.
Robert Chevalier.	Marcel Molle.
Delalande.	Péridier.
Delthil.	Georges Pernot.
Estève.	Rabouin.
de Félice.	Reynouard.
Jean Geoffroy.	Souquière.
Giacomoni.	Edgard Tailhades.
Gilbert Jules.	Tamzali Abdennour.
Mme Girault.	Vauthier.

Commission de la marine et des pêches.

MM.	MM.
Abel-Durand.	Lasalarié.
Louis Brunet.	Le Digabel.
Claireaux.	Léger.
Denvers.	Léonetti.
Mlle Mireille Dumont.	Mostefaï El-Hadi.
Mme Eboué.	Paumelle.
Estève.	Razac.
Ferracci.	Rochereau.
Giacomoni.	Romani.
Jean de Gouyon.	Satineau.
Lucien de Gracia.	Sisbane Chérif.
Yves Jaouen.	Symphor.
Jézéquel.	Gabriel Tellier.
Kalenzaga.	Tucci.
Albert Lamarque	Vourc'h.

Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.

MM.	MM.
Aubert.	Jacques Grimaldi.
Henri Barré.	Hébert.
Bertaud.	Kalenzaga.
Boisrond.	Lodéon.
Bouquerel.	Hippolyte Masson.
Frédéric Cayrou.	Georges Maurice.
Chambriard.	de Menditte.
Denvers.	Méric.
René-Emile Dubois.	Pic.
Dupic.	Pinton.
Dutoit.	Jules Pouget.
Fleury.	Joseph Renaud.
Fouques-Duparc.	Paul Robert.
Giauque.	Saïah Menouar.
Lucien de Gracia.	Jules Valle.

Commission des pensions
(Pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).

MM.	MM.
Auberger.	Héline.
de Bardonnèche.	Houcke.
Bechir Sow.	Jézéquel.
Benchiha Abdelkader.	Manent.
Mme Marie-Hélène Cardot.	Pierre Marty.
Chalamon.	Laillet de Montullé.
Robert Chevalier.	Charles Okala.
Dassaud.	de Pontbriand.
Mamadou Dia.	Radius.
Amadou Doucouré.	Mme Marie Roche.
Dutoit.	Rotinat.
Bénigne Fournier.	François Schleiter.
Gadoin.	Ternynck.
Gatuing.	Michel Yver.
Giauque.	Zafimahova.

Commission de la presse, de la radio et du cinéma.

MM.	MM.
Baratgin.	Ehm.
Jean Bène.	Gaspard.
Biaka Boda.	Grégory.
Brizard.	Houcke.
Chalamon.	Jacques-Destrée.
Gaston Charlet.	de Lachomette.
Chazette.	Lamousse.
le Général Corniglion-Molinier.	Lasalarié.
Cornu.	Laurent-Thouverey.
Jacques Debû-Bridel.	Emilien Lieutaud.
Roger Duchet.	Marcilhacy.
Dulin.	de Maupeou.
François Dumas.	Hubert Pajot.
Mme Yvonne Dumont.	Ernest Pezet.
Jean Durand.	Souquière.

Commission de la production industrielle.

MM	MM.
Armengaud.	Grégory.
Robert Aubé.	Marcel Grimal.
Aubert.	Gustave.
Charles Barret.	Laurent-Thouverey.
Bataille.	Léger.
Georges Bernard.	Longchambon.
Bousch.	Marchant.
Nestor Calonne.	Henri Martel.
Cassagne.	Novat.
Chambriard.	Piales.
Delfortrie.	Siaut.
René Depreux.	Tamzali Abdennour.
Ferrant.	Tharradin.
Julien Gautier.	Vanrullen.
Grassard.	de Villoutreys.

Commission du ravitaillement et des boissons.

MM	MM.
Charles Barret.	Léon David.
Benchiha Abdelkader.	Roger Fournier.
Jean Bène.	Marcel Grimal.
Georges Bernard.	Henri Maupoil.
Biaka Boda.	Laillet de Montullé.
Boisrond.	Naveau.
Bouquerel.	Novat.
Breton.	Jules Olivier.
Brettes.	Péridier.
Martial Brousse.	Pinvidic.
Claparède.	Primet.
Henri Cordier.	Joseph Renaud.
Coupigny.	Reynouard.
Cozzano.	Sarrien.
Darmanthé.	Satineau.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

MM.

Louis André.
Bourgeois.
Canivez.
Capelle.
Chochoy.
Mme Delabie.
Driant.
Dupic.
Ferracci.
Fleury.
Jean Geoffroy.
Gilbert Jules.
Hébert.
Yves Jaouen.
Jozeau-Marigné.
Le Léannec.

MM.

Claude Lemaître.
Liotard.
Michel Madelin.
Malécot.
Marchant.
Marrane.
Paumelle.
Jules Pouget.
Séné.
Edgard Tailhades.
Gabriel Tellier.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Varlot.
Maurice Walker.

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

MM.

Assaillit.
Avinin.
Baratgin.
Bozzi.
Charles Brune.
Chaintron.
Charles-Cros.
Clavier.
René Coty.
Courrière.
Mme Crémieux.
Debré.
Paul-Emile Descomps.
Dronne.
Franck-Chante.

MM.

Louis Gros.
Léo Hamon.
Hanriou.
Robert Le Guyon.
Jean Maroger.
de Menditte.
Monichon.
de Montalembert.
Muscatelli.
Pascaud.
Rabouin.
Schwartz.
Teisseire.
Henry Torrès.
Zafimahova.

Commission du travail et de la sécurité sociale.

MM.	MM.
Abel-Durand.	Henri Martel.
Boulangé.	Mathieu.
Breton.	Menu.
Louis Brunet.	François Patenôtre.
Darmanthé.	Pujol.
Dassaud.	de Raincourt.
Mme Devaud.	Restat.
Ali Djamah.	François Ruin.
Jean Doussot.	Saint-Cyr.
Roger Fournier.	Sid-Cara Chérif.
Mme Girault.	Ternynck.
Gondjout.	Tharradin.
Leccia.	Vanrullen.
Claude Lemaître.	Pierre Vitter.
Loison.	Zussy.

Commission de comptabilité.

MM.	MM.
Bolifraud.	Gadoin.
Brizard.	Jean-Marie Grenier.
Clavier.	Minvielle.
Courrière.	François Ruin.
Estève.	

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 17 Janvier 1950.

N° 955. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à supprimer la contrainte exigeant des commerçants la fermeture de leur maison un jour par semaine.

N° 960. — Rapport de M. Varlot sur la proposition de résolution concernant l'aide à apporter, en matière de logement, aux économiquement faibles.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 17 Janvier 1950.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 17 h. 15, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 16 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la production industrielle, à 17 h. 15, local n° 274.

COMMISSION du ravitaillement et des boissons, à 18 heures, local n° 214.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 18 heures, local n° 213.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 16 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 4

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 19 Janvier 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

RÉUNION DANS LES BUREAUX

Nomination d'une Commission de six membres chargée d'examiner la demande en suspension de poursuites formulée par M. Satineau, Sénateur.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis Mlle Mireille DUMONT, jusques et y compris M. de FRAISSINETTE.

Tribunes : Depuis M. FRANCESCHI, jusques et y compris M. Georges LAFFARGUE.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Aubert et des membres du groupe socialiste, tendant à inviter le Gouvernement à créer une Cité internationale de l'Astronomie à Saint-Michel l'Observatoire (Basses-Alpes). (Nos 565 et 917, année 1949. — M. Pujol, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

2. — Fixation de l'ordre du jour.

BUREAUX
DES COMMISSIONS GÉNÉRALES
ET DE LA COMMISSION DE COMPTABILITÉ

La Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a nommé :

Président : M. Georges LAFFARGUE.

Vice-Présidents : MM. ROCHEREAU, CHARLES-CROS.

Secrétaires : MM. Marcel LEMAIRE, CLERC.

La Commission des affaires étrangères a nommé :

Président : M. Marcel PLAISANT.

Vice-Présidents : MM. Ernest PEZET, WESTPHAL.

Secrétaires : MM. COLONNA, LELANT.

La Commission de l'agriculture a nommé :

Président : M. DULIN.

Vice-Présidents : MM. BRETTES, Robert GRAVIER.

Secrétaires : MM. LE LÉANNEC, de PONTBRIAND.

La Commission de la défense nationale a nommé :

Président : M. ROTINAT.

Vice-Présidents : MM. LIONEL-PÉLERIN, Henri BARRÉ.

Secrétaires : MM. PIALES, PIC.

La Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs a nommé :

Président : M. BORDENEUVE.

Vice-Présidents : MM. Charles MOREL, PUJOL.

Secrétaires : MM. HÉLINE, de MAUPEOU.

La Commission de la famille, de la population et de la santé publique a nommé :

Président : M. Bernard LAFAY.

Vice-Présidents : MM. Alfred PAGET, LE BASSER.

Secrétaires : MM. PLAIT, MATHIEU.

La Commission des finances a nommé :

Président : M. Alex ROUBERT.

Vice-Présidents : MM. AVININ, Jean MAROGER.

Secrétaires : MM. Jacques DEBU-BRIDEL, Jacques MASTEAU.

Rapporteur général : M. Jean BERTHOIN.

La Commission de la France d'Outre-Mer a nommé :

Président : M. Henri LAFLEUR.

Vice-Présidents : M. DURAND-RÉVILLE, Mme ÉBOUÉ, M. ROMANI.

Secrétaires : MM. BECHIR-SOW, René DEPREUX, Mamadou M'BODJE.

La Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) a nommé :

Président : M. CORNU.

Vice-Présidents : MM. VERDEILLE, SARRIEN.

Secrétaires : MM. SISBANE Chérif, SCHWARTZ.

La Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale a nommé :

Président : M. Georges PERNOT.

Vice-Présidents : MM. de LA GONTRIE, Gaston CHARLET.

Secrétaires : MM. Georges MAIRE, GIACOMONI.

La Commission de la marine et des pêches a nommé :

Président : M. ABEL-DURAND.

Vice-Présidents : MM. LASALARIÉ, LÉGER.

Secrétaires : MM. JÉZÉQUEL, SYMPHOR.

La Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme a nommé :

Président : M. René-Emile DUBOIS.

Vice-Présidents : MM. Jules POUGET, BERTAUD.

Secrétaires : MM. Lucien de GRACIA, KALENZAGA.

La Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) a nommé :

Président : M. GATUING.

Vice-Présidents : MM. RADIUS, JÉZÉQUEL.

Secrétaires : MM. Amadou DOUCOURÉ, Laillet de MONTULLÉ.

La Commission de la presse, de la radio et du cinéma a nommé :

Président : M. le Général CORNIGLION-MOLINIER.

Vice-Présidents : MM. GASPARD, Jean BÈNE.

Secrétaires : MM. Emilien LIEUTAUD, de MAUPEOU.

La Commission de la production industrielle a nommé :

Président : M. DELFORTRIE.

Vice-Présidents : MM. LONGCHAMBON, MARCHANT.

Secrétaires : MM. Marcel GRIMAL, GUSTAVE.

La Commission du ravitaillement et des boissons a nommé :

Président : M. Martial BROUSSE.

Vice-Présidents : MM. Georges BERNARD, PINVIDIC.

Secrétaires : MM. Jean BÈNE, BOISROND.

La Commission de la reconstruction et des dommages de guerre a nommé :

Président : M. CHOCHOY.

Vice-Présidents : MM. PAUMELLE, JOZEAU-MARIGNÉ.

Secrétaires : MM. Yves JAOUEN, BOURGEOIS.

La Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions a nommé :

Président : M. de MONTALEMBERT.

Vice-Présidents : M. ASSAILLIT, Mme CRÉMIEUX.

Secrétaires : MM. Robert LE GUYON, de MENDITTE.

La Commission du travail et de la sécurité sociale a nommé :

Président : M. DASSAUD.

Vice-Présidents : MM. SAINT-CYR, THARRADIN.

Secrétaires : MM. MENU, ZUSSY.

La Commission de comptabilité a nommé :

Président : M. GADOIN.

Secrétaire-rapporteur : M. BOLIFRAUD.

Liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances.

A. — *Dépenses civiles. — Budget général.*

	MM.
Présidence du Conseil :	
Services administratifs. — Service de presse. — Journaux officiels. — Commissariat général au Plan. — Coopération économiquue européenne	André Diethelm
Services de la Défense nationale	Avinin
Liquidation des Services du Ravitaillement	Fléchet
Affaires étrangères :	
Affaires étrangères Haut-commissariat de la République en Sarre Affaires allemandes et autrichiennes	Jean Maroger
Affaires économiques	Roger Duchet
Agriculture	de Montalembert
Anciens Combattants et Victimes de la guerre	Chapalain
Education nationale	Auberger
Education physique, Arts et Lettres	Jacques Debû-Bridel
Finances	Pauly
France d'Outre-Mer	Saller
Industrie et Commerce	Marrane
Intérieur	Jacques Masteau
Justice	Emilien Lieutaud
Reconstruction et Urbanisme	Jean-Marie Grenier
Santé publique et Population	Landry
Travail et Sécurité sociale	Demusois

B.

C

	MM.
Travaux publics et transports :	
I. — Travaux publics, transports et tourisme.....	Albert Lamarque
II. — Marine marchande	Courrière
III. — Aviation civile et commerciale	Maurice Walker

B. — *Dépenses civiles. — Budgets annexes.*

Caisse nationale d'épargne	Sclafer
P. T. T.	
Imprimerie nationale	Litaise
Légion d'Honneur	
Ordre de la Libération	
Monnaies et Médailles	
Radiodiffusion française	Minvielle

C.— *Dépenses militaires.— Budget général.*

I. — Section commune	Pierre Boudet
II. — Air	Pellenc
III. — Guerre	Pierre Boudet
IV. — Marine	Courrière
V. — France d'Outre-Mer	Louis Ignacio-Pinto

D. — *Dépenses militaires. — Budgets annexes.*

Constructions aéronautiques.....	Pellenc
Constructions et armes navales	Courrière
Fabrications d'armement	Alric
Service des essences.....	
Service des poudres	

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 19 Janvier 1950.

N° 8. — Proposition de loi de Mme Devaud autorisant la conclusion immédiate d'accords collectifs de salaires.

N° 15. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches concernant l'énergie atomique dans les territoires d'outre-mer.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 19 Janvier 1950.

1er BUREAU, à 15 h. 30, local n° 215.

2e BUREAU, à 15 h. 30, local n° 201.

3e BUREAU, à 15 h. 30, local n° 207.

4e BUREAU, à 15 h. 30, local n° 202.

5e BUREAU, à 15 h. 30, local n° 217.

6e BUREAU, à 15 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 15 heures, local n° 274.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 heures, local n° 214.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 16 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 11 heures, local n° 217.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 heures, local n° 213.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 15 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 5

ORDRE DU JOUR

Du Samedi 21 Janvier 1950.

A QUATORZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République. (N°s 764 et 958, année 1949. — M. Jozeau-Marigné, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Louis LAFFORGUE, jusques et y compris M. Emilien LIEUTAUD.

Tribunes : Depuis M. LIONEL-PÉLERIN, jusques et y compris M. Charles OKALA.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 2 du décret n° 46-614 du 5 avril 1946 relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique dans les territoires relevant de l'autorité du Ministre de la France d'Outre Mer. (Nos 778, année 1949 et 15, année 1950. — M. Henri Lafleur, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence. (Nos 2 et 17, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Longchambon, rapporteur.)

Commission de six membres chargée d'examiner la demande en suspension de poursuites formulée par un Sénateur

(nommée le 19 janvier 1950).

1er Bureau : M. LÉGER.

2e Bureau : M. Jules VALLE.

3e Bureau : M. GATUING.

4e Bureau : M. BOLIFRAUD.

5e Bureau : M. TEISSEIRE.

6e Bureau : Mme ÉBOUÉ.

NOMINATION DE SOUS-COMMISSIONS LÉGALES

I. — **Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte** (article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

1° Par la Commission des finances :

MM. ALRIC, Pierre BOUDET, COURRIÈRE, Jean-Marie GRENIER, Albert LAMARQUE, Emilien LIEUTAUD, LITAISE et PELLENC ;

2° Par la Commission de la production industrielle :

MM. BOUSCH, DELFORTRIE, René DEPREUX et GRÉGORY ;

3° Par la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales :

MM. BARDON-DAMARZID, MÉRIC, PASCAUD et François PATENOTRE ;

II. — **Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale** (article 71 de la loi du 21 mars 1947).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

1° Par la Commission des finances :

MM. ALRIC, Pierre BOUDET, COURRIÈRE, Louis IGNACIO-PINTO et PELLENC ;

2° Par la Commission de la défense nationale :

MM. Jean de GOUYON, GASPARD et PIC ;

3° Par la Commission de la France d'Outre-Mer :

M. Ousmane Socé DIOP.

III. — Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (article 3 de la loi du 25 novembre 1948).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

1° Par la Commission des finances :

MM. Roger DUCHET, SALLER et Jean MAROGER ;

2° Par la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales :

MM. Marcel LEMAIRE, LONGCHAMBON et ROCHEREAU ;

3° Par la Commission des affaires étrangères :

Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE, MM. Marius MOUTET et Henry TORRÈS ;

4° Par la Commission de la production industrielle :

MM. PIALES et SIAUT ;

5° Par la Commission de l'agriculture :

MM. NAVEAU et Louis ANDRÉ ;

6° Par la Commission de la France d'Outre-Mer :

MM. GRASSARD et René DEPREUX ;

7° Par la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme :

MM. BOISROND et PINTON ;

8° Par la Commission du travail et de la sécurité sociale :

M. LOISON ;

9° Par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre :

M. MALÉCOT.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 21 Janvier 1950.

---

*N° 9. — Proposition de résolution de Mme Devaud relatif à la conclusion immédiate d'accords collectifs de salaires.

N° 11. — Proposition de résolution de M. André Diethelm tendant à fixer le mode d'élection des Conseillers de l'Union Française représentant la métropole en contre-partie des Conseillers désignés par le Viet-Nam.

N° 16. — Proposition de résolution de M. Gondjout tendant à rendre obligatoire dans les territoires d'Outre-Mer non pourvus d'un Code du travail la fixation d'un salaire minimum.

N° 17. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1950 (Tomes I et II).

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 19 janvier 1950

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Samedi 21 Janvier 1950.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

heures,

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 6

ORDRE DU JOUR

Du Lundi 23 Janvier 1950.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence. (N[os] 2 et 17, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° 25, année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur ; et n° 27, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Longchambon, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Jules OLIVIER, jusques et y compris M. PINVIDIC.

Tribunes : Depuis M. Marcel PLAISANT, jusques et y compris M. SOLDANI.

Démission d'un Sénateur.

Dans sa séance du samedi 21 janvier 1950, le Conseil de la République a pris acte de la démission de M. EHM, Sénateur du Bas-Rhin.

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

Groupe du Mouvement Républicain Populaire

(19 membres au lieu de 20).

Supprimer le nom de M. Ehm.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe socialiste a désigné :

1° M. DARMANTHÉ pour remplacer, dans la Commission de l'agriculture, M. Champeix ;

2° M. Arouna N'JOYA pour remplacer, dans la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, M. Méric ;

3° M. CHAMPEIX pour remplacer, dans la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, M. Courrière ;

4° M. MÉRIC pour remplacer, dans la Commission du travail et de la sécurité sociale, M. Darmanthé.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

La Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (article 71 de la loi du 21 mars 1947)

a nommé :

Président : M. Pierre BOUDET ;

Secrétaire : M. ALRIC.

La Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (article 3 de la loi du 25 novembre 1948)

a nommé :

Président : M. LONGCHAMBON ;

Vice-Président : M. ROCHEREAU.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 23 Janvier 1950.

N° 10. — Proposition de résolution de M. Denvers tendant à ne pas rendre les collectivités locales concédantes responsables des déficits des entreprises gazières.

N° 14. — Proposition de résolution de M. René Coty tendant à modifier le Règlement en vue d'accélérer la nomination des commissions.

N° 22. — Rapport de M. Teisseire sur une demande en suspension de poursuites contre un membre du Conseil de la République.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Lundi 23 Janvier 1950.

COMMISSION de l'agriculture, à 14 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 21 heures, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 7

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 24 Janvier 1950.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Décision sur la demande de discussion immédiate des conclusions du rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la demande en suspension de poursuites formulée par M. Satineau, Sénateur. (N° 22, année 1950. — M. Teisseire, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SOUQUIÈRES, jusques et y compris M. Pierre VITTER.

Tribunes : Depuis M. VOURC'H, jusques et y compris M. BOUQUEREL.

2. — Suite de la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence. (N^os 2 et 17, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° 26, année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur ; et n° 27, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Longchambon, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 24 Janvier 1950.

N° 7. — Allocution prononcée par M. Gaston Monnerville, Président du Conseil de la République.

N° 12. — Proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier l'article 5 de la loi relative à la composition du Conseil économique.

N° 19. — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à abroger l'article 3 de l'ordonnance relative aux spectacles.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 24 Janvier 1950.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 9 h. 30, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 8

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 25 Janvier 1950.

A QUATORZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence. (N^os^ 2 et 17, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° 26, année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur ; et n° 27, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Longchambon, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis M. BOURGEOIS, jusques et y compris M. CHAMPEIX.

Tribunes : Depuis M. CHAPALAIN, jusques et y compris M. DRONNE.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 9

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 26 Janvier 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. René-Emile DUBOIS, jusques et y compris M. FOUQUES-DUPARC.

Tribunes : Depuis M. Bénigne FOURNIER, jusques et y compris M. KALENZAGA.

du travail. (Nos 3 et 32, année 1950. — Mme Devaud, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. de Villoutreys, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la marine et des pêches. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 26 Janvier 1950.

---

*N° 768 (année 1949). — Rapport d'information de Mme Devaud sur l'extension aux départements d'outre-mer de la législation de sécurité sociale.

N° 18 (année 1950). — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux.

*N° 23 (année 1950). — Rapport de M. Vanrullen sur la proposition de loi tendant à accorder une indemnité unique aux prestataires de la Caisse autonome des mineurs.

N° 31 (année 1950). — Proposition de loi de M. Laillet de Montullé relative au délai de prescription des arrérages de la retraite du combattant.

N° 32 (année 1950). — Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi relatif aux conventions collectives (Tome I).

*N° 32 (année 1950). — Rapport de Mme Devaud sur le projet de relatif aux conventions collectives (Tome II).

*N° 33 (année 1950). — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, majorant le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 25 janvier 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 26 Janvier 1950.

2e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 201.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de l'agriculture, à 11 heures, local n° 214.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, salle de Brosse.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 10

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 27 Janvier 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail. (N[os] 3 et 32, année 1950. — Mme Devaud, rapporteur ; et n° 37, année 1950, avis de la Commission des affaires

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. François LABROUSSE, jusques et y compris M. LELANT.

Tribunes : Depuis M. LE LÉANNEC, jusques et y compris M. MUSCATELLI.

économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Georges Laffargue, rapporteur ; et n° 38, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. de Villoutreys, rapporteur ; et n° 39, année 1950, avis de la Commission de l'agriculture. — M. de Félice, rapporteur ; et n° 34, année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur ; et n° 40, année 1950, avis de la Commission de la marine et des pêches. — M. Abel-Durand, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. rapporteur.)

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 26 janvier 1950, le Conseil de la République a nommé :

M. DARMANTHÉ, membre de la Commission de l'agriculture, en remplacement de M. Champeix ;

M. N'JOYA (Arouna), membre de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, en remplacement de M. Méric ;

M. CHAMPEIX, membre de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, en remplacement de M. Courrière ;

M. MÉRIC, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Darmanthé.

La Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947)

a nommé :

Président : M. PELLENC ;

Vice-Président : M. Albert LAMARQUE ;

Secrétaire : M. François PATENOTRE.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 27 Janvier 1950.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 9 h. 45, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLÉTON

N° 11

ORDRE DU JOUR

Du Samedi 28 Janvier 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail. (N[os] 3 et 32, année 1950. — Mme Devaud, rapporteur ; et n° 37, année 1950, avis de la Commission des affaires

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. NAVEAU, jusques et y compris M. Ernest PEZET.

Tribunes : Depuis M. PIALES, jusques et y compris M. SIAUT.

économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Georges Laffargue, rapporteur ; et n° 38, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. de Villoutreys, rapporteur ; et n° 39, année 1950, avis de la Commission de l'agriculture. — M. de Félice, rapporteur ; et n° 34, année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur ; et n° 40, année 1950, avis de la Commission de la marine et des pêches. — M. Abel-Durand, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Cornu, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 28 Janvier 1950.

N° 25. — Proposition de résolution de M. Loison tendant à rendre l'assurance obligatoire par une majoration du prix de l'essence pour les véhicules à moteur.

N° 30. — Proposition de résolution de M. Ernest Pezet tendant à créer de nouveaux postes d'attachés du travail dans certains pays étrangers.

N° 35. — Proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à modifier l'article 14 du Règlement.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Samedi 28 Janvier 1950.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 9 h. 45, local nº 213.

Imprimerie du Conseil de la République.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 12

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 31 Janvier 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales :

I. — M. Léo Hamon demande à M. le Ministre des Affaires étrangères quels sont, en vertu des dernières décisions des Hauts Commissaires alliés en Allemagne :

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SID-CARA Chérif, jusques et y compris M. VANRULLEN.

Tribunes : Depuis M. VARLOT, jusques et y compris M. BOISROND.

1° le prix du charbon de la Rhur, qualité moyenne, livré sur le carreau de la mine à l'usage de la consommation intérieure allemande ;

2° quel est le prix du même charbon, livré à la consommation française ;

3° quelle est l'exacte modification de l'un et l'autre de ces prix, résultat des derniers accords ;

4° quelle est la facturation des frais de transport, et son mode d'établissement ;

5° si toutes dispositions nécessaires ont été prises pour que les frais de transport soient calculés de la même manière, selon que le charbon est à destination de la France ou de l'Allemagne, et, dans la négative, quelles sont les différences qui subsistent et leur incidence ;

6° au cas où il apparaîtrait qu'une discrimination continue d'être pratiquée à l'égard de l'industrie française pour l'achat du charbon allemand, quelles mesures le Gouvernement français entend prendre, ou quelles négociations il compte entreprendre pour mettre fin à cet état de choses (n° 104).

II. — M. Dronne demande à M. le Ministre de l'Agriculture :

1° quelles mesures il compte prendre afin d'assurer l'écoulement du reliquat de la récolte de chanvre de 1948 et de la récolte de 1949 ;

2° si le Gouvernement entend poursuive un programme de développeiment de la culture du chanvre et, dans l'affirmative, par quels moyens (n° 101).

III. — M. Martial Brousse demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques à quelle date ont été envoyées aux directions départementales des contributions directes les instructions relatives à l'application de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1949 modifiant en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, le décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale ;

s'il est exact qu'il résulte de ces instructions que les pertes d'animaux nés dans l'exploitation ne peuvent être déduites du bénéfice imposable ;

et dans l'affirmative, s'il estime que cette interprétation des textes législatifs est bien conforme à l'esprit et même à la lettre de la loi du 31 juillet 1949 (n° 106).

IV. — M. Charles Brune expose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce que les services nationaux « Gaz de France et Électricité de France » réclament aux communes du département d'Eure-et-Loir, des sommes destinées à couvrir les déficits d'exploitation de ces services dans le département, « à titre d'indemnité pour les charges extra-contractuelles subies au cours des exercices 1946 et 1947 » ;

que les sommes demandées aux communes atteignent approximativement 16 millions à Chartres pour 1946, 320.000 francs à Lèves, 600.000 francs à Luisant ;

et demande qu'il soit précisé sur quelles bases juridiques se fondent de telles réclamations destinées à rétablir une situation à laquelle les communes sont totalement étrangères ;

et quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour défendre les communes de France contre des prétentions budgétairement insupportables (n° 103).

V. — M. Léo Hamon signale à M. le Ministre de l'Intérieur qu'un hommage public rendu à la mémoire du Musulman Ichou Aïssa combattrait utilement l'exploitation fâcheuse faite dans certains articles de journaux, des méfaits de quelques Nord-Africains, afin que les Français métropolitains puissent connaître en même temps que les défaillances de tels de leurs compatriotes musulmans, un exemple, après beaucoup d'autres, de leur courage et de leur dévouement,

et lui demande comment il compte faire connaître, autant qu'il est souhaitable, le sacrifice héroïque de ce Musulman, mort victime du devoir sur son lieu de travail (n° 100).

VI. — M. Loison signale à M. le Ministre de l'Intérieur le dan-

ger d'infection que constitue pour les populations riveraines le déversement en Seine à Clichy des eaux d'égout de la ville de Paris,

fait remarquer que dans les boucles de la Seine, et ce jusqu'à Mantes, des immondices se sont déposés constituant de véritables foyers de maladies microbiennes ;

et demande quelles mesures ont été envisagées, en accord avec M. le Ministre de la Santé publique et de la Population pour faire cesser un état de choses préjudiciable à la santé publique (n° 102).

VII. — M. Bertaud demande à M. le Ministre de l'Intérieur quelles sont les raisons qui justifient la différence de traitement existant parmi le personnel de police, entre les gradés de la police municipale et leurs collègues de la police judiciaire ;

désirerait également savoir comment il se fait que le statut spécial qui devait être accordé à la Préfecture de Police depuis un an déjà n'ait pas encore été établi et mis en vigueur, les avantages que ce statut devait comporter étant attendus impatiemment par les agents en contrepartie des obligations spéciales qui leur sont imposées ;

enfin, il désirerait connaître les raisons qui ont fait que M. le Ministre n'a pas cru devoir, en dépit de demandes d'audiences répétées, accepter de recevoir une délégation de l'association amicale des gradés de la police municipale, qui représente, au sein de la Préfecture de Police, la majorité des gradés de ce service et qui semble avoir droit autant que tout autre groupement à exprimer ses doléances et ses revendications (n° 105).

VIII. — Mme Jane Vialle expose à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer l'état d'infériorité dans lequel se trouvent la plupart des boursiers et boursières qui viennent poursuivre leurs études dans la Métropole du fait de leur âge avancé, proportionnellement à leur niveau scolaire, et demande :

1° quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour que l'enseignement primaire soit effectivement le même dans les Territoires d'Outre-Mer que dans la métropole, avec des programmes similaires qui permettent aux enfants d'aboutir dans les mêmes délais d'âge au certificat d'études primaires ;

2° quelles mesures sont prises pour améliorer l'enseignement général et pratique des jeunes filles dans les Territoires d'Outre-Mer et notamment pour celles de l'Afrique noire (n° 96).

IX. — Mme Jane Vialle expose à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer l'état de mécontentement qui pousse tous les fonctionnaires autochtones à protester contre les mesures injustes et discriminatoires qui les ont frappés à la suite des décrets régissant le reclassement des fonctionnaires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer ;

et demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à la situation tout à fait désavantageuse que subissent les fonctionnaires autochtones du fait de l'application des décrets 49-529 et 49-528 du 15 avril 1949, fixant le régime des soldes des fonctionnaires relevant de son département (n° 97).

X. — Mme Jane Vialle demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer quelles mesures ont été prises pour l'organisation et le développement de la qualification de la main-d'œuvre autochtone dans les Territoires d'Outre-Mer (n° 98).

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder une indemnité unique aux prestataires de la Caisse autonome nationale des mineurs. (N^os^ 935, année 1949, et 23, année 1950. — M. Vanrullen, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Durand-Réville, Charles-Cros, Henri Lafleur, Cozzano, Razac, René Depreux, Marc Rucart, Lagarrosse, Julien Gautier, Coupigny, Louis Ignacio-Pinto, Ali Djamah, Serrure et Robert Aubé, tendant à inviter le Gouvernement à faire préciser le statut des Chambres de commerce dans les Etats associés de l'Union Française (N^os^ 838 et 936, année 1949. — M. Durand-Réville, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Landry, Charles Brune, Gadoin et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique et apparentés, concernant l'aide à apporter, en matière de loge-

ment, aux économiquement faibles. (Nos 833 et 960, année 1949. — M. Varlot, rapporteur ; et no , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. de Félice, rapporteur).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 31 Janvier 1950.

N° 42. — Proposition de loi de M. Pellenc tendant à promouvoir le redressement des finances publiques.

N° 49. — Projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 31 Janvier 1950.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 45, local n° 202.

Imprimerie du Conseil de la République.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 13

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 1er Février 1950.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion éventuelle d'un projet de loi d'ordre financier.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France. (N° 49, année 1950. — M. Dronne, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Ernest Pezet, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. BORDENEUVE, jusques et y compris M. Frédéric CAYROU.

Tribunes : Depuis M. CHAINTRON, jusques et y compris M. Ali DJAMAH.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 1er Février 1950.

N° 43. — Projet de loi étendant au Togo le décret portant réglementation des transports automobiles en Afrique Occidentale Française.

N° 44. — Projet de loi portant ouverture de credits et autorisation d'engagement de dépenses (subventions au F. I. D. E. S. et au F. I. D. O. M.).

N° 45. — Projet de loi modifiant l'article 2 de la loi autorisant le cumul des fonctions de greffier de justice de paix et d'huissier.

N° 46. — Projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats.

N° 47. — Projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg.

N° 48. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 3 de la loi portant application aux militaires de la sécurité sociale.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 1er Février 1950.

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 heures, local n° 201.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de comptabilité, à 9 h. 30, local n° 272.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 17 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 10 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 heures, local n° 215.

COMMISSION du ravitaillement et des boissons, à 14 h. 30, local n° 214.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 14

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 2 Février 1950.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Fixation de l'ordre du jour.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Amadou DOUCOURÉ, jusques et y compris M. FERRANT.

Tribunes : Depuis M. FLÉCHET, jusques et y compris M. Yves JAOUEN.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 2 Février 1950.

N° 20. — Rapport d'information de M. Bénigne Fournier sur la mission d'enquête effectuée par une délégation de la Commission de l'agriculture dans les régions de production des fruits et légumes.

N° 24. — Rapport d'information de M. Verdeille sur la mission d'enquête effectuée par la délégation de la Commission de l'intérieur sur les lieux du sinistre qui a ravagé la forêt des Landes de Gascogne.

N° 50. — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi tendant à préciser le statut des ministres du culte catholique au regard de la législation sociale.

N° 52. — Proposition de résolution de M. Gondjout tendant à assurer la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire dans les territoires d'Outre-Mer.

N° 54. — Proposition de résolution de M. Symphor tendant à revaloriser les traitements des fonctionnaires de l'Etat dans les departements d'Outre-Mer.

N° 58. — Rapport de M. Razac sur le projet de loi tendant à la suppression de la Cour de justice de l'Indochine.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 2 Février 1950.

2e BUREAU, à 15 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 15, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 15

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 3 Février 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs :

DEUXIÈME BUREAU

Election de M. Armengaud, par l'Assemblée Nationale, au titre de la représentation des citoyens français résidant à l'étranger, en remplacement de M. Viple, décédé. (M. Bernard Lafay, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. JÉZÉQUEL, jusques et y compris M. LECACHEUX.

Tribunes : Depuis M. LECCIA, jusques et y compris M. Charles MOREL.

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg. (N° 47, année 1950. — M. Chochoy, rapporteur.)

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de MM. Symphor, Lodéon et Patient tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour revaloriser dans le plus bref délai possible les traitements des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'Outre-Mer, conformément au principe de l'assimilation et aux conditions économiques de ces départements. (Nos 54 et 61, année 1950. — M. Cornu, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant la concession de la construction et de l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et à la réalisation du grand canal d'Alsace. (Nos 857, année 1949, et 67, année 1950. — M. Piales, rapporteur; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. Marrane, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à préciser le statut des ministres du culte catholique au regard de la législation sociale. (Nos 874, année 1949, et 50, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 3 Février 1950.

N° 60. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, rendant applicable à l'Algérie la loi relative aux baux à loyers de locaux à usage commercial détruits par suite d'actes de guerre.

N° 67. — Rapport de M. Piales sur le projet de loi autorisant la concession de la construction des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et au grand canal d'Alsace.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 3 Février 1950.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 16

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 14 Février 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales :

I. — M. Léo Hamon demande à M. le Ministre des Affaires étrangères quels sont, en vertu des dernières décisions des Hauts-Commissaires alliés en Allemagne :

1° le prix du charbon de la Rhur, qualité moyenne, livré sur le carreau de la mine à l'usage de la consommation intérieure allemande ;

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. MOSTEFAI El-Hadi, jusques et y compris M. Georges PERNOT.

Tribunes : Depuis M. PESCHAUD, jusques et y compris M. SCLAFER.

2° quel est le prix du même charbon, livré à la consommation française ;

3° quelle est l'exacte modification de l'un et l'autre de ces prix, résultat des derniers accords ;

4° quelle est la facturation des frais de transport, et son mode d'établissement ;

5° si toutes dispositions nécessaires ont été prises pour que les frais de transport soient calculés de la même manière, selon que le charbon est à destination de la France ou de l'Allemagne, et, dans la négative, quelles sont les différences qui subsistent et leur incidence ;

6° au cas où il apparaîtrait qu'une discrimination continue d'être pratiquée à l'égard de l'industrie française pour l'achat du charbon allemand, quelles mesures le Gouvernement français entend prendre, ou quelles négociations il compte entreprendre pour mettre fin à cet état de choses (n° 104).

II. — M. Martial Brousse demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques à quelle date ont été envoyées aux directions départementales des contributions directes les instructions relatives à l'application de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1949 modifiant en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, le décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale ;

s'il est exact qu'il résulte de ces instructions que les pertes d'animaux nés dans l'exploitation ne peuvent être déduites du bénéfice imposable ;

et dans l'affirmative, s'il estime que cette interprétation des textes législatifs est bien conforme à l'esprit et même à la lettre de la loi du 31 juillet 1949 (n° 106).

III. — M. Henri Maupoil demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques dans quelles conditions a été conclu l'accord commercial franco-allemand, actuellement en discussion et qui doit être signé incessamment ;

et attire son attention sur les graves répercussions de ces accords, en particulier, pour l'industrie des fabricants de brides et coussins à sabots (n° 107).

2. — Nomination de trois membres du Comité constitutionnel en application de l'article 91 de la Constitution.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre l'application des majorations de service prévues par la loi du 26 mars 1937 aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929. (Nos 863, année 1949, et 64, année 1950. — M. Bernard Lafay, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la création d'un établissement administratif permanent à l'Ile Amsterdam. (Nos 858, année 1949 et 74, année 1950. — M. Romani, rapporteur ; et no année 1950, avis de la Commission des finances. — M. Saller, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour. (Nos 859, année 1949 et 72, année 1950. — Henri Lafleur, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre applicables à l'Afrique Equatoriale Française, aux Etablissements français de l'Océanie et aux Etablissements français dans l'Inde les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour. (Nos 860, année 1949 et 73, année 1950. — M. Henri Lafleur, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à la suppression de la Cour de justice de l'Indochine (Nos 861, année 1949 et 58, année 1950. — M. Razac, rapporteur ; et no , année 1950, avis de la Commission de la justice et de la législation civile, criminelle et commerciale. — M. Carcassonne, rapporteur).

8. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Landry, Charles Brune, Jacques Gadoin et des membres du groupe du Ras-

semblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique et apparentés, concernant l'aide à apporter, en matière de logement, aux économiquement faibles. (Nos 833 et 960, année 1949. — M. Varlot, rapporteur ; et no , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. de Félice, rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg. (No 47, année 1950. — M. Chochoy, rapporteur ; et no , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. Sclafer, rapporteur).

(Discussion immédiate ordonnée.)

Election d'un Sénateur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département du Bas-Rhin en date du 2 février 1950, que M. Alfred Wehrung a été élu, à cette date, Sénateur du Bas-Rhin, en remplacement de M. Albert Ehm, démissionnaire.

M. Alfred WEHRUNG est appelé à faire partie du 4e Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 14 Février 1950.

N° 12 *(Rectifié)*. — Proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier la loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique.

N° 53. — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à indemniser les victimes de l'orage de neige dans l'Aude.

N° 62. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi relatif au mode d'application des surtaxes locales temporaires sur les transports de marchandises et d'animaux par chemin de fer.

N° 63. — Proposition de résolution de M. Schwartz tendant à rendre obligatoire l'enseignement du Code de la route.

*N° 64. — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à étendre l'application des majorations de service aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active.

*N° 65. — Rapport de M. de Montalembert fait en vue de présenter les candidatures pour les trois sièges du Comité constitutionnel.

N° 66. — Rapport de M. Jean de Gouyon sur le projet de loi portant création d'un contingent de croix du Mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages ayant participé aux dragages.

N° 68. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre aux personnes condamnées par contumace, par la Haute-Cour, de faire rouvrir leur procès.

N° 71. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger la loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande.

*N° 72. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi rendant applicable à la Nouvelle-Calédonie le décret réformant le régime de l'interdiction de séjour.

*N° 73. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi tendant à rendre applicable à l'Afrique équatoriale française, aux Établissements français de l'Océanie et dans l'Inde le décret-loi réformant le régime de l'interdiction de séjour.

*N° 74. — Rapport de M. Romani sur le projet de loi relatif à la création d'un établissement administratif permanent à l'Ile d'Amsterdam.

N° 75. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à revaloriser l'allocation d'attente.

N° 76. — Projet de loi tendant à accorder aux personnels des égouts des avantages pour l'ouverture du droit à pension.

N° 77. — Projet de loi relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer.

N° 78. — Projet de loi portant modification à la législation sur les habitations à bon marché.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 13 février 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 14 Février 1950.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 45, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLÉTON

N° 17

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 16 Février 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Georges Pernot demande à M. le Président du Conseil quelles sont les causes du retard apporté à la mise en application de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse et quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour protéger les enfants et les adolescents contre les dangers que leur font courir certaines publications licencieuses ou pornographiques, dont le nombre ne fait que s'accroître.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SÉNÉ, jusques et y compris M. TUCCI.

Tribunes : Depuis M. Jules VALLE, jusques et y compris M. BOISROND.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar. (N^os 862 et 930, année 1949. — M. Durand-Réville, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. Litaise, rapporteur.)

Comité constitutionnel.

Dans sa séance du mardi 14 février 1950, le Conseil de la République a nommé :

MM. Jacques DONNEDIEU de VABRES,
Maurice DELÉPINE,
Marcel PRELOT,

membres du Comité constitutionnel.

Groupes politiques.

La présidence du groupe des Républicains Indépendants est ainsi constituée :

Président : M. Robert BRIZARD ;

Président politique : M. Jean BOIVIN-CHAMPEAUX.

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

Groupe du Mouvement Républicain Populaire

(20 membres au lieu de 19).

Ajouter le nom de M. WEHRUNG.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 16 Février 1950.

N° 70. — Rapport de M. Bousch sur la proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance relative au régime des mines domaniales de potasse d'Alsace.

N° 79. — Proposition de résolution de M. Jean Bène tendant à aider les victimes de l'orage de neige de l'Hérault.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 16 Février 1950.

5e BUREAU, à 14 h. 15, local n° 217.

COMMISSION de comptabilité, à 9 h. 30, local n° 272.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 h. 15, local n° 213.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 18

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 21 Février 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponse des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Léo Hamon demande à M. le Ministre des Affaires étrangères quelles démarches le Gouvernement français compte entreprendre devant l'importance de la production allemande d'acier, au cours des derniers mois, pour empêcher l'aggravation de la surproduction européenne d'acier (n° 110).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. BOIVIN-CHAMPEAUX, jusques et y compris M. CARCASSONNE.

Tribunes : Depuis Mme Marie-Hélène CARDOT, jusques et y compris M. Mamadou DIA.

II. — M. Mamadou Dia expose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques qu'alors que le prix des farines américaines s'établit aux environs de 100 dollars, soit 35.000 francs la tonne, F. O. B., le prix des farines françaises, importées par les Territoires d'Outre-Mer, est de l'ordre de 50.500 francs la tonne par suite de différentes taxes que ces territoires sont seuls à supporter, sans aucun soutien ;

que le premier résultat de ces mesures de taxation est de provoquer une hausse considérable du prix du pain qui va être porté à 75 francs le kilogramme ;

et demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour concilier une politique de stabilité des prix et des salaires dans les Territoires d'Outre-Mer, avec cette hausse officielle du prix d'une denrée de consommation dont les besoins pour l'année 1950 sont de l'ordre de 95.000 tonnes (n° 112).

III. — M. Clavier expose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce que les services nationaux « Gaz de France » et « Electricité de France » réclament aux communes des sommes destinées à couvrir les déficits d'exploitation des services, à titre d'indemnité pour les charges extra-contractuelles subies au cours des exercices 1946 et 1947 ;

et demande qu'il soit précisé sur quelles bases juridiques se fondent de telles réclamations destinées à rétablir une situation à laquelle les communes sont totalement étrangères ;

et quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour défendre les communes de France contre des prétentions budgétairement insupportables (n° 108).

IV. — M. Jacques Debû-Bridel demande à M. le Ministre de l'Intérieur s'il a eu connaissance des agissements de certains inspecteurs de la Préfecture de Police qui, au mépris de la liberté de la presse, se font remettre régulièrement, depuis plusieurs mois, par des imprimeurs, en violation du secret professionnel, les morasses d'hebdomadaires et de publications, avant leur parution ;

si, comme il y a lieu de le croire, ces policiers ont agi sans instructions, et de leur propre initiative, il lui demande de mettre

fin sans tarder à ces agissements indignes d'une démocratie et quelles sanctions il compte prendre contre les fonctionnaires coupables de tels procédés (n° 111).

V. — M. Tharradin demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, pour quelles raisons il a été amené à obtenir une promesse de vente concernant la propriété Emonin, à Maiche (Doubs), en vue d'y installer une colonie de vacances maison de repos, malgré les avis défavorables du Conseil municipal de cette ville et des commissions départementale et nationale compétentes (n° 109).

2. — Vérification de pouvoirs :

CINQUIÈME BUREAU

Département du Bas-Rhin : Election de M. Wehrung, en remplacement de M. Ehm, démissionnaire. (M. Gustave, rapporteur.)

3. — Discussion des conclusions du rapport de M. Bernard Lafay au nom du Deuxième Bureau sur l'élection de M. Armengaud, au titre de la représentation des citoyens français résidant à l'étranger, en remplacement de M. Viple, décédé.

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant création d'un contingent exceptionnel de croix du Mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages de la marine militaire ayant participé aux dragages. (N^os^ 876, année 1949 et 66, année 1950. — M. Jean de Gouyon, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au mode d'application des surtaxes locales temporaires sur les transports de marchandises et d'animaux par chemin de fer, pour tenir compte des propositions de la S. N. C. F., homologuées par décisions du Ministre des Travaux publics et des Transports, en date des 8 avril 1944 et 1^er^ août 1945, portant aménagement des tarifs généraux et spéciaux et concernant : d'une part, la réduction de 6 à 3 des séries de la classification générale des marchandises ; d'autre part, la création de nouveaux

régimes des transports substitués aux régimes de grande et de petite vitesse. (Nos 878, année 1949 et 62, année 1950. — M. Bertaud, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix. (Nos 911, année 1949 et 88, année 1950. — M. Delalande, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 21 Février 1950.

N° 83. — Proposition de résolution tendant à mettre les bénéfices réalisés sur la vente des stocks de café à la disposition des territoires d'Outre-Mer producteurs de cette denrée.

N° 87. — Rapport de M. Longchambon sur le projet de loi tendant à ratifier la convention franco-sarroise en matière de propriété industrielle.

*N° 88. — Rapport de M. Delalande sur la proposition de loi tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix.

N° 89. — Rapport de M. Michel Madelin sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale.

N° 91. — Projet de loi relatif aux élections aux conseils d'administration des organismes de sécurité sociale.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 20 février 1950.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 19

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 23 Février 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. (Nos 816 et 870, année 1949. — M. Driant, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur ; et n° 950, année 1949, avis de la Commission des finances — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. André DIETHELM, jusques et y compris M. ESTÈVE.

Tribunes : Depuis M. de FÉLICE, jusques et y compris M. HOUCKE.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblé Nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux élections au conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales. (N° 91, année 1950. — M. rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblé Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention franco-sarroise en matière de propriété industrielle du 15 décembre 1948. (N°s 945, année 1949 et 3 année 1950. — M. Longchambon, rapporteur ; et n° , année 195 avis de la Commission de affaires étrangères. — M. rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 971, 972, 973, 97 976, 977, 979, 980 et 1007 du Code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat. (N°s 901, année 1949 et 92, année 195 — M. Rabouin, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de credits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 19 (subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'Outre-Mer (F. I. D. E. S. et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'Outre-Mer (F. I. D. O. M.). (N°s 4 et 97, année 1950. — M. Saller, rapporteur ; et n° , année 195 avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. rapporteur.)

Vérification de pouvoirs.

Dans sa séance du mardi 21 février 1950, le Conseil de la République a vérifié les pouvoirs :

1° de M. WEHRUNG, Sénateur du Bas-Rhin, en remplacement de M. Ehm, démissionnaire ;

2° de M. ARMENGAUD, Sénateur, représentant des Français résidant à l'étranger, en remplacement de M. Viple, décédé.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique a désigné :

M. François DUMAS, pour remplacer, dans la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, M. Georges Maurice ;

M. Georges MAURICE, pour remplacer, dans la Commission de la presse, de la radio et du cinéma, M. François Dumas.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 23 Février 1950.

N° 13. — Proposition de résolution de M. Héline tendant à organiser sur de nouvelles bases la politique d'accession à la petite propriété.

N° 28. — Proposition de loi de M. Lassalle-Séré relative à la réglementation de l'importation des boissons alcooliques dans les Etablissements français d'Océanie.

N° 29. — Proposition de loi de M. Lassalle-Séré relative aux publications en langue tahitienne et marquisienne dans les Etablissements français d'Océanie.

N° 80. — Proposition de résolution de M. Debré tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi.

*N° 92. — Rapport de M. Rabouin sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 971 et suivants du Code civil (dispositions testamentaires).

N° 96. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à modifier la législation en matière de vente avec primes.

N° 99. — 2e avis de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi sur les dommages de guerre.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 22 février 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 23 Février 1950.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 11 heures, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 heures, local n° 213.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 16 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 20

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 28 Février 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-122 du 23 janvier 1945 portant modification de la loi du 23 janvier 1937 rela-

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprenant :

1er Étage : Depuis M. Louis IGNACIO-PINTO, jusques et y compris M. LASSALLE-SÉRÉ.

Tribunes : Depuis M. LAURENT-THOUVEREY, jusques et y compris M. MONICHON.

tive au régime définitif des mines domaniales de potasse d'Alsace et à l'organisation de l'industrie de la potasse. (N^os 912, année 1949 et 70, année 1950. — M. Bousch, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Réponse de M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce à la question orale suivante :

M. Clavier expose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce que les services nationaux « Gaz de France » et « Electricité de France » réclament aux communes des sommes destinées à couvrir les déficits d'exploitation des services, à titre d'indemnité pour les charges extra-contractuelles subies au cours des exercices 1946 et 1947 ;

et demande qu'il soit précisé sur quelles bases juridiques se fondent de telles réclamations destinées à rétablir une situation à laquelle les communes sont totalement étrangères ;

et quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour défendre les communes de France contre des prétentions budgétairement insupportables (n° 108).

4. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Litaise demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques :

1° s'il est exact qu'un protocole, signé entre la France et la Suisse le 20 mars 1948 stipulait qu'aucune modification du cours moyen du franc suisse ne pouvait intervenir sans un préavis d'un mois ; dans l'affirmative, quelle a été l'incidence de cette disposition sur les échanges économiques franco-suisses depuis la récente dévaluation ?

2° si, devant la vanité des accords monétaires internationaux et la flagrante inefficacité du contrôle des changes, il n'est pas opportun de revenir purement et simplement à la liberté du commerce extérieur et à la libre convertibilité du franc en devises étrangères ?

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à ratifier le décret du 9 novembre 1948 rem-

dant applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon, à partir du 30 juin 1948, les concessions tarifaires négociées à Genève. (Nos 905, année 1949 et 108, année 1950. — M. Charles-Cros, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à ratifier la délibération du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon, en date du 20 juin 1947, tendant à réglementer les conditions d'entrepôt des morues vertes d'origine étrangères dans cet archipel. (Nos 906, année 1949 et 109, année 1950. — M. Charles-Cros, rapporteur).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à ratifier le décret du 21 janvier 1949 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon, en date du 21 octobre 1948, modifiant l'article premier de la délibération de ladite Assemblée, en date du 20 juin 1947, fixant la réglementation des conditions d'entrepôt à Saint-Pierre des morues vertes d'origine étrangère. (Nos 908, année 1949 et 111, année 1950. — M. Charles-Cros, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à ratifier la délibération de la Commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar, en date du 12 décembre 1947, demandant de rendre applicables à ce territoire les dispositions du décret du 2 septembre 1947 qui a modifié le Code métropolitain des douanes à l'exception de certaines d'entre elles. (Nos 907, année 1949 et 110, année 1950. — M. Charles-Cros, rapporteur.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, ratifiant : 1° la délibération du Conseil du Gouvernement de l'A. E. F, du 30 mai 1947 relative : *a*) à l'abrogation du décret du 21 septembre 1940 étendant au Gabon le régime douanier du bassin conventionnel du Congo ; *b*) à l'abrogation du décret du 21 décembre 1941 portant suppression de la frontière douanière entre l'A. E. F. et le Cameroun ; *c*) à la suspension de la perception du droit de douane dit de surtaxe ; 2° le décret du 18 octobre 1948 approuvant une délibération du Conseil d'administration du Cameroun tendant à abroger le décret du 27 décembre 1941 qui a supprimé la frontière douanière entre l'A.E.F. et le Cameroun. (Nos 928, année 1949 et 112, année 1950. — M. Charles-Cros, rapporteur.)

10. — **Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'extension dans certains territoires d'Outre-Mer et territoires sous tutelle des dispositions de l'ordonnance du 28 juin 1945 modifiant les articles 356 et 357 du Code pénal.** (N^os^ 909, année 1949 et 114, année 1950. — M. Romani, rapporteur.)

11. — **Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 (subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'Outre-Mer (F. I. D. E. S.) et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'Outre-Mer (F. I. D. O. M.).** (N^os^ 44 et 97, année 1950. — M. Saller, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. rapporteur.)

ERRATA

A la proposition de loi (n° 119), ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *tendant à fixer les* **conditions d'attribution des soldes et indemnités** *des* **fonctionnaires civils et militaires** *relevant du Ministère de la* **France d'Outre-Mer,** *les conditions de* **recrutement,** *de* **mise en congé** *ou à la* **retraite** *de ces mêmes fonctionnaires.*

Page 4,

Rétablir ainsi l'article 3 :

« Les dispositions de la présente loi ne pourront en rien modifier les prérogatives des assemblées territoriales. »

Page 5, article 4 *bis* (nouveau), *in fine*,

Lire :

« ... ne puisse s'en trouver augmenté *pendant* la durée de l'exercice *courant*. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 28 Février 1950.

N° 93. — Proposition de résolution de M. Patient tendant à prendre des mesures d'exonération fiscale en faveur des personnes exerçant leur activité en Guyane.

*N° 97. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (subvention au F.I.D.E.S. et au F.I.D.O.M.).

*N° 108. — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi tendant à ratifier le décret rendant applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon les concessions tarifaires négociées à Genève.

*N° 109 — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon tendant à réglementer les conditions d'entrepôt des morues vertes dans cet archipel.

*N° 110. — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération de la Commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar tendant à rendre applicable à ce territoire le décret qui a modifié le Code des douanes.

*N° 111. — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon fixant la réglementation des conditions d'entrepôt à Saint-Pierre des morues vertes.

*N° 112. — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi ratifiant la délibération du Conseil du Gouvernement de l'A.E.F. relatif au régime douanier du bassin du Congo et à l'abrogation du décret portant suppression de la frontière douanière entre l'A.E.F. et le Cameroun.

*N° 114. — Rapport de M. Romani sur le projet de loi relatif à l'extension dans certains territoires d'Outre-Mer de l'ordonnance modifiant les articles 356 et 357 du Code pénal.

N° 115. — Rapport de M. Denvers sur le projet de loi portant modification à l'article 111 et aux articles 113 à 117 du Code du travail maritime.

N° 116. — Rapport de M. Serrure sur la proposition de résolution tendant à assurer le développement de l'enseignement à Madagascar.

N° 117. — Rapport de M. Mathieu sur la proposition de loi tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux.

N° 119. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes des fonctionnaires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.

N° 120. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer le taux du prélèvement sur les loyers versés à compter du 1er janvier 1949.

N° 123. — Projet de loi tendant à proroger les dispositions des articles 10 et 11 de la loi portant organisation de la marine marchande.

N° 124. — Avis de M. Durand-Réville sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (Subventions au F. I. D. E. S. et au F. I. D. O. M.).

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 27 février 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 28 Février 1950.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 15, local n° 202.

COMMISSION de la marine et des pêches, à la première suspension de la séance de l'après-midi, local 215.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 17 heures, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 14 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 21

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 2 Mars 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-489 du 12 avril 1949 portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale. (N[os] 48 et 89, année 1950. — M. Michel Madelin, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. de MONTALEMBERT, jusques et y compris M. PAUMELLE.

Tribunes : Depuis M. PELLENC, jusques et y compris M. SATINEAU.

2. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête, formulée par la Commission de l'agriculture, sur la production agricole en Afrique du Nord et la coordination des échanges de produits agricoles entre ces territoires et la métropole.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification à l'article 111 et aux articles 115 à 117 du Code du travail maritime. (Nos 875, année 1949 et 115, année 1950. — M. Denvers, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux. (Nos 929, année 1949 et 117, année 1950. — M. Mathien, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les Comités d'entreprises. (Nos 5 et 104, année 1950. — M. Tharradin, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger la loi n° 47-650 du 9 avril 1947 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande. (Nos 71 et 107, année 1950. — M. Charles Barret, rapporteur.)

7. — Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du réglement et des pétitions : 1° sur la détermination de la procédure d'élection par les membres du Conseil de la République représentant la Métropole de six membres de l'Assemblée de l'Union Française, correspondant au tiers de la représentation de l'Etat du Viet-Nam (en application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française) ; 2° sur la proposition de résolution de M. André Diethelm, Mme Eboué, MM. Beauvais, Chatenay. Lionel-Pelerin, Muscatelli et Cozzano, tendant à fixer le mode d'élection, par le Conseil de la République, des Conseillers de l'Union Française représentant la Métropole en contre-partie des Conseillers désignés par l'Etat du Viet-Nam. (Nos 11 et 131, année 1950. — M. Robert Le Guyon, rapporteur.)

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 28 février 1950, le Conseil de la République a nommé :

M. François DUMAS, membre de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, en remplacement de M. Georges Maurice ;

M. Georges MAURICE, membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma, en remplacement de M. François Dumas.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique a désigné :

M. DURAND-RÉVILLE pour remplacer, dans la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, M. Charles Brune ;

M. PASCAUD pour remplacer, dans la Commission de l'agriculture, M. Charles Brune ;

M. COLONNA pour remplacer, dans la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, M. Pascaud ;

M. GIACOMONI pour remplacer, dans la Commission de la défense nationale, M. Colonna ;

M. LASSALLE-SÉRÉ pour remplacer, dans la Commission de la marine et des pêches, M. Giacomoni.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 2 Mars 1950.

N° 95. — Ppoposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à restreindre le nombre des documents d'état civil requis devant les administrations.

N° 98. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à augmenter le contingent de croix de la Légion d'honneur mis à la disposition du Ministre du Travail en vue de récompenser les vieux travailleurs.

N° 100. — Proposition de résolution de M. Radius tendant à hâter la discussion du projet de loi instituant une procédure de révision exceptionnelle à l'égard des personnes exécutées sans jugement sous la fausse accusation de collaboration avec l'ennemi.

N° 103. — Proposition de résolution de M. Canivez tendant à rétablir l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes sinistrées.

**N° 104. — Rapport de M. Tharradin sur la proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les Comités d'entreprises.

N° 105. — Rapport de M. Laillet de Montullé sur la proposition de résolution tendant à assurer aux boulangers le libre choix de leurs meuniers.

N° 106. — Rapport de M. Laillet de Montullé sur la proposition de résolution tendant à supprimer le régime de la double étiquette dans le commerce des fruits et légumes.

**N° 107. — Rapport de M. Charles Barret sur la proposition de loi tendant à abroger la loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail.

N° 113. — Proposition de résolution de M. Randria tendant à venir en aide aux victimes du cyclone survenu sur la côte nord-est de Madagascar.

*N° 125. — Projet de loi maintenant provisoirement en vigueur certaines dispositions législatives du temps de guerre.

N° 130. — Proposition de résolution de M. Rotinat tendant à la création d'une commission « de la protection nationale ».

N° 131. — Rapport de M. Robert Le Guyon sur la détermination de la procédure d'élection de six membres de l'Assemblée de l'Union Française, correspondant au tiers de la représentation de l'Etat du Viet-Nam.

N° 136. — Rapport de M. Durand-Réville sur le projet de loi étendant au Togo le décret portant réglementation des transports automobiles en A. O. F.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 28 février 1950.

** NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 1er mars 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 2 Mars 1950.

COMMISSION de comptabilité, à 9 h. 45, local n° 272.

COMMISSION de la défense nationale, à 15 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h 30, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 11 heures, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 15, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

217.

local

arte-

orts

ares,

de

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 22

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 7 Mars 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

2. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er **Étage :** Depuis M. François SCHLEITER, jusques et y compris Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE.

Tribunes : Depuis M. Henry TORRÈS, jusques et y compris M. BERTAUD

3. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Biatarana demande à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale quelles mesures il entend prendre pour que soit reconnue aux malades bénéficiant de la Sécurité sociale la liberté du choix de la station thermale ou de cure correspondant à l'affection à soigner ;

et proteste contre toute réglementation qui imposerait au malade de se soigner dans la station la plus proche de son domicile, car une telle exigence de l'administration de la Sécurité sociale serait incompatible avec la liberté du malade et la liberté de prescription du corps médical et aurait, en outre, pour conséquence de ruiner arbitrairement les stations thermales et de cure des régions de France les moins centrales, celles des Pyrénées notamment (n° 113).

II. — M. Michel Debré rappelle à M. le Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique et de la Réforme administrative qu'aux termes de l'article 5 de l'ordonnance du 9 octobre 1945, complétée par un décret du même jour, l'Ecole nationale d'administration est chargée de la formation des fonctionnaires qui se destinent aux carrières dont la liste est établie par les textes sus-visés ;

qu'en application de ces textes, les emplois de début de l'ensemble des carrières auxquelles prépare l'Ecole d'administration sont réservés aux élèves de cette école ayant réussi les épreuves du concours de sortie ;

et demande s'il est dans les intentions du Gouvernement de maintenir ce système de recrutement qui, à tous égards, a fait ses preuves (n° 114).

III. — M. Léger signale à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme que le cargo *Caroute*, faisant partie de la flotte appartenant à la S. N. C. F., est immobilisé dans le port du Havre depuis septembre 1948 ;

et demande à connaître les raisons de cette longue immobilisation et quelles en sont, à ce jour, les incidences financières (n° 115).

4. — Discussion de la proposition de résolution de M. Totolehibe, tendant à inviter le Gouvernement à assurer le développement de l'enseignement à Madagascar et à promouvoir son unification. (Nos 513, année 1949 et 116, année 1950. — M. Serrure, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux. (Nos 748, année 1948, 6 et 139, année 1950. — M. Lamousse, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant la passation d'un bail pour une durée de trente ans par l'Etat à la ville de Châteauroux, aux fins de location à cette dernière d'une partie de la caserne Ruby-Ouest affectée au Ministère de l'Intérieur. (Nos 4 et 128, année 1950. — M. Lodéon, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de M. Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à subordonner l'affichage des déclarations des Présidents du Conseil désignés à un vote des Assemblées et seulement dans des cas exceptionnels. (Nos 767 et 888 année 1949. — M. Fouques-Duparc, rapporteur.)

Désignation, par suite de vacance, de candidatures pour une Commission extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 14 juin 1949, la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) présente la candidature de M. LODÉON en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, en remplacement de M. de La Gontrie, démissionnaire.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 7 Mars 1950.

N° 94. — Rapport de M. Bousch sur la proposition de résolution tendant à faire bénéficier les installations électriques réalisées par des industriels, pour parer à la pénurie de courant électrique, de délais d'amortissement extrêmement brefs.

N° 102. — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance sur la limitation des débits de boissons.

N° 127. — Proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à abroger partie de la circulaire relative à certains versements aux employés des collectivités locales mis à la retraite.

*N° 128. — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi autorisant la passation d'un bail par l'Etat à la ville de Châteauroux aux fins de location d'une partie de la caserne Ruby-Ouest.

N° 133. — Projet de loi relatif à l'amodiation des bacs et passages d'eau.

N° 134. — Projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans les territaires du Togo et du Cameroun.

N° 135. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un referendum à Pondichéry, Karikal, Yanaon et Mahé.

*N° 139. — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux.

N° 148. — Projet de loi concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 6 mars 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 7 Mars 1950.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 15 heures, local n° 207.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 17 heures, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLÉTON

N° 23

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 7 Mars 1950.

A SEIZE HEURES TRENTE

DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

2. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Jean BERTHOIN, jusques et y compris M. Nestor CALONNE.

Tribunes : Depuis M. CANIVEZ, jusques et y compris M. DENVERS.

3. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Biatarana demande à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale quelles mesures il entend prendre pour que soit reconnue aux malades bénéficiant de la Sécurité sociale la liberté du choix de la station thermale ou de cure correspondant à l'affection à soigner ;

et proteste contre toute réglementation qui imposerait au malade de se soigner dans la station la plus proche de son domicile, car une telle exigence de l'administration de la Sécurité sociale serait incompatible avec la liberté du malade et la liberté de prescription du corps médical et aurait, en outre, pour conséquence de ruiner arbitrairement les stations thermales et de cure des régions de France les moins centrales, celles des Pyrénées notamment (n° 113).

II. — M. Michel Debré rappelle à M. le Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique et de la Réforme administrative qu'aux termes de l'article 5 de l'ordonnance du 9 octobre 1945, complétée par un décret du même jour, l'Ecole nationale d'administration est chargée de la formation des fonctionnaires qui se destinent aux carrières dont la liste est établie par les textes sus-visés ;

qu'en application de ces textes, les emplois de début de l'ensemble des carrières auxquelles prépare l'Ecole d'administration sont réservés aux élèves de cette école ayant réussi les épreuves du concours de sortie ;

et demande s'il est dans les intentions du Gouvernement de maintenir ce système de recrutement qui, à tous égards, a fait ses preuves (n° 114).

III. — M. Léger signale à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme que le cargo *Caronte*, faisant partie de la flotte appartenant à la S. N. C. F., est immobilisé dans le port du Havre depuis septembre 1948 ;

et demande à connaître les raisons de cette longue immobilisation et quelles en sont, à ce jour, les incidences financières (n° 115).

4. — Discussion de la proposition de résolution de M. Totolehibe, tendant à inviter le Gouvernement à assurer le développement de l'enseignement à Madagascar et à promouvoir son unification. (Nos 513, année 1949 et 116, année 1950. — M. Serrure, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux. (Nos 748, année 1948, 6 et 139, année 1950. — M. Lamousse, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant la passation d'un bail pour une durée de trente ans par l'Etat à la ville de Châteauroux, aux fins de location à cette dernière d'une partie de la caserne Ruby-Ouest affectée au Ministère de l'Intérieur. (Nos 4 et 128, année 1950. — M. Lodéon, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de M. Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à subordonner l'affichage des déclarations des Présidents du Conseil désignés à un vote des Assemblées et seulement dans des cas exceptionnels. (Nos 767 et 888 année 1949. — M. Fouques-Duparc, rapporteur.)

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 24

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 9 Mars 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de six membres de l'Assemblée de l'Union Française, correspondant au tiers de la représentation de l'Etat du Viet-Nam, en application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française, et de la résolution du 2 mars 1950.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er **Étage** : Depuis M. René DEPREUX, jusques et y compris M. DURIEUX.

Tribunes : Depuis M. DUTOIT, jusques et y compris M. HÉBERT.

2. — Discussion des questions orales avec débat suivantes :

I. — M. Léo Hamon demande à M. le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, quelles mesures il compte prendre aux approches de la date limite du vote des budgets locaux pour permettre aux Conseils généraux et aux Conseils municipaux de connaître en temps utile les recettes dont ils pourront disposer pour l'établissement de leurs budgets ;

II. — M. Lucien de Gracia signale à M. le Ministre de l'Intérieur que la circulaire n° 37 du 31 janvier 1950, adressée par son Ministère aux Préfets, donne de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1949, en ce qui concerne les recettes garanties aux collectivités locales, une interprétation différente de la volonté maintes fois exprimée, à ce sujet, par le législateur ;

qu'en effet, l'article 4 de la loi ci-dessus citée stipule : « que l'ensemble des taxes perçues au titre de l'année 1948, quelle que soit l'époque de leur perception, entre en ligne de compte pour le calcul des recettes garanties, tant en 1948 qu'en 1950 » ;

que l'intention du législateur était donc de voir mettre immédiatement à la disposition des départements et des communes des attributions compensatrices, sous formes d'acomptes par exemple, calculées sur le total des sommes perçues au titre de la taxe locale de l'année 1948 ;

que les opérations comptables concernant la taxe de 1948 s'échelonnant ou devant s'échelonner sur plusieurs années, le Ministère de l'Intérieur s'abrite derrière les inconvénients que ce retard causerait aux trésoreries des collectivités locales pour parvenir à sa première interprétation, condamnée par le Parlement, et prescrire le versement du quatrième acompte calculé seulement d'après le montant des taxes perçues en 1948 ;

qu'une telle décision va avoir des conséquences très fâcheuses pour certaines communes qui devront rembourser avant le 31 mars une partie importante des acomptes précédemment perçus. D'autre part, les sommes dues au titre de la taxe de 1948 sont, en fait, déjà encaissées par les contributions et peuvent donc, d'ores et déjà, être attribuées. On ne saurait, dans ces conditions, arguer du manque de trésorerie ;

et lui demande quelles mesures il entend prendre — pour mettre à la disposition des collectivités locales les sommes que le législateur leur a destinées et sur lesquelles elles comptaient pour l'équilibre de leur budget — pour mieux concilier, à l'avenir, les instructions émanant de ses bureaux avec la volonté des Assemblées.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder aux personnels du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension. (Nos 76 et 142, année 1950. — M. Léo Hamon, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à revaloriser l'allocation d'attente instituée par la loi du 30 août 1947. (Nos 75 et 147, année 1950. — M. Chochoy, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Canivez, Denvers, Naveau, Chochoy, Durieux, Vanrullen et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et des communes sinistrées pour difficultés d'existence. (Nos 103 et 137, année 1950. — M. Zussy, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances — M. , rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Naveau, Jean Bène, Durieux et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux boulangers le libre choix de leurs meuniers. (Nos 914, année 1949, et 105, année 1950. — M. Laillet de Montullé, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de M. Estève, tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le régime de la double étiquette dans le commerce des fruits et légumes et par là même à rendre la liberté du commerce aux fruitiers détaillants. (Nos 938, année 1949 et 106, année 1950. — M. Laillet de Montullé, rapporteur.)

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 7 mars 1950, le Conseil de la République a nommé :

M. DURAND-RÉVILLE, membre de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, en remplacement de M. Charles Brune ;

M. PASCAUD, membre de la Commission de l'agriculture, en remplacement M. Charles Brune ;

M. COLONNA, membre de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, en remplacement de M. Pascaud ;

M. GIACOMONI, membre de la Commission de la défense nationale, en remplacement de M. Colonna ;

M. LASSALLE-SÉRÉ, membre de la Commission de la marine et des pêches, en remplacement de M. Giacomoni.

Nomination de membre de commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 7 mars 1950, le Conseil de la République a nommé :

M. LODÉON, membre de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, en remplacement de M. de La Gontrie, démissionnaire.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 9 Mars 1950.

N° 121. — Proposition de résolution de M. Georges Laffargue tendant à faire modifier dans toutes les entreprises le libellé des feuilles de paye.

N° 122. — Proposition de résolution de M. Georges Laffargue tendant à modifier le régime de sécurité sociale en ce qui concerne les prélèvements effectués sur les heures supplémentaires.

*N° 142. — Rapport de M. Léo Hamon sur le projet de loi tendant à accorder aux personnels du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension.

*N° 147. — Rapport de M. Chochoy sur la proposition de loi tendant à revaloriser l'allocation d'attente instituée par la loi du 30 août 1947.

N° 150. — Projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat.

N° 151. — Rapport supplémentaire de M. Zussy sur la proposition de résolution tendant à rétablir l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes sinistrées.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 8 mars 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 9 Mars 1950.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 h. 45, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

et
7.
à
0,
le

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

ANNEXE AU FEUILLETON N° 24

Du 9 Mars 1950

(1re annexe)

ROLE GÉNÉRAL DES PÉTITIONS

Nos 34 à 42. — *Du 30 Novembre 1949 au 7 Mars 1950.*

(Art. 92 à 94 du Règlement du Conseil de la République).

34. *M. Christian BERNUIT*, Le Bosc-le-Comte, Bernay (Eure), demande une exemption du service militaire.

35. *M. Marcel BONNIN*, avenue Brûlé, Vouvray (Indre-et-Loire), se plaint d'une décision du Contrôle économique.

36. *M. Georges Abel PRUDOT*, Aragnouet (Hautes-Pyrénées), se plaint de torts et préjudices à lui causés par l'Administration des ponts et chaussées.

37. *Mme Marie-Jeanne BANCELIN*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande une remise de peine.

38. *Mme Marie GORLIER*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande une remise de peine.

39. *M. JUSTAMANT*, 24, avenue Victor-Hugo à Mirecourt (Vosges), demande la péréquation des retraites des anciens fonctionnaires communaux de Mirecourt.

40. *M. Guy GUÉRIN*, IIe bataillon du génie, 2e compagnie, 2e section, caserne Lamarque, Libourne (Gironde), demande sa libération du service militaire comme soutien de famille.

41. *M. MAATAR FODIL BEN TAHAR*, maison veuve Darmon à Berrouaghia (département d'Alger), demande à être réintégré dans sa fonction.

42. *Des membres du personnel du Commissariat à l'Energie atomique*, 69, rue de Varenne, Paris (7e), demandent que soient rapportée la révocation du directeur du Centre national de la Recherche scientifique.

PÉTITIONS

examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions

---

Pétition n° 26
du 1er avril 1949.

M. Samuel BRISSON, 30, rue des Carmélites, Poitiers (Vienne), demande une réduction d'amende économique.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques.

(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)

Pétition n° 27
du 24 mai 1949.

« Chauffeurs Routiers », 7, rue de l'Isly, Paris (8e), demandent à représenter la profession.

M. Geoffroy de Montalembert, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

(Renvoi au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.)

Pétition n° 31
du 5 juillet 1949.

M. LACAVÉ, à Capesterre (Guadeloupe), demande une modification du sectionnement électoral.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de l'Intérieur.

(Renvoi au Ministre de l'Intérieur.)

Pétition n° 34

du 12 décembre 1949.

M. Christian BERNUIT, Le Bosc-le-Comte, Bernay (Eure), demande une exemption du service militaire.

M. Geoffroy de Montalembert, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Défense nationale.

(Renvoi au Ministre de la Défense nationale.)

Pétition n° 35

du 11 janvier 1950.

M. Marcel BONNIN, avenue Brûlé, Vouvray (Indre-et-Loire), se plaint d'une décision du Contrôle économique.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques.

(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)

Pétition n° 36

du 23 janvier 1950.

M. Georges Abel PRUDOT, Aragnouet (Hautes-Pyrénées), se plaint de torts et préjudices à lui causés par l'Administration des ponts et chaussées.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

(Renvoi au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.)

Pétition n° 37

du 1er février 1950.

Mme Marie-Jeanne BANCELIN, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande une remise de peine.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 38

du 8 février 1950.

Mme Marie GORLIER, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande une remise de peine.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 39

du 8 février 1950.

M. JUSTAMANT, 24, avenue Victor-Hugo à Mirecourt (Vosges), demande la péréquation des retraites des anciens fonctionnaires communaux de Mirecourt.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques.

(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)

Pétition n° 40

du 8 février 1950.

M. Guy GUÉRIN, IIe bataillon du génie, 2e compagnie, 2e section, caserne Lamarque, Libourne (Gironde), demande sa libération du service militaire comme soutien de famille.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Défense nationale.

(Renvoi au Ministre de la Défense nationale.)

Pétition n° 41

du 8 février 1950.

M. MAATAR FODIL BEN TAHAR, maison veuve Darmon, à Berrouaghia (département d'Alger), demande à être réintégré dans sa fonction.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de l'Intérieur.

(Renvoi au Ministre de l'Intérieur.)

Pétition n° 42

du 24 février 1950.

Des membres du personnel du Commissariat à l'Energie atomique, 69, rue de Varenne, Paris (7e), demandent que soit rapportée la révocation du directeur du Centre national de la Recherche scientifique.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de classer cette pétition sans suite.

RÉPONSES DES MINISTRES

Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).

Pétitions nos 1, 2, 3 (1948)

M. GACEM MILOUD OULD BENAISSA BELHADJ à Zemmora (Oran), demande une exonération d'amende du contrôle économique.

M. SENOUCI ABDELKADER OULD MOSTEFA, à Zemmora (Oran), demande une exonération d'amende du contrôle économique.

M. GACEM AHMED OULD BELHADJ, à Zemmora (Oran), demande une exonération d'amende du contrôle économique.

Ces pétitions ont été renvoyées, le 6 décembre 1949, sur le rapport de M. Raymond Dronne, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à M. le Président du Conseil pour arbitrer le conflit de deux départements ministériels et désigner le département compétent, qui les a transmises au Ministre de la Justice.

Réponse de M. le Ministre de la Justice :

Paris, le 6 février 1950.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous renvoyer, sous ce pli, les pièces relatives aux pétitions nos 1, 2 et 3 (année 1948) adressées au Conseil de la République par les nommés : Belhadj, Benaissa et Mostefa.

Ces pétitions, qui m'avaient été antérieurement transmises par le Gouverneur général de l'Algérie, sont parvenues récemment à

ma Chancellerie par l'intermédiaire du Secrétariat général du Gouvernement.

Elles paraissent constituer des recours en grâce.

Or, aux termes de l'article 35 de la Constitution du 27 octobre 1946, le droit de grâce est exercé par le Président de la République statuant en Conseil supérieur de la Magistrature.

En conséquence, les requêtes des intéressés ont été conservées, aux fins d'instruction, par ma Chancellerie qui les avisera directement des décisions à intervenir.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :

Le Directeur du Cabinet,

Signé : Illisible.

Pétition n° 29.

M. Jacques ARRIGHI, 4, rue Lamartine, Oran (Algérie), demande la restitution d'un fusil de chasse.

Cette pétition a été renvoyée, le 6 décembre 1949, sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre de l'Intérieur.

Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur :

Paris, le 3 mars 1950.

Monsieur le Président,

Par votre lettre du 13 janvier 1950, vous avez bien voulu me transmettre la pétition de M. Arrighi, classée au rôle des pétitions sous le n° 29 au Ministère de l'Intérieur.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le 13 novembre 1947 mes Services ont informé l'intéressé que la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre, pose le principe de la réparation intégrale des biens détruits ou enlevés par suite d'actes de guerre ou d'occupation et qu'il lui appartenait de constituer un dossier de demande d'indemnité, à instruire par la Délégation départementale à la reconstruction à Ajaccio.

Je crois devoir ajouter que l'article 4 de la loi précitée prévoit que le règlement des demandes d'indemnité sera effectué suivant un ordre de priorité qui s'inscrira dans le cadre des possibilités de financement et du rythme des fabrications.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Vice-Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et par délégation,
Le Maître des requêtes au Conseil d'Etat,
Directeur du Cabinet,
Signé : Illisible.

Pétition nº 32.

M. Giuseppe SILVIA, 17, piazza Rivoluzione, Palerme (Sicile, Italie), se plaint des mesures prises contre les Italiens de Tunisie.

Cette pétition a été renvoyée, le 6 décembre 1949, sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre des Affaires étrangères.

Réponse de M. le Ministre des Affaires étrangères :

Paris, le 10 février 1950.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre le dossier ci-joint en retour d'une pétition adressée au Conseil de la République par M. Giuseppe Silvia.

J'ai l'honneur de vous informer que celui-ci, Secrétaire général d'un « Comité des Italiens de Tunisie » qui s'est constitué à Palerme et groupe des Italiens expulsés du Protectorat après la dernière guerre, est déjà intervenu à de nombreuses reprises auprès du Président de la République, des Présidents du Conseil successifs, de plusieurs ministres, de la Croix-Rouge française, etc... et bien entendu, de notre consul à Palerme. Dans toutes ses requêtes, M. Silvia s'élève contre les mesures d'expulsion prises à l'égard de ses compatriotes et contre la liquidation de leurs biens au profit de l'État français.

Sa démarche auprès du Conseil de la République appelle les observations suivantes :

1º Au lendemain de la libération de la Tunisie, le Résident général a pris des arrêtés d'expulsion à l'encontre des Italiens qui avaient eu une activité répréhensible pendant les hostilités, avaient constitué à un titre quelconque des éléments militants de la politique irrédentiste du Fascisme ou avaient porté les armes

contre la France. Les mesures de refoulement décidées par le général Mast, avec le plein accord du Département, étaient nécessaires pour mettre un terme aux difficultés engendrées par la guerre et l'occupation germano-italienne et au moment où disparaissait le régime de faveur dont les Italiens bénéficiaient en application des conventions de 1896, pour permettre d'assurer à ceux qui étaient autorisés à rester dans la Régence (environ 95 0/0 d'entre eux) des conditions d'existence semblables à celles dont jouissent les autres étrangers en ce pays.

Les chiffres dont M. Silvia fait état sont très exagérés. En fait, 5.120 Italiens de Tunisie ont fait l'objet, à des titres divers, d'arrêtés d'expulsion (dont 2.750 étaient des prisonniers de guerre) sur lesquels 500 environ ont été autorisés depuis 1945 à rentrer dans la Régence. D'autres mesures bienveillantes pourront d'ailleurs être prises dans l'avenir en faveur d'autres expulsés dont le cas paraitrait digne d'intérêt.

2° La liquidation des biens italiens de Tunisie à laquelle M. Silvia fait allusion dans sa requête n'est qu'une application de l'article 79 du Traité de paix avec l'Italie qui autorise chacune des puissances alliées et associées à « liquider tous les biens, droits et intérêts », qui, à la date d'entrée en application du traité « se trouvaient sur son territoire et appartenaient à l'Italie ou à des ressortissants italiens et de prendre toute autre disposition en ce qui concerne ces biens, droits et intérêts ». Encore faut-il signaler que la France a renoncé, en ce qui la concerne, à une partie des droits qu'elle tenait de cet article 79 en concluant avec l'Italie l'accord du 29 novembre 1947. C'est ainsi que non seulement les Italiens autorisés à résider en Tunisie conservent leurs biens en totalité, mais ceux qui se trouvaient en Italie avant le 1er septembre 1939 et y sont restés depuis lors, ainsi qu'une quarantaine d'expulsés, ont été autorisés à vendre leurs biens pour leur propre compte. Les personnes non autorisées à résider en Tunisie dont les biens sont vendus au profit de l'État français sont indemnisées par le Gouvernement italien. La liquidation des biens italiens de Tunisie s'effectue conformément à une loi du 28 septembre 1948 que le Conseil de la République a délibérée dans sa séance du 20 septembre 1948.

Signé : Pierre SCHNEITER.

Pétition nº 33.

M. Hippolyte GILBERT, 6, rue de l'Océan, Biarritz (Basses-Pyrénées), demande un échange de billets ayant perdu cours légal.

Cette pétition a été renvoyée le 6 décembre 1949 sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre des Finances et des Affaires économiques.

Réponse de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques :

Paris, le 7 février 1950.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre la pétition nº 33, émanant de M. Hippolyte Gilbert, demeurant 6, rue de l'Océan, Biarritz, qui demande l'échange de billets de banque.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en exécution de la décision ministérielle du 29 octobre 1946, autorisant sous certaines conditions des échanges hors délai de billets de banque privés du cours légal par l'ordonnance du 30 mai 1945, la demande d'échange présentée par M. Hippolyte Gilbert a été soumise à la Commission départementale des Basses-Pyrénées qui a décidé de l'accueillir favorablement pour sa totalité (32.000 fr.).

L'intéressé a été avisé le 25 janvier de cette décision.

L'échange n'a pu être autorisé plus tôt en raison du délai nécessaire à la réunion des justifications exigées par la décision ministérielle susvisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Signé : PETSCHE.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 25

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 10 Mars 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat. (N°s 150 et 162, année 1950. — M. Georges Pernot, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. HÉLINE, jusques et y compris M. LANDRY.

Tribunes : Depuis M. LASALARIÉ, jusques et y compris M. MÉRIC.

Nomination de membres de l'Assemblée de l'Union Française.

Dans sa séance du 9 mars 1950, le Conseil de la République, en application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946, a nommé membres de l'Assemblée de l'Union Française :

— au titre du groupe socialiste et apparentés :

M. Joseph BOCHER ;

— au titre du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique et apparentés :

MM. Henri LAFOREST et Jacques RAPHAEL-LEYGUES;

— au titre du groupe des Républicains Indépendants, du groupe du Centre Républicain d'Action rurale et sociale et du groupe du Parti Républicain de la Liberté et apparentés :

MM. Gabriel SCHLEITER et Edmond PIALOUX ;

— au titre du groupe d'Action Démocratique et Républicaine :

M. Jacques FOCCART.

Groupes politiques.

M. Henri BORGEAUD a été nommé Président du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.

Désignation de candidature pour un organisme extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 22 décembre 1949, la Commission du travail et de la sécurité sociale présente la candidature de Mme DEVAUD en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Comité technique chargé de suivre le fonctionnement du fonds commun de l'allocation de logement (application de l'article 102 de la loi du 1er septembre 1948).

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 10 Mars 1950.

N° 144. — Rapport de M. Symphor sur les propositions de résolutisn tendant à indemniser les victimes de l'orage de neige dans l'Aude et l'Hérault.

N° 162. — Rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 26

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 14 Mars 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre du Comité technique chargé de suivre le fonctionnement du fonds commun de l'allocation de logement.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. MINVIELLE, jusques et y compris M. François PATENOTRE.

Tribunes : Depuis M. PATIENT, jusques et y compris M. SAINT-CYR.

2. — Réponse de M. le Ministre de la Justice à la question orale suivante :

M. Lucien de Gracia, devant les abus se produisant dans les stations touristiques, par suite des sous-locations saisonnières, demande à M. le Ministre de la Justice s'il est exact que, en cas de location des habitations de plaisance, une sous-location soit possible sans accord du propriétaire ;

dans le cas contraire, quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à de tels abus ;

au cas où la possibilité serait accordée, s'il n'envisage pas une répartition des bénéfices entre le propriétaire et le locataire principal (n° 116).

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux. (N^os^ 929, année 1949, 117 et 157, année 1950. — M. Mathieu, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commision du travail et de la sécurité sociale. — M. rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant création et suppression de postes de magistrats. (N^os^ 46 et 158, année 1950. — M. Carcassonne, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de M. Hébert, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que les installations électriques réalisées par des industriels ou des commerçants pour parer à la pénurie actuelle de courant électrique bénéficient de délais d'amortissement extrêmement brefs, en ce qui concerne le calcul des bénéfices nets imposables. (N^os^ 827, année 1949 et 94, année 1950. — M. Bousch, rapporteur.)

ERRATA

Au rapport supplémentaire (nº 157), de M. MATHIEU, *sur la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à organiser la* **liaison** *et la* **coordination** *des* **services sociaux.**

Pages 7, 8, 9, 10 et 11 :

Intervertir les titres placés en tête de chacune des deux colonnes du tableau comparatif.

En conséquence, lire dans la première colonne :

« Texte voté par l'Assemblée Nationale. »

et dans la deuxième colonne :

« Texte proposé par votre Commission. »

Page 10, 2e colonne, article 9 du texte proposé par la Commission, et page 19, article 9.

Rétablir ainsi le dernier alinéa :

« Le secrétariat de ce comité sera organisé par les soins de la direction départementale de la santé ou de la population. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 14 Mars 1950.

N° 141. — Proposition de loi de M. Dulin portant création d'attachés agricoles.

N° 153. — Proposition de loi de M. Patient tendant au rétablissement d'une Cour d'appel autonome en Guyane française.

*N° 157. — Rapport supplémentaire de M. Mathieu sur la proposition de loi tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux.

*N° 158. — Rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 13 mars 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 14 Mars 1950.

COMMISSION des affaires étrangères, à 10 h. 30, local n° 213.

COMMISSION de la défense nationale, à 10 h. 30, local n° 213.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 14 h. 30, local n° 207.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 27

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 16 Mars 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Dronne expose à M. le Ministre des Affaires étrangères que la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 21 novembre 1949, relative à l'intégration du Fezzan dans le futur Etat indépendant et souverain de Libye, contre le sentiment des populations intéressées, soulève une légitime émotion dans toute l'Union Française, et lui demande quelle attitude entend adopter le Gouvernement français à la suite de cette résolution.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SALLER, jusques et y compris M. Gabriel TELLIER.

Tribunes : Depuis M. TERNYNCK, jusques et y compris M. Jean BÈNE.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 2 de la loi du 29 novembre 1921 autorisant le cumul des fonctions de greffier de justice de paix et d'huissier et la réunion de plusieurs greffes entre les mains d'un même titulaire. (Nos 45 et 165, année 1950. — M. Rabouin, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification à la législation sur les habitations à bon marché. (Nos 78 et 168, année 1950. — M. Jozeau-Marigné, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de M. Estève, tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le régime de la double étiquette dans le commerce des fruits et légumes et par là même à rendre la liberté du commerce aux fruitiers détaillants (Nos 938, année 1949, et 106, année 1950. — M. Laillet de Montullé, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de M. Hébert, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que les installations électriques réalisées par des industriels ou des commerçants pour parer à la pénurie actuelle de courant électrique bénéficient de délais d'amortissement extrêmement brefs, en ce qui concerne le calcul des bénéfices nets imposables. (Nos 827, année 1949, et 94, année 1950. — M. Bousch, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de M. Totolehibe, tendant à inviter le Gouvernement à assurer le développement de l'enseignement à Madagascar et à promouvoir son unification. (Nos 513, année 1949, et 116, année 1950. — M. Serrure, rapporteur.)

Nomination d'un membre d'un organisme extraparlementaire.

Dans sa séance du 14 mars 1950, le Conseil de la République a nommé :

Mme DEVAUD, membre du Comité technique chargé de suivre le fonctionnement du fonds commun de l'allocation de logement (application de l'article 102 de la loi du 1er septembre 1948).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 16 Mars 1950.

N° 155. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à accroître l'efficacité sociale de la Sécurité sociale.

N° 156. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à permettre aux Français héritant d'un bien sinistré appartenant à un étranger de bénéficier de la législation sur les dommages de guerre.

N° 163. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à prendre certaines mesures susceptibles de favoriser la diffusion de la pensée française.

*N° 165. — Rapport de M. Rabouin sur le projet de loi modifiant l'article 2 de la loi autorisant le cumul des fonctions de greffier de justice de paix et d'huissier.

*N° 168. — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur le projet de loi portant modification à la législation sur les habitations à bon marché.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 15 mars 1950.

N° 169. — Projet de loi autorisant la cession de l'immeuble du « Parc de la Bretonnière » à la Société d'exploitation industrielle et commerciale.

N° 170. — Projet de loi créant un conseil supérieur de l'entr'aide social.

N° 171. — Projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences.

N° 172. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant le statut des déportés et internés de la Résistance.

N° 173. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, réglementant l'emploi de produits végétaux dans les boissons non alcooliques.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 16 Mars 1950.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 28

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 17 Mars 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Scrutin pour l'élection d'un membre suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe (en remplacement de M. Ehm, démissionnaire de son mandat de Sénateur).

(En application de l'article 76 du Règlement, ce scrutin aura lieu, pendant la séance publique, dans le salon voisin de la salle des séances.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. BERLIOZ, jusques et y compris M. BRIZARD.

Tribunes : Depuis M. Martial BROUSSE, jusques et y compris M. DELORME.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu à Washington, le 27 janvier 1950, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique. (Nos 174 et 175, année 1950. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur ; et n° 176, année 1950, avis de la Commision des affaires étrangères. — M. Bolifraud, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 17 Mars 1950.

N° 154. — Proposition de résolution de M. Randria tendant à réaliser une politique efficace de l'élevage à Madagascar.

N° 174. — Projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu avec les Etats-Unis d'Amérique.

N° 175. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu avec les Etats-Unis d'Amérique.

N° 176. — Avis de M. Bolifraud sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu avec les Etats-Unis d'Amérique.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 29

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 21 Mars 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

2. — Réponse de M. le Ministre d'Etat à la question orale suivante :

M. Michel Debré rappelle à M. le Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique et de la Réforme administrative qu'aux

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. DELTHIL, jusques et y compris M. DUPIC.

Tribunes : Depuis M. Jean DURAND, jusques et y compris M. HAIDARA Mahamane.

termes de l'article 5 de l'ordonnance du 9 octobre 1945, complétée par un décret du même jour, l'Ecole nationale d'administration est chargée de la formation des fonctionnaires qui se destinent aux carrières dont la liste est établie par les textes sus-visés ;

qu'en application de ces textes, les emplois de début de l'ensemble des carrières auxquelles prépare l'Ecole d'administration sont réservés aux élèves de cette école ayant réussi les épreuves du concours de sortie ;

et demande s'il est dans les intentions du Gouvernement de maintenir ce système de recrutement qui, à tous égards, a fait ses preuves (n° 114).

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Couinaud demande à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale les raisons qui justifient l'achat, à Boucé (Orne), par la Caisse d'allocations familiales de ce département, d'un château destiné à héberger quelques dizaines d'enfants, et lui signale que, dans le cadre de l'installation somptueuse prévue par les architectes, des réparations fort coûteuses ont déjà été effectuées ;

et lui demande d'une manière plus générale s'il compte prendre les mesures nécessaires pour empêcher les caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales d'engager des dépenses hors de proportion avec le but recherché, détournant ainsi de leur véritable utilisation les fonds qu'elles ont pour mission de gérer.

Séance du Vendredi 17 mars 1950.

Scrutin pour l'élection d'un membre suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe (en remplacement de M. Ehm, démissionnaire de son mandat de Sénateur).

Nombre des votants	96
Bulletin blanc ou nul	1
Suffrages exprimés	95
Majorité absolue des votants	49

Ont obtenu :

M. Ernest Pezet	90	suffrages
Divers	5	—

M. Ernest Pezet, ayant obtenu la majorité absolue des votants, est proclamé membre suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique a désigné :

— M. BARATGIN pour remplacer, dans la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, M. Jules Valle ;

— M. Jules VALLE pour remplacer, dans la Commission de la presse, de la radio et du cinéma, M. Baratgin.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 21 Mars 1950.

N° 149. — Rapport annuel de M. Mérie au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées (Première partie : la S.N.C.A.S.E. et le S. E. 2010 « Armagnac »).

N° 164. — Proposition de résolution de M. Biatarana tendant à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite « Loi Grammont ».

N° 177. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer.

N° 178. — Rapport supplémentaire de M. Lamousse sur la proposition de loi relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux.

N° 180. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 21 Mars 1950.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 30, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 30

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 23 Mars 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux. (N[os] 748, année 1948, 6, 139 et 178, année 1950. — M. Lamousse, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] **Étage :** Depuis M. Léo HAMON, jusques et y compris M. de LA GONTRIE.

Tribunes : Depuis M. Albert LAMARQUE, jusques et y compris M. Mamadou M'BODJE.

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 21 mars 1950, le Conseil de la République a nommé :

M. Paul BARATGIN, membre de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, en remplacement de M. Jules Valle ;

M. Jules VALLE, membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma, en remplacement de M. Paul Baratgin.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 23 Mars 1950.

N° 953 (année 1949). — Rapport annuel de M. Longchambon au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen.

N° 140. — Proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à créer un tribunal spécial chargé de réprimer les attaques à main armée.

N° 143. — Rapport de M. Jules Valle sur la proposition de loi rendant applicable à l'Algérie la loi relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre.

N° 164 *(rectifié)*. — Proposition de résolution de M. Biatarana tendant à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite « Loi Grammont ».

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 23 Mars 1950.

COMMISSION de comptabilité, à 11 heures, local n° 272.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 heures, local n° 215.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

SOUS-COMMISSION chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique et européenne et du programme de relèvement européen (Plan Marshall), à 17 h. 30, local n° 261.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 31

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 28 Mars 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponse de M. le Ministre de la Santé publique et de la Population à la question orale suivante :

M. Coupigny demande à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population si le Gouvernement compte rendre un hommage tout particulier à la mémoire du docteur G.-J. Stefanopoulo, dont

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. de MENDITTE, jusques et y compris M. Hubert PAJOT.

Tribunes : Depuis M. PAQUIRISSAMYPOULLÉ, jusques et y compris M. Marc RUCART.

la dépouille mortelle est attendue à Bordeaux sur le paquebot *Brazza*, médecin qui a contribué à la protection de millions d'êtres humains contre la fièvre jaune qui a, grâce à lui, considérablement reculé (n° 117).

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant, dans le cadre de la loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 50-135 du 31 janvier 1950), à substituer au premier alinéa de l'article 16 de ladite loi, la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles, prévu à l'article 13 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948. (N^os^ 180 et 185, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° 186, année 1950, avis de la Commision des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Aubert, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Gouvernement à organiser par décret un referendum dans les Etablissements français de Pondichéry, de Karikal, de Yanaon et de Mahé et à engager les dépenses afférentes aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation. (N^os^ 135 et 187, année 1950. — M. Marius Moutet, rapporteur ; et n° année 1950, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Ernest Pezet, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer, rendu nécessaire par la mise en vigueur de l'article 87 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 prescrivant le retrait des pièces de monnaie de 0 fr. 10 et de 0 fr. 20. (N^os^ 77 et 177, année 1950. — M. Bertaud, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 28 Mars 1950.

N° 36. — Proposition de loi de Mme Jane Vialle, tendant à la promulgation dans les Territoires d'Outre-Mer, de l'article 340 du Code civil.

N° 181. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 107 du Livre premier du Code du travail.

N° 184. — Rapport de M. Giacomoni sur la proposition de résolution tendant à faire voter un projet de loi créant un tribunal spécial pour les attaques à main armée.

*N° 185. — Rapport de M. Jean Berthoin sur la proposition de loi tendant à créer un droit de timbre exceptionnel pour le renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles.

N° 186. — Avis de M. Aubert sur la proposition de loi tendant à créer un droit de timbre exceptionnel pour le renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles.

N° 187. — Rapport de M. Marius Moutet sur le projet de loi autorisant un referendum dans les Etablissements français de Pondichéry, de Karikal, de Yanaon et de Mahé.

N° 188. — Rapport de M. Lassalle-Séré sur la proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.

N° 189. — Proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à compléter l'article 75 du Règlement.

N° 190. — Proposition de résolution de M. Marcilhacy tendant à compléter l'article 75 du Règlement en ce qui concerne les demandes de scrutins publics à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi.

N° 192. — Proposition de loi de M. Lodéon tendant à compléter la loi sur l'organisation de la Marine marchande.

N° 193. — Projet de loi relatif à la prorogation du mandat des membres du Conseil économique.

N° 194. — Projet de loi relatif à la prorogation de certains baux de locaux à usage commercial.

*N° 196. — Rapport de M. Georges Laffargue sur le projet de loi relatif à la prorogation du mandat des membres du Conseil économique.

N° 202. — Avis de M. Ernest Pezet sur le projet de loi autorisant un referendum dans les Etablissements français de Pondichéry, de Karikal, de Yanaon et de Mahé.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 27 mars 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 28 Mars 1950.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 16 heures, local n° 202.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 16 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 32

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 30 Mars 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Jacques Debû-Bridel se voit dans l'obligation de demander à M. le Ministre de l'Education nationale, en raison du retard apporté à la discussion du budget des dépenses :

1° Quelles mesures il compte prendre pour faire face aux dépenses nouvelles que causeront les augmentations de traitement

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. François RUIN, jusques et y compris M. Edgard TAILHADES.

Tribunes : Depuis M. TAMZALI Abdennour, jusques et y compris M. BATAILLE.

justement revendiquées par les artistes et le personnel des théâtres nationaux, le problème se trouvant posé depuis la libération des salaires ;

2° Quelles mesures il envisage pour le financement de la « Caisse des lettres », créée par la loi du 11 octobre 1946 et qui figure pour la troisième fois pour mémoire au budget ; aucun projet de loi n'a encore été déposé à cet effet, malgré les engagements pris l'an dernier ;

3° S'il est toujours dans ses intentions de saisir le Parlement d'un projet de loi portant création de la « Caisse des arts » et, d'une façon plus générale, quelle est la politique qu'il envisage de suivre pour venir en aide aux artistes français particulièrement touchés par la crise actuelle.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires. (Nos 119 et 188, année 1950. — M. Lassalle-Séré, rapporteur ; et n° 206, année 1950, avis de la Commision des finances. — M. Saller, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la défense nationale. — M. Pic, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la prorogation de certains baux de locaux d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal. (Nos 194 et 285, année 1950. — M. Carcassonne, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Randria, Zafimahova, Totolehibe, Serrure et Liotard, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes du cyclone survenu le 5 février 1950 sur la côte Nord-Est de Madagascar et en particulier la région d'Antalaha, et d'assurer la reconstruction des bâtiments détruits par cet ouragan. (Nos 113 et 204, année 1950. — M. Zafimahova, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à faire voter, de toute urgence, un projet de loi créant un tribunal spécial, chargé de réprimer, dans les délais les plus brefs, les attaques à main armée afin d'assurer ainsi la sécurité des citoyens. (Nos 140 et 184, année 1950. — M. Giacomoni, rapporteur.)

ERRATUM

Au rapport (n° 188, année 1950), de M. LASSALLE-SÉRÉ *sur la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *tendant à fixer les* **conditions d'attribution des soldes et indemnités** *des* **fonctionnaires civils et militaires** *relevant du Ministère de la* **France d'Outre-Mer,** *les conditions de* **recrutement,** *de* **mise en congé** *ou à la* **retraite** *de ces mêmes fonctionnaires.*

page 9 :

Après la 9e ligne, rétablir le paragraphe suivant :

« S'il faut donner satisfaction au désir des fonctionnaires originaires de recevoir dans un même cadre non seulement la même solde mais aussi les mêmes indemnités, il faut alors réorganiser les cadres et reclasser dans les cadres généraux tout le personnel dont la fonction justifie ce classement quelle que soit bien entendu son origine ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 30 Mars 1950.

N° 101. — Proposition de loi de M. Delalande abrogeant les conditions exceptionnelles d'arrestation des contrevenants en matière de contributions indirectes.

N° 182. — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à proroger de douze mois le délai prévu à l'article 6 de la loi tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres.

N° 183. — Rapport de M. Bertaud sur la proposition de résolution tendant à rendre obligatoire l'enseignement du Code de la route.

N° 191. — Proposition de résolution de M. Brizard tendant à réserver à la reconstruction une plus large part des fonds de l'aide Marshall.

N° 197. — Proposition de loi de M. Mostefaï El-Hadi tendant à assurer le contrôle des opérations électorales.

N° 198. — Projet de loi relatif à la composition de la justice de paix de Colomb-Béchar.

N° 199. — Projet de loi portant attribution d'un édifice cultuel au Directoire d'Alsace et de Lorraine de l'Eglise évangélique de la Confession d'Augsbourg.

N° 200. — Projet de loi tendant à valider les actes réglementaires régulièrement promulgués par le Gouvernement provisoire de la République de Cochinchine.

N° 201. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail.

*N° 204. — Rapport de M. Zafimahova sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux victimes du cyclone survenu sur la côte nord-est de Madagascar.

N° 206. — Avis de M. Saller sur la proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes des fonctionnaires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.

N° 208. — Projet de loi tendant à ratifier la convention signée avec le Gouvernement de la zone française d'occupation en ce qui concerne le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers.

N° 209. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre le bénéfice de la retraite aux agents des services publics réguliers de voyageurs et marchandises.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 29 mars 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 30 Mars 1950.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 15, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

m-

te-

rts

et

7..

à

de

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 33

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 31 Mars 1950.

A DIX-SEPT HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, rendant applicable à l'Algérie la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre. (N°s 60 et 143, année 1950. — M. Jules Valle, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. BEAUVAIS, jusques et y compris M. BOUSCH.

Tribunes : Depuis M. BOZZI, jusques et y compris M. Jacques DEBU-BRIDEL.

2. — Discussion éventuelle de projets et propositions de loi.

3. — Discussion de la proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à faire voter, de toute urgence, un projet de loi créant un tribunal spécial, chargé de réprimer, dans les délais les plus brefs, les attaques à main armée afin d'assurer ainsi la sécurité des citoyens. (N[os] 140 et 184, année 1950. — M. Giacomoni, rapporteur.)

Désignation de candidatures pour une Commission extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 23 mars 1950, la Commission du travail et de la sécurité sociale présente les candidatures de MM. DASSAUD, MENU et THARRADIN en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure des Comités d'entreprise.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 31 Mars 1950.

N° 179. — Rapport de M. Michel Debré sur la proposition de résolution tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi.

N° 195. — Proposition de résolution de M. Biatarana tendant à instituer le bénéfice de la franchise postale en faveur des conseillers généraux.

N° 207. — Projet de loi tendant à approuver la cession gratuite au département de Meurthe-et-Moselle du bâtiment de la Cour d'appel de Nancy.

N° 216. — Projet de loi portant une nouvelle répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950.

N° 217. — Projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux.

N° 220. — Projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes.

N° 223. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger la loi accordant le maintien dans les lieux à certains clients des hôtels.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 31 Mars 1950.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 h. 15, local n° 202.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 18 h. 30, local n° 215.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 15 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 34

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 25 Avril 1950.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de trois membres de la Commission supérieure des comités d'entreprises.

2. — Discussion de la proposition de résolution de M. Schwartz, tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'enseignement, dans les établissements du premier et du second degré, des dispositions essentielles du Code de la route. (N[os] 63 et 183, année 1950. — M. Bertaud, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis Mme DELABIE, jusques et y compris M. DULIN.

Tribunes : Depuis M. François DUMAS, jusques et y compris M. Marcel GRIMAL.

3. — Discussion des propositions de résolution : 1° de MM. Courrière et Emile Roux, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de neige du 24 janvier 1950 dans le département de l'Aude ; 2° de MM. Jean Bène et Péridier, tendant à inviter le Gouvernement à aider et indemniser les victimes de l'orage de neige du 24 janvier 1950 dans le département de l'Hérault. (N^os 53, 79 et 144, année 1950. — M. Symphor, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 25 Avril 1950.

N° 210. — Proposition de résolution de M. Méric tendant à simplifier la procédure administrative imposée aux dossiers d'électrification rurale et d'adduction d'eau.

N° 211. — Proposition de résolution de M. Méric tendant à autoriser le cumul de la carte sociale des économiquement faibles et de la pension attribuée aux grands infirmes.

N° 212. — Proposition de loi de M. Saller tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A.

N° 213. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à faire modifier le mode de calcul de la population dans les communes en voie d'ascension rapide.

*N° 214. — Projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'excercice 1950 (Réparation des dommages de guerre).

N° 219. — Rapport de M. Bertaud sur la proposition de résolution tendant à stabiliser les programmes d'enseignement ainsi qne les livres scolaires.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 31 mars 1950.

N° 235. — Rapport d'information de M. Pierre Boudet sur la mission effectuée en Afrique française par une délégation de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler l'emploi des crédits affectés à la Défense Nationale.

N° 236. — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bordj-Bou-Arreridj (Algérie).

N° 237. — Projet de loi portant modification de l'acte dit loi sur la protection de la naissance.

N° 238. — Projet de loi portant dissolution du Commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux.

N° 239. — Proposition de résolution de M. Jean Maroger tendant à compléter l'article 75 du Règlement en ce qui concerne le scrutin public à la tribune.

N° 240. — Proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à remédier à la situation des professeurs agrégés de l'ancien cadre normal.

N° 241. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre le bénéfice de la Sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie avant le 1er janvier 1949.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON
N° 35

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 2 Mai 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Biatarana demande à M. le Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique et de la Réforme administrative s'il est en mesure de lui faire connaître :

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Jacques GRIMALDI, jusques et y compris M. Georges LAFFARGUE.

Tribunes : Depuis M. Louis LAFFORGUE, jusques et y compris M. MATHIEU.

1° les principes qui déterminent actuellement les conceptions de la réforme administrative ;

2° l'état actuel des travaux ;

3° la date à laquelle il est possible d'envisager la réalisation pratique et généralisée des objectifs qui auront été déterminés à l'issue des travaux préparatoires (n° 118).

II. — M. Péridier demande à M. le Ministre des Affaires étrangères de lui préciser :

les conditions dans lesquelles le Gouvernement français et le Gouvernement italien ont signé, le 7 mars 1950, à Rome, un protocole additionnel au traité d'union douanière, conclu entre les deux pays le 28 mars 1949, et au protocole du 29 juillet 1949 sur lesquels les Parlements français et italien ne se sont pas encore prononcés ;

les raisons qui ont fait que, contrairement à l'article 9 dudit traité, la représentation des professionnels a été écartée pour la discussion de ce protocole des commissions mixtes spécialisées prévues à l'article 11 du traité ;

s'il n'estime pas que ce protocole est contraire à l'esprit et à la lettre même de l'accord intervenu le 2 novembre 1949 entre les pays adhérents à l'O. E. C. E., accord accepté par la France et l'Italie ;

s'il n'estime pas également que ce protocole constitue un grave danger pour notre viticulture en particulier, et pour notre agriculture en général, en ne subordonnant pas, contrairement au vœu du Conseil économique, l'extension des libérations des contingents et la réduction progressive des droits de douane à la réalisation préalable de l'harmonisation des conditions économiques, sociales, fiscales et de crédit entre les deux pays ;

si enfin les modalités et les délais d'application de ce protocole sont subordonnés à la ratification par le Parlement du traité du 26 mars 1949, auquel sera joint en annexe ledit protocole du 7 mars 1950 (n° 119).

III. — M. Cornu expose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques :

que la revision des pensions civiles et militaires ordonnée par l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 entraînera dans le courant de 1950 le versement aux pensionnés bénéficiaires de cette mesure de rappels parfois substantiels pour les années 1948 et 1949 ;

que les sommes versées à ce titre seront passibles en 1951 de la surtaxe instituée par l'article 3 du décret du 9 décembre 1948 ;

que le montant de ladite surtaxe sera, en raison du caractère progressif de celle-ci, nécessairement plus élevé que celui de l'impôt qui aurait été perçu si les nouveaux arrérages des pensions avaient été payés à leurs échéances normales ;

et lui demande quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter aux retraités en cause un nouveau préjudice qui viendrait s'ajouter à celui résultant du retard apporté au règlement effectif de leurs pensions revisées (n° 120).

IV. — M. Clavier expose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme :

— que dans les années qui ont immédiatement suivi la Libération, des « aménagements provisoires » et des « mises hors d'eau » ont été effectuées à la diligence de l'Administration ;

— que ces travaux sont imputables ou non sur les indemnités de dommages de guerre, suivant qu'ils sont définitifs ou provisoires ;

— que le règlement de ces travaux, dont certains datent de cinq ans, n'est pas encore intervenu ;

— que les sinistrés restent dans l'ignorance de la quote-part des dépenses ainsi faites qui sera mise à leur charge et ne peuvent établir le décompte des indemnités qu'il leur reste à percevoir ;

— lui demande quelles mesures il compte prendre pour obtenir que les mémoires desdits travaux soient déposés et vérifiés ;

— que le montant en soit arrêté et qu'il soit procédé aux imputations prescrites (n° 121).

2. — Discussion de la proposition de résolution de M. Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à stabiliser les programmes d'enseignement ainsi que les listes des livres scolaires, tant dans les écoles primaires que dans les collèges et lycées. (N^os 944, année 1949 et 219, année 1950. — M. Bertaud, rapporteur.)

Nomination de membres d'une Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 25 avril 1950, le Conseil de la République a nommé :

MM. DASSAUD, MENU et THARRADIN membres de la Commission supérieure des comités d'entreprise.

ERRATUM

A l'avis émis par le Conseil de la République (in-8° n° 86) sur la proposition de loi, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *tendant à fixer les* **conditions d'attribution des soldes et indemnités** *des* **fonctionnaires civils et militaires** *relevant du Ministère de la* **France d'Outre-Mer,** *les conditions de* **recrutement,** *de* **mise en congé** *ou à la* **retraite** *de ces mêmes fonctionnaires.*

Page 3, 2^e alinéa, 5^e ligne,

Au lieu de : « ... cadres communs ... »

Lire : « ... cadres supérieurs ... ».

ERRATUM

A la proposition de loi (n° 212) de M. SALLER, Mme Jane VIALLE, MM. BECHIR SOW, Mamadou DIA, Ali DJAMAH, GONDJOUT, Louis IGNACCIO - PINTO, KALENZAGA, Nouhoum SIGUÉ et TOTOLEHIBE, *tendant à déterminer le* **mode de fixation** *de la* **parité** *du* **franc C. F. A.** *(franc des colonies françaises d'Afrique)*.

Exposé des motifs, page 3, 18e et 17e lignes, en partant du bas :

Lire : « ... c'est-à-dire que sa balance propre est *débitrice* d'environ 87 milliards... »

Exposé des motifs, page 3, 14e et 13e lignes, en partant du bas :

Lire : « Or, les territoires du franc C. F. A., dont — signe indéniable de stabilité — les importations et les exportations *(1)*...

---

(1) pour les opérations en provenance et à destination de la métropole exclusivement, ce qui seul importe d'ailleurs du point de vue du rapport de valeur entre les monnaies libellées en francs. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 2 Mai 1950.

N° 203. — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à accélérer la réalisation de l'équipement laitier.

N° 242. — Proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier la loi relative aux conventions collective.

N° 243. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux.

N° 244. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'ordonnance relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints.

N° 245. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'expropriation des propriétés nécessaires aux travaux militaires.

N° 246. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, instituant dans les services de la Trésorerie générale des cadres permanents de fonctionnaires.

N° 247. — Projet de loi tendant à instituer un article 320 *bis* et modifiant l'article 434 du Code pénal.

N° 248. — Projet de loi modifiant l'article 248 du Code pénal.

N° 249. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre relative à la protection de l'enfance martyre.

N° 250. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à aggraver les pénalités prévues à l'article 312 du Code pénal.

N° 251. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil ne la République.

N° 254. — Proposition de résolution de M. Cozzano tendant au dépôt d'un projet de loi stipulant que tout fonctionnaire reconnu inapte à servir outre-mer sera détaché ou intégré dans un cadre métropolitain homologue.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 2 Mai 1950.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 30, local n° 202.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 36

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 4 Mai 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Réparation des dommages de guerre). (N^os^ 214 et 256, année 1950. — MM. Jean-Marie Grenier, Courrière, Pellenc, rapporteurs ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. , rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. , rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis M. de MAUPEOU, jusques et y compris M. Charles OKALA.

Tribunes : Depuis M. Jules OLIVIER, jusques et y compris M. ROGIER.

Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques

Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique

(71 membres au lieu de 72)

Supprimer le nom de M. Marc Rucart.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement.

(6 membres au lieu de 5)

Ajouter le nom de M. Marc RUCART.

Désignation de candidature pour un organisme extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 25 avril 1950, la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) présente la candidature de M. Jules VALLE, en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Comité directeur du Fonds de progrès social de l'Algérie.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATUM

A la proposition de résolution (n° 661, année 1949) de MM. DELORME, LASSAGNE, VOYANT, PINTON et DUPIC, *tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude la réforme des règles de* **répartition** *et à revenir à la* **domiciliation communale** *pour les* **dépenses d'assistance.**

Supprimer le nom de M. Dupic parmi les co-signataires de cette proposition de résolution.

ERRATA

Au rapport (n° 256) de MM. Jean-Marie GRENIER, COURRIÈRE et PELLENC, *sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **dépenses d'investissement** *pour l'***exercice 1950 (réparation des dommages de guerre).**

Page 33, article premier, 3e colonne, dernier alinéa :

Au lieu de : « 2° à des virements de crédits du chapitre 8530 « Reconstruction du réseau... »,

Lire : « 2° à des virements de crédits du chapitre 8530 « *Reconstitution* du réseau... ».

Page 64, article premier, 4e alinéa :

Même erratum.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 4 Mai 1950.

N° 252. — Proposition de loi de M. Restat portant réforme des finances locales et départementales.

*N° 253. — Projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950.

N° 255. — Proposition de résolution de M. Cozzano tendant à rendre obligatoire l'adhésion des firmes commerciales d'Outre-Mer à la Caisse de retraites des travailleurs métropolitains expatriés.

**N° 256. — Rapport de MM. Jean-Marie Grenier, Courrière et Pellenc sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Réparation des dommages de guerre).

N° 261. — Rapport de M. Cozzano sur le projet de loi tendant à valider les actes réglementaires promulgués par le Gouvernement provisoire de la République de Cochinchine.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 2 mai 1950.

** NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 3 mai 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 4 Mai 1950.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 15, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 37

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 9 Mai 1950.

A QUATORZE HEURES QUARANTE-CINQ

RÉUNION DANS LES BUREAUX

Nomination d'une commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 251, année 1950).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. ROTINAT, jusques et y compris M. SOLDANI.

Tribunes : Depuis M. SOUQUIÈRE, jusques et y compris M. de BARDONNÈCHE.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre du Comité directeur du Fonds de progrès social de l'Algérie.

2. — Nomination d'un membre du Conseil supérieur du Service social.

3. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. de Maupeou attire l'attention de M. le Ministre de l'Education nationale sur l'émotion que provoquent dans les cadres universitaires et parmi les étudiants les rumeurs, semble-t-il fondées, tendant à accréditer la décision qui serait sur le point d'être prise, d'une réduction massive des postes prévus pour les prochains concours d'agrégation et de la suppression des délégations rectorales ;

— lui demande dans quelle mesure ces bruits sont justifiés et lui rappelle la gravité de pareilles mesures qui auraient pour premier résultat de léser injustement, sans espoir même d'une solution d'attente, les jeunes gens qui ont consacré, au prix souvent de lourds sacrifices, plusieurs années de dures études en vue d'un concours qui se trouve ainsi pratiquement fermé, ce qui ne manquerait pas d'avoir de graves répercussions sur la qualité du recrutement du personnel de l'enseignement secondaire (n° 123).

II. — M. Bordeneuve rappelle à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques les assurances que celui-ci lui avait données d'élargir et de desserrer les crédits bancaires aux industriels saisonniers des conserves de légumes (*Journal officiel* du 25 mai 1949, page 1205) ;

— lui signale que les dispositions prises à cet effet durant la campagne de fabrication de 1949 se sont avérées manifestement insuffisantes et qu'une très grave crise a durement frappé cette catégorie d'industriels ;

— lui demande, en conséquence, à la veille de la nouvelle saison, quelles mesures nouvelles et vraiment efficaces le Gouvernement entend prendre pour élargir les crédits bancaires aux conserveurs de produits agricoles afin de leur permettre de payer les achats à la ferme, la main-d'œuvre de leurs entreprises et les frais de leurs fabrications, lui rappelant que ces payements très élevés doivent être faits comptant et que le règlement des produits fabriqués ne peut s'effectuer qu'au fur et à mesure de leur écoulement ;

— lui signale qu'à défaut de crédits bancaires largement ouverts il sera impossible aux conserveurs d'absorber la récolte de fruits et primeurs qui s'annonce très importante cette année ;

— et que cette pénible situation entraînera inéluctablement l'arrêt des fabrications, la fermeture des usines et provoquera, en conséquence, la mévente des produits agricoles, le chômage des ouvriers et une crise commerciale fort préjudiciab'e à l'intérêt général (n° 124).

III. — M. Loison demande à M. le Président du Conseil :

1° l'importance du tirage et le montant des sommes consacrées en 1949 aux publications de luxe éditées par les entreprises nationales pour justifier de leur activité, et qui en assume le financement ;

2° sur quel budget sont imputées les dépenses occasionnées par l'édition de certains discours prononcés par de hauts fonctionnaires, des parlementaires chargés de mission, des personnalités des entreprises nationales, etc., et quel en a été le montant en 1949 ;

3° s'il ne lui paraît pas que, dans une période où le Gouvernement semble avoir reconnu, par la création d'une Commission des économies, la nécessité de mettre un frein aux dépenses, ladite Commission pourrait porter ses investigations dans ce domaine, sans dommage pour l'activité et l'éducation françaises (n° 125).

IV. — M. Léo Hamon demande à M. le Ministre de la Défense nationale les diligences qu'il a faites et les initiatives qu'il compte

prendre pour obtenir de nos alliés américains la livraison à la justice française et le châtiment du criminel de guerre Barbier, actuellement en zone d'occupation américaine (n° 126).

V. — M. Léo Hamon expose à M. le Ministre de la Défense nationale l'impression d'incohérence qui ressort de certaines décisions de tribunaux militaires ;

— que dans un cas on voit condamner à vingt ans de travaux forcés un Allemand qui, s'il a été ambassadeur du Reich à Paris, semble n'avoir jamais eu en ce rôle qu'un comportement comparable à celui de l'écrasante majorité de ses compatriotes ;

— que dans un autre cas, tout récent, un criminel de guerre avéré directement responsable de la mort de soixante-dix Français qu'il a fait tuer ou tués de sa propre main, n'est condamné qu'à dix ans de réclusion ;

— et, interprète de l'émotion que doivent susciter de tels faits dans une nation fidèle au souvenir de ses morts comme au simple souci de la justice, lui demande quelles initiatives il a prescrites au Parquet pour tenter de porter remède à une telle jurisprudence (n° 127).

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, modifiée en dernier lieu par la loi n° 48-1526 du 29 septembre 1948. (N^os^ 244 et 269, année 1950. — M. Léo Hamon, rapporteur.)

5. — Discussion des questions orales avec débat suivantes :

I. — M. Bousch demande à M. le Ministre de la Défense nationale :

1° de préciser la politique militaire française dans le cadre des accords internationaux déjà conclus ou à intervenir prochainement ;

2° de définir les principes de l'organisation de la défense nationale et du statut des forces armées.

II. — M. Rotinat demande à M. le Ministre de la Défense nationale comment il entend remplir — dans le cadre de son budget — toutes les obligations de la défense nationale, et plus particulièrement :

— la sécurité de la Métropole et de l'Union française ;

— le maintien de l'ordre dans ces territoires ;

— les engagements internationaux.

Désignation de candidature pour un organisme extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 2 mai 1950, la Commission de la famille, de la population et de la santé publique présente la candidature de M. LE BASSER en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil supérieur du Service social (application du décret n° 50-415 du 4 avril 1950).

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 9 Mai 1950.

N° 257. — Proposition de résolution de M. Biatarana tendant à rétablir la collégialité dans le ressort de toutes les Cours d'Appel.

N° 258. — Rapport de M. Le Basser sur le projet de loi prévoyant la création d'un Conseil supérieur de l'entr'aide sociale.

N° 260. — Proposition de résolution de M. de Bardonnèche tendant à venir en aide aux populations des Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Drôme et Vaucluse, victimes du gel.

N° 263. — Projet de loi fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire à attribuer aux personnels militaires des armées actives et des services de la France d'Outre-Mer.

N° 265. — Rapport de M. Lionel-Pélerin sur la proposition de résolution tendant à abroger la partie de circulaire ministérielle relative à certains versements aux employés des collectivités locales mis à la retraite.

N° 267. — Rapport de M. Paul Robert sur le projet de loi relatif à l'amodiation des bacs et passages d'eau.

N° 269. — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de loi modifiant l'ordonnance relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints.

N° 270. — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à ne pas retenir sur les traitements des fonctionnaires des départements d'Outre-Mer le montant des jours de grève.

N° 274. — Projet de loi portant modification des lois sur les élections consulaires.

N° 275. — Projet de loi portant application de l'acte dit loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes aux Etablissements français de l'Océanie.

N° 276. — Projet de loi tendant à rendre applicable au Togo et dans certains Territoires d'Outre-Mer l'ordonnance réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires.

N° 277. — Projet de loi tendant à augmenter le principal fictif de la contribution mobilière du département des Alpes-Maritimes.

N° 278. — Projet de loi tendant à la ratification de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

N° 279. — Projet de loi modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 9 Mai 1950.

1er BUREAU, à 14 h. 45, local nº 215.

2e BUREAU, à 14 h. 45, local nº 201.

3e BUREAU, à 14 h. 45, local nº 207.

4e BUREAU, à 14 h. 45, local nº 202.

5e BUREAU, à 14 h. 45, local nº 217.

6e BUREAU, à 14 h. 45, local nº 214

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 15 heures, local nº 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 14 h. 15, local nº 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 38

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 11 Mai 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, prorogeant le délai de rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres. (N° 284, année 1950. — M. , rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Henri BARRÉ, jusques et y compris M. BOULANGÉ.

Tribunes : Depuis M. BOUQUEREL, jusques et y compris M. DARMANTHE.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950. (Nos 253 et 280, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. , rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. rapporteur.)

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Réparation des dommages de guerre). (Nos 214 et 256, année 1950. — MM. Jean-Marie Grenier, Courrière, Pellenc, rapporteurs ; et n° 271, année 1950, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Jules Pouget, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Marcilhacy, rapporteur ; et n° 272, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'amodiation des bacs et passages d'eau. (Nos 133 et 267, année 1950. — M. Paul Robert, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Yves Jaouen et Léo Hamon, tendant à inviter le Gouvernement à abroger la partie de circulaire ministérielle n° 189 AD/3 du 23 septembre 1942, relative à certains versements aux employés des collectivités locales mis à la retraite. (Nos 127 et 265, année 1950. — M. Lionel-Pélerin, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Henri Lafleur, Grassard, Lagarrosse, Robert Aubé, Durand-Réville, Serrure et Liotard, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que les bénéfices qu'il a réalisés sur la vente des stocks de café détenus au 15 janvier 1950 soient mis à la disposition des Territoires d'Outre-Mer producteurs de cette denrée. (Nos 83 et 266, année 1950. — M. Grassard, rapporteur.)

Commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 251, année 1950).

(Nommée le 9 mai 1950.)

1er Bureau : M. LÉGER.

2e Bureau : M. SCHWARTZ.

3e Bureau : M. CORNU.

4e Bureau : M. JACQUES-DESTRÉE.

5e Bureau : M. BERTAUD.

6e Bureau : M. Georges PERNOT.

Nomination de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 9 mai 1950, le Conseil de la République a nommé :

1° M. Jules VALLE, membre du Comité directeur du Fonds de progrès social de l'Algérie ;

2° M. LE BASSER, membre du Conseil supérieur du Service social (application du décret n° 50-415 du 4 avril 1950).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 11 Mai 1950.

N° 262. — Projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Prêts et garanties).

N° 264. — Rapport de M. Charles Morel sur la proposition de résolution tendant à permettre aux étudiants en médecine de 4e année, externes ou internes des hôpitaux dans les villes sièges d'écoles préparatoires, d'y achever leurs études.

*N° 266. — Rapport de M. Grassard sur la proposition de résolution tendant à mettre les bénéfices réalisés sur la vente des stocks de café à la disposition des Territoires d'Outre-Mer producteurs de cette denrée.

*N° 280. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor.

N° 281. — Proposition de résolution de M. Loison tendant à porter remède à la situation défavorable de la police en tenue en matière de traitements.

N° 282. — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de résolution tendant à revenir à la domiciliation communale pour les dépenses d'assistance.

*N° 284. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, prorogeant le délai de rachat des cotisations d'assurances sociales.

N° 285. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier certains articles de la loi relative aux placements des fonds des caisses d'épargne.

N° 286. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente versée au titre de la sécurité sociale.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 10 mai 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 11 Mai 1950.

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local n° 213.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 h. 15, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 213.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 15, local n° 214.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 39

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 16 Mai 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre de la Commission prévue à l'article 7 de l'arrêté du 23 décembre 1949 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. DASSAUD, jusques et y compris M. DRONNE.

Tribunes : Depuis M. René-Emile DUBOIS, jusques et y compris M. GRASSARD.

2. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Hauriou demande à M. le Ministre de l'Education nationale quelle est la position de son Ministère au regard des propositions de la Commission des économies concernant l'éducation nationale, telles que ces propositions ont éte portées à la connaissance du public par la voie de la presse (n° 122).

II. — M. Loison demande à M. le Président du Conseil :

1° l'importance du tirage et le montant des sommes consacrées en 1949 aux publications de luxe éditées par les entreprises nationales pour justifier de leur activité, et qui en assume le financement ;

2° sur quel budget sont imputées les dépenses occasionnées par l'édition de certains discours prononcés par de hauts fonctionnaires, des parlementaires chargés de mission, des personnalités des entreprises nationales, etc., et quel en a été le montant en 1949 ;

3° s'il ne lui paraît pas que, dans une période où le Gouvernement semble avoir reconnu, par la création d'une Commission des économies, la nécessité de mettre un frein aux dépenses, ladite Commission pourrait porter ses investigations dans ce domaine, sans dommage pour l'activité et l'éducation françaises (n° 125).

III. — M. Cozzano demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer :

1° s'il est vrai que le Haut-Commissaire de la République en Afrique Occidentale Française a arrêté que seul, le groupement des exportateurs d'arachides du Sénégal était habilité à vendre pour toutes destinations, y compris les huileries locales, la totalité des arachides de la récolte 1949-1950 ; dans l'affirmative, si ces mesures ne sont pas contraires à l'arrêté ministériel du 29 décembre 1949 ;

2° s'il est exact qu'il ait été mis à la disposition de l'inspecteur des coopératives une somme de 900 millions de francs C. F. A. (1.800 millions métropolitains), versés à son propre compte-courant ;

3° s'il est vrai que seules les coopératives d'obédience politique régionalement conformiste sont bénéficiaires de ces crédits ;

4° si les crédits n'ont pas été distribués hâtivement, sans contrôle, et si l'on a pas à craindre de se trouver en face d'un déficit de livraison d'arachides de l'ordre de 13.000 tonnes ; dans ce cas, qui payerait le déficit de 400 millions de francs sinon le Sénégal ;

5° quelle sera la situation des « intermédiaires » qui vivaient de la traite des arachides (n° 128).

IV. — M. Héline demande à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre quelles mesures il va prendre :

1° pour éviter les longs retards constatés dans la liquidation définitive des pensions des victimes de la guerre ;

2° pour hâter le payement des augmentations résultant des décisions législatives ou gouvernementales améliorant le taux des pensions des victimes de la guerre ;

3° pour corriger les dispositions draconiennes de la loi qui oppose la forclusion à la reconnaissance d'une aggravation de maladie quand cette aggravation est constatée plus de cinq années après l'attribution de la pension définitive (n° 130).

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. Cornu et des membres de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour ne pas retenir, à titre exceptionnel, sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'Outre-Mer, le montant des jours de grève. (Nos 270 et 283, année 1950. — M. Cornu, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, prévoyant la création d'un Conseil supérieur de l'entr'aide sociale. (Nos 170 et 258, année 1950. — M. Le Basser, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de M. Leccia et des membres de la Commission de la famille, de la population

et de la santé publique, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales afin de permettre aux étudiants en médecine de 4e année, externes ou internes des hôpitaux dans les villes sièges d'écoles préparatoires, d'y achever leurs études. (Nos 916, année 1949, et 264, année 1950. — M. Charles Morel, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. Leccia, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie avant le 1er janvier 1949. (Nos 241 et 315, année 1950. — Mme Devaud, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de M. Bœdeneuve et des membres de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation actuelle des professeurs agrégés de l'ancien cadre normal, tant sur le plan des indices hiérarchiques, que sur le plan de l'ancienneté. (Nos 240 et 300, année 1950. — M. Héline, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la réglementation des substances explosives dans les territoires du Togo et du Cameroun. (Nos 134 et 304, année 1950. — M. Grassard, rapporteur.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la composition de la justice de paix de Colomb-Béchar. (Nos 198 et 294, année 1950. — M. Rogier, rapporteur.)

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer un article 320 *bis* et modifiant l'article 434 du Code pénal. (Nos 247 et 295, année 1950. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 248 du Code pénal. (Nos 248 et 296, année 1950. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

12. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 2, 7 et 8 de la loi du 18 août 1948 créant le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux. (Nos 243 et 293, année 1950. — M. Brettes, rapporteur.)

13. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Henri Lafleur, Grassard, Lagarrosse, Robert Aubé, Durand-Réville, Serrure et Liotard, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que les bénéfices qu'il a réalisés sur la vente des stocks de café détenus au 15 janvier 1950 soient mis à la disposition des Territoires d'Outre-Mer producteurs de cette denrée. (Nos 83 et 266, année 1950. — M. Grassard, rapporteur.)

Désignation de candidature pour une Commission extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 9 mai 1950, la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) présente la candidature de M. HÉLINE en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission prévue à l'article 7 de l'arrêté du 23 décembre 1949 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 16 Mai 1950.

N° 290. — Rapport de M. Hébert sur la proposition de résolution tendant à instituer l'assurance obligatoire par une majoration du prix de l'essence pour les véhicules à moteur.

N° 291. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention avec le Gouvernement de la zone française d'occupation pour le régime de sécurité sociale des travailleurs frontaliers.

*N° 293. — Rapport de M. Brettes sur la proposition de loi tendant à modifier les articles, 2, 7 et 8 de la loi créant le Conseil interprofessionel du vin de Bordeaux.

*N° 294. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi relatif à la composition de la justice de paix de Colomb-Béchar.

*N° 295. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi tendant à instituer un article 320 *bis* et modifiant l'article 434 du Code pénal.

*N° 296. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant l'article 248 du Code pénal.

*N° 300. — Rapport de M. Héline sur la proposition de résolution tendant à remédier à la situation des professeurs agrégés de l'ancien cadre normal.

*N° 304. — Rapport de M. Grassard sur le projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans les territoires du Togo et du Cameroun.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 15 mai 1950.

N° 305. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bordj-Bou-Arreridj.

N° 306. — Projet de loi relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanctions des infractions à la police des chemins de fer.

N° 307. — Projet de loi modifiant l'ordonnance relative à l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme.

N° 308. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole.

N° 314. — Projet de loi instituant une aide financière au profit de certains locataires, en vue de couvrir certaines dépenses de déménagement et de réinstallation.

N° 315. — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la Sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 16 Mai 1950.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites (n° 251), une demi-heure avant la séance. local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la production industrielle, à 17 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 40

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 23 Mai 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Bordeneuve rappelle à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques les assurances que celui-ci lui avait données d'élargir et de desserrer les crédits bancaires aux industriels saisonniers des conserves de légumes (*Journal officiel* du 25 mai 1949, page 1205) ;

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. GRÉGORY, jusques et y compris M. François LABROUSSE.

Tribunes : Depuis M. de LACHOMETTE, jusques et y compris M. Pierre MARTY.

— lui signale que les dispositions prises à cet effet durant la campagne de fabrication de 1949 se sont avérées manifestement insuffisantes et qu'une très grave crise a durement frappé cette catégorie d'industriels ;

— lui demande, en conséquence, à la veille de la nouvelle saison, quelles mesures nouvelles et vraiment efficaces le Gouvernement entend prendre pour élargir les crédits bancaires aux conserveurs de produits agricoles afin de leur permettre de payer les achats à la ferme, la main-d'œuvre de leurs entreprises et les frais de leurs fabrications, lui rappelant que ces payements très élevés doivent être faits comptant et que le règlement des produits fabriqués ne peut s'effectuer qu'au fur et à mesure de leur écoulement ;

— lui signale qu'à défaut de crédits bancaires largement ouverts il sera impossible aux conserveurs d'absorber la récolte de fruits et primeurs qui s'annonce très importante cette année: et que cette pénible situation entraînera inéluctablement l'arrêt des fabrications, la fermeture des usines et provoquera, en conséquence, la mévente des produits agricoles, le chômage des ouvriers et une crise commerciale fort préjudiciable à l'intérêt général (n° 124).

II. — M. Henri Maupoil expose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme que l'industrie de construction du matériel ferroviaire se trouve dans une situation grave faute de commandes et de régularité dans les commandes;

— que l'industrie de réparation soumise à la concurrence des ateliers de la Société Nationale des Chemins de Fer français se trouve dans une situation tout aussi sérieuse ;

— et demande quelle politique il entend mener à l'égard de cette branche de l'industrie française (n° 129).

III. — M. Héline demande à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre quelles mesures il va prendre :

1° pour éviter les longs retards constatés dans la liquidation définitive des pensions des victimes de la guerre ;

2° pour hâter le payement des augmentations résultant des décisions législatives ou gouvernementales améliorant le taux des pensions des victimes de la guerre ;

3° pour corriger les dispositions draconiennes de la loi qui oppose la forclusion à la reconnaissance d'une aggravation de maladie quand cette aggravation est constatée plus de cinq années après l'attribution de la pension définitive (n° 130).

IV. — Mme Devaud signale à M. le Ministre de la Justice les regrettables incidents auxquels a donné lieu une récente inspection de la maison centrale de Lambèse et lui demande quelles mesures il entend prendre pour en éviter le retour (n° 131).

V. — M. Georges Maurice demande à M. le Ministre d'Etat chargé de l'Information comment une personne nommément visée ou suffisamment désignée dans une émission de la radiodiffusion française peut obtenir le texte officiel de ladite émission (n° 132).

2. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Louis Gros demande à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances (Affaires économiques), s'il est dans ses intentions de renouveler le contingent d'admission en franchise des conserves marocaines (décret interministériel du 13 septembre 1948 et décret du 1er juin 1949) pour la période du 1er juin 1950 au 31 mai 1951, un tel renouvellement ou augmentation s'inscrivant dans le cadre d'une politique de libération des échanges, alors qu'une réduction ou une suppression du contingent aurait pour conséquence une élévation du prix d'une denrée de première nécessité pour les consommateurs français.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager, versé au titre d'un régime de sécurité sociale. (Nos 286 et 310, année 1950. — M. Vourc'h, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre le Gouvernement français et le Gouvernement de la zone française d'occupation en ce qui concerne le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, signée le 26 mars 1949. (Nos 208 et 291, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques, en vue de protéger la santé publique. (Nos 173 et 324, année 1950. — M. Alfred Paget, rapporteur ; et no , année 1950, avis de la Commission du ravitaillement et des boissons. — M. Breton, rapporteur ; et no 327, année 1950, avis de la Commission des affaires étrangères. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 2, 7 et 8 de la loi du 18 août 1948 créant le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux. (Nos 243 et 293, année 1950. — M. Brettes, rapporteur.)

La Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (no 251, année 1950).

(Nommée le 9 mai 1950.)

a nommé :

Président : M. Georges PERNOT ;

Rapporteur : M. LÉGER.

Nomination d'un membre d'une commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 16 mai 1950, le Conseil de la République a nommé :

M. HÉLINE, membre de la Commission prévue à l'article 7 de l'arrêté du 23 décembre 1949 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 23 Mai 1950.

N° 268. — Proposition de loi de M. Denvers tendant à modifier la loi relative au régime d'assurance des marins.

N° 273. — Rapport de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre sur les propositions de résolution relatives à une politique du logement et à la construction d'immeubles neufs avec les fonds de l'aide Marshall.

N° 289. — Proposition de résolution de M. Biatarana tendant à mettre à la disposition de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine les moyens nécessaires à l'exploitation du périmètre pétrolifère de Lacq.

N° 302. — Proposition de loi de M. Restat tendant à modifier la législation relative à l'assurance contre la grêle.

N° 303. — Rapport de M. Cozzano sur la proposition de résolution tendant à l'intégration dans un cadre métropolitain de tout fonctionnaire relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer reconnu, en cours de carrière, inapte à servir outre-mer.

N° 309. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi fixant les contingents annuels de Légion d'honneur et Médaille militaire à attribuer aux personnels militaires de la France d'Outre-Mer.

*N° 310. — Rapport de M. Vourc'h sur la proposition de loi tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente d'un régime de sécurité sociale.

N° 313. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour l'exercice 1950.

N° 317. — Proposition de loi de M. Saller relative au statut des chefs autochtones en Afrique.

N° 321. — Proposition de résolution de M. Chochoy tendant à rouvrir les délais d'admission dans la gendarmerie.

N° 322. — Rapport de M. Léger sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République.

*N° 324. — Rapport de M. Alfred Paget sur la proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques.

N° 327. — Avis de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre sur la proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 22 mai 1950.

N° 328. — Projet de loi relatif à la Fête des mères.

N° 329. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi tendant à approuver la cession gratuite au département de Meurthe-et-Moselle du bâtiment de la Cour d'Appel de Nancy.

N° 330. — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la République de Saint-Marin sur la Sécurité sociale.

N° 331. — Projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus entre la France et le Luxembourg.

N° 332. — Projet de loi tendant à ratifier la convention franco-suisse relative à la construction de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim.

N° 333. — Projet de loi portant création de postes de magistrats dans certains tribunaux du ressort de la Cour d'appel d'Alger.

N° 334. — Projet de loi modifiant l'article 11 de la loi accordant des indemmités aux agents d'assurrances par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » à la Sécurité sociale.

N° 335. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédit pour l'organisation d'une exposition internationale du Sceau et du Blason.

N° 336. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 381 et 386 du Code Pénal.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 23 Mai 1950.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 14 h. 30, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 16 heures, local de la Commission.

COMMISSION du ravitaillement et des boissons à 11 heures, local n° 214, salle Jules Méline.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 41

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 25 Mai 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier divers articles de la loi du 20 juillet 1895 relatifs aux placements des fonds des caisses d'épargne. (N° 285, année 1950. — M. Sclafer, rapporteur ; et n° 343, année 1950, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Jozeau-Marigné, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Hippolyte MASSON, jusques et y compris M. NAVEAU.

Tribunes : Depuis M. Arouna N'JOYA, jusques et y compris M. Paul ROBERT.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 25 Mai 1950.

N° 299. — Rapport supplémentaire de M. Michel Debré sur les propositions de résolution tendant à compléter l'article 75 du Règlement.

N° 319. — Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur le projet de loi portant modification de l'acte dit loi sur la protection de la naissance.

N° 326. — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Prêts et garanties).

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 25 Mai 1950.

COMMISSION de comptabilité, à 10 heures, local n° 272.

COMMISSION des finances, à 11 heures, local de la Commission.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 9 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 42

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 30 Mai 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bordj-Bou-Arreridj. (N[os] 236 et 305, année 1950. — M. Rogier, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis Mme Marie ROCHE, jusques et y compris M. SID-CARA Chérif.

Tribunes : Depuis M. Nouhoum SIGUÉ, jusques et y compris M. AVININ.

2. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Henri Maupoil expose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme que l'industrie de construction du matériel ferroviaire se trouve dans une situation grave faute de commandes et de régularité dans les commandes;

— que l'industrie de réparation soumise à la concurrence des ateliers de la Société Nationale des Chemins de Fer français se trouve dans une situation tout aussi sérieuse ;

— et demande quelle politique il entend mener à l'égard de cette branche de l'industrie française (n° 129).

II. — Mme Devaud signale à M. le Ministre de la Justice les regrettables incidents auxquels a donné lieu une récente inspection de la maison centrale de Lambèse et lui demande quelles mesures il entend prendre pour en éviter le retour (n° 131).

III. — M. Bouquerel signale à M. le Ministre de l'Agriculture l'émotion soulevée dans les milieux agricoles par le décret n° 50-511 du 30 avril 1950, qui modifie une nouvelle fois les règles de fixation du prix des céréales ;

et lui demande quelles raisons l'ont conduit à envisager un tel changement qui risque de provoquer un manque de confiance parmi les producteurs de céréales (n° 133).

IV. — M. Boulangé demande à M. le Ministre du Travail et de Sécurité sociale quelles mesures il compte prendre pour supprimer l'injustice flagrante qui consiste à conserver la notion périmée des zones de salaires pour l'attribution des allocations familiales (n° 134).

V. — M. Léger attire l'attention de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques sur les difficultés sérieuses de trésorerie causées à certains importateurs par le payement qu'ils ont dû effectuer de la taxe à la production, à l'acquittement et à la vente, lors de l'arrivée des premiers cafés achetés au Brésil,

— et demande si des mesures particulières ne pourraient être envisagées afin de remédier à cette situation (n° 135).

3. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République. (N^os^ 251 et 322, année 1950. — M. Léger, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant attribution d'un édifice cultuel au Directoire d'Alsace et de Lorraine de l'Eglise évangélique de la Confession d'Augsbourg. (N^os^ 199 et 337, année 1950. — M. Zussy, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Prêts et garanties). (N^os^ 262 et 326, année 1950. — M. Pellenc, rapporteur ; et n° 347, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Chochoy, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Soldani, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Georges Laffargue, rapporteur.)

ERRATA

Au projet de loi (nº 262), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **dépenses d'investissement** *pour* **l'exercice 1950 (Prêts et garanties).**

Page 3, article 2, dernier alinéa :

Au lieu de : « 355.882 millions de francs »

Lire : « 357.882 millions de francs ».

Page 25 :

— Etat C, ligne 1, « Prêts aux Charbonnages de France et Houillières de Bassin » :

Au lieu de : « 58.900.000 » (milliers de francs)

Lire : « 60.900.000 » (milliers de francs).

— Première partie, « Energie »: Total :

Au lieu de : » 181.200.000 » (milliers de francs)

Lire : « 183.200.000 » (milliers de francs).

Page 26 :

— Total pour les prêts autorisés par l'article :

Au lieu de : « 355.882.000 » (milliers de francs)

Lire : « 357.882.000 » (milliers de francs).

— Total pour l'Etat C :

Au lieu de : « 365.530.999 » (milliers de francs)

Lire : « 367.530.999 » (milliers de francs).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 30 Mai 1950.

N° 218. — Proposition de loi de M. Avinin tendant à régler le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux européens d'Indochine.

N° 316. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à modifier l'ordonnance relative à la fixation des prix des tabacs indigènes.

N° 318. — Rapport de M. Louis Lafforgue sur la proposition de résolution tendant à modifier les programmes d'histoire et de géographie de l'enseignement.

N° 325. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à améliorer l'habitat rural.

*N° 337. — Rapport de M. Zussy sur le projet de loi portant attribution d'un édifice cultuel au Directoire d'Alsace et de Lorraine de l'Eglise évangélique de la Confession d'Augsbourg.

N° 339. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à établir le statut du réfractaire.

N° 340. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, établissant le statut des déportés du travail.

N° 345. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à l'abrogation de la loi relative aux membres des familles ayant régné en France.

N° 347. — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Prêts et garanties).

N° 352. — Projet de loi portant relèvement des pensions des sapeurs-pompiers.

N° 353. — Projet de loi tendant à ratifier la convention relative au service militaire conclue entre la France et la Belgique.

N° 354. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi relative à la répression des faits de collaboration.

N° 355. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à homologuer certaines dispositions d'une décision de l'Assemblée algérienne étendant aux fonctionnaires de la caisse des retraites de l'Algérie la loi portant réforme du régime des pensions.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 27 mai 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 30 Mai 1950.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 14 h. 15, local n° 215.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 14 h. 45, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 16 heures, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 43

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 31 Mai 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, avec traitement, à attribuer aux personnels militaires des armées actives de terre, de mer et de l'air, des services de la France d'Outre-Mer et des services pénitentiaires coloniaux. (N[os] 263 et 309, année 1950. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M.Oumar BA, jusques et y compris M. Raymond BONNEFOUS.

Tribunes : Depuis M. BORDENEUVE, jusques et y compris M. COURRIÈRE.

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Prêts et garanties). (Nos 262 et 326, année 1950. — M. Pellenc, rapporteur ; et n° 347, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° 361, année 1950, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Chochoy, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Soldani, rapporteur ; et n° 366, année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Georges Laffargue, rapporteur.)

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate des propositions de résolution :

1° de Mme Devaud et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune d'Orly (Seine) sinistrée par la tornade du 20 mai 1950 ;

2° de M. Vanrullen et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que le maximum soit fait en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais, et plus spécialement du canton d'Houdain, qui ont eu à souffrir dans leur personne et dans leurs biens des ravages causés par cette calamité ;

3° de M. Naveau et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 23 mai dans le département du Nord.

(Nos 341, 350, 351 et 364, année 1950. — M. Soldani, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 31 Mai 1950.

*N° 341. — Proposition de résolution de Mme Devaud tendant à venir en aide à la commune d'Orly sinistrée par la tornade.

N° 342. — Proposition de résolution de M. Lasalarié tendant à poursuivre sans délai les réformes relatives à la magistrature.

*N° 350. — Proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à faire le maximum en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais.

*N° 351. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle dans le département du Nord.

N° 358. — Rapport de M. François Ruin sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 107 du Livre Ier du Code du travail.

N° 368. — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle dans le département de l'Aude.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 30 mai 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 31 Mai 1950.

COMMISSION de la défense nationale, à 16 heures, local nº 217.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 10 heures, local nº 207.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique et COMMISSION du ravitaillement et des boissons, à 16 heures, local nº 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45 et 15 heures, local de la Commission.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 heures, local nº 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 44

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 1er Juin 1950.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Prêts et garanties). (Nos 262, 326 et 372, année 1950. — M. Pellenc, rapporteur ; et n° 347, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° 361, année 1950, avis de la Commission

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. COZZANO, jusques et y compris M. Amadou DOUCOURÉ.

Tribunes : Depuis M. Jean DOUSSOT, jusques et y compris M. GONDJOUT.

de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Chochoy, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Soldani, rapporteur ; et n° 366, année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Georges Laffargue, rapporteur.)

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate des propositions de résolution :

1° de Mme Devaud et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune d'Orly (Seine) sinistrée par la tornade du 20 mai 1950 ;

2° de M. Vanrullen et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que le maximum soit fait en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais, et plus spécialement du canton d'Houdain, qui ont eu à souffrir dans leur personne et dans leurs biens des ravages causés par cette calamité ;

3° de M. Naveau et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 23 mai dans le département du Nord.

(Nos 341, 350, 351 et 364, année 1950. — M. Soldani, rapporteur.)

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant la cession amiable à la Société d'exploitation industrielle et commerciale (S. E. I. C.) de l'immeuble domanial dénommé « Parc de la Bretonnière », situé à Saint-Germain-les-Arpajon (Seine-et-Oise). (Nos 169 et 373, année 1950. — M. Pierre Boudet, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, établissant le statut des déportés du travail. (N° 340 et 378, année 1950. — M. Auberger, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à établir le statut du réfractaire. (Nos 339 et 379, année 1950. — M. Michel Yver, rapporteur.)

6. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission de la production industrielle sur les recherches et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel en France métropolitaine.

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application de l'acte dit « loi nº 1073 du 31 décembre 1942 », relatif à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux Etablissements français de l'Océanie. (Nos 275 et 348, année 1950. — M. Coupigny, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 107 du Livre Ier du Code du travail. (Nos 181 et 358, année 1950. — M. François Ruin, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de M. Cozzano, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi stipulant que tout fonctionnaire appartenant à un cadre relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer qui, en cours de carrière, est reconnu inapte à servir outre-mer, provisoirement ou définitivement, sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, sera détaché ou intégré dans un cadre métropolitain homologue. (Nos 254 et 303, année 1950. — M. Cozzano, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de résolution de M. Loison, tendant à inviter le Gouvernement à instituer l'assurance obligatoire par une majoration du prix de l'essence pour les véhicules à moteur en ce qui concerne les accidents causés à des tiers. (Nos 25 et 290, année 1950. — M. Hébert, rapporteur ; et nº , année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur.)

11. — Discussion des propositions de résolution : 1º de M. Michel Debré, relative à une politique du logement ; 2º de MM. Brizard et Rochereau, tendant à inviter le Gouvernement à réserver

à la reconstruction et à la construction d'immeubles neufs une beaucoup plus large part des fonds provenant de l'aide Marshall. (Nos 820, année 1949, 191 et 273, année 1950. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, rapporteur.)

12. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Michel Debré, tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi ; 2° de M. Georges Pernot, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi ; 3° de M. Marcilhacy, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi ; 4° de MM. Jean Maroger et René Coty, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne le scrutin public à la tribune. (Nos 80, 179, 189, 190, 239 et 299, année 1950. — M. Michel Debré, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 1er Juin 1950.

N° 348. — Rapport de M. Coupigny sur le projet de loi relatif à prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux Etablissements d'Océanie.

N° 357. — Projet de loi relatif au développements des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Agriculture).

N° 367. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à imposer au même titre que les salariés les tisseurs à domicile.

N° 369. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 1er Juin 1950.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 45

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 2 Juin 1950.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Prêts et garanties). (N[os] 262, 326 et 372, année 1950. — M. Pellenc, rapporteur ; et n° 347, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° 361, année 1950, avis de la Commission

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Jean de GOUYON, jusques et y compris M. JÉZÉQUEL.

Tribunes : Depuis M. JOZEAU-MARIGNÉ, jusques et y compris M. Jean MAROGER.

de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Chochoy, rapporteur; et n° 381, année 1950, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Soldani, rapporteur; et n° 366, année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Georges Laffargue, rapporteur.)

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate des propositions de résolution :

1° de Mme Devaud et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune d'Orly (Seine) sinistrée par la tornade du 20 mai 1950 ;

2° de M. Vanrullen et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que le maximum soit fait en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais, et plus spécialement du canton d'Houdain, qui ont eu à souffrir dans leur personne et dans leurs biens des ravages causés par cette calamité ;

3° de M. Naveau et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 23 mai dans le département du Nord.

(N^os^ 341, 350, 351 et 364, année 1950. — M. Soldani, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, établissant le statut des déportés du travail. (N° 340 et 378, année 1950. — M. Auberger, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à établir le statut du réfractaire. (N^os^ 339 et 379, année 1950. — M. Michel Yver, rapporteur.)

5. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission de la production industrielle sur les recherches et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel en France métropolitaine.

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application de l'acte dit « loi n° 1073 du 31 décembre 1942 », relatif à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux Etablissements français de l'Océanie. (Nos 275 et 348, année 1950. — M. Coupigny, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 107 du Livre Ier du Code du travail. (Nos 181 et 358, année 1950. — M. François Ruin, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de M. Cozzano, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi stipulant que tout fonctionnaire appartenant à un cadre relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer qui, en cours de carrière, est reconnu inapte à servir outre-mer, provisoirement ou définitivement, sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, sera détaché ou intégré dans un cadre métropolitain homologue. (Nos 254 et 303, année 1950. — M. Cozzano, rapporteur.)

9. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Michel Debré, relative à une politique du logement ; 2° de MM. Brizard et Rochereau, tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la reconstruction et à la construction d'immeubles neufs une beaucoup plus large part des fonds provenant de l'aide Marshall. (Nos 820, année 1949, 191 et 273, année 1950. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, rapporteur.)

10. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Michel Debré, tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi ; 2° de M. Georges Pernot, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi ; 3° de M. Marcilhacy, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi ; 4° de MM. Jean Maroger et René Coty, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne le scrutin public à la tribune. (Nos 80, 179, 189, 190, 239 et 299, année 1950. — M. Michel Debré, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 2 Juin 1950.

N° 228. — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à modifier l'article 36 de l'ordonnance portant organisation de la sécurité sociale.

N° 346. — Proposition de loi de M. Héline tendant à étendre à tous les fonctionnaires de l'Etat le bénéfice des dispositions concernant la retraite des fonctionnaires de l'enseignement.

N° 359. — Proposition de loi de M. Chazette concernant les justices de paix des stations thermales.

N° 360. — Proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter les articles 18, 19 et 20 de la loi sur les loyers.

N° 374. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer une subvention pour la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur pour les jeunes de moins de 21 ans.

N° 375. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'ordonnance relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 2 Juin 1950.

COMMISSION des finances, à 10 heures et 15 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 heures, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON
N° 46

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 6 Juin 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Bouquerel signale à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques l'émotion soulevée dans les milieux agricoles par le décret n° 50-511 du 30 avril 1950, qui modifie une nouvelle fois les règles de fixation du prix des céréales ;

et lui demande quelles raisons l'ont conduit à envisager un tel changement qui risque de provoquer un manque de confiance parmi les producteurs de céréales (n° 133).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. MARRANE, jusques et y compris M. MOSTEFAI El-Hadi.

Tribunes : Depuis M. Marius MOUTET, jusques et y compris M. RESTAT.

II. — M. Michel Madelin demande à M. le Ministre de la Défense nationale :

1° quelles sont les consignes données aux troupes chargées de convoyer et de protéger le matériel militaire destiné ou non à l'Indochine ;

2° si ces consignes se sont avérées appliquées et applicables dans tous les cas (n° 136).

III. — M. Jules Olivier demande à M. le Ministre de la Défense nationale les raisons pour lesquelles les militaires originaires de la Réunion, département français, ne sont pas considérés comme faisant campagne à Madagascar au même titre que ceux de la métropole ou de l'Algérie (n° 137).

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate des propositions de résolution :

1° de Mme Devaud et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune d'Orly (Seine) sinistrée par la tornade du 20 mai 1950 ;

2° de M. Vanrullen et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que le maximum soit fait en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais, et plus spécialement du canton d'Houdain, qui ont eu à souffrir dans leur personne et dans leurs biens des ravages causés par cette calamité ;

3° de M. Naveau et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 23 mai dans le département du Nord.

(Nos 341, 350, 351 et 364, année 1950. — M. Soldani, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques, en vue de protéger la santé publique. (Nos 173 et 324, année 1950. —

M. Alfred Paget, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission du ravitaillement et des boissons. — M. Breton, rapporteur ; et n° 327, année 1950, avis de la Commission des affaires étrangères. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à augmenter le principal fictif de la contribution mobilière du département des Alpes-Maritimes. (Nos 277 et 382, année 1950. — M. Jules Valle, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application de l'acte dit « loi n° 1073 du 31 décembre 1942 », relatif à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux Etablissements français de l'Océanie. (Nos 275 et 348, année 1950. — M. Coupigny, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de M. Cozzano, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi stipulant que tout fonctionnaire appartenant à un cadre relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer qui, en cours de carrière, est reconnu inapte à servir outre-mer, provisoirement ou définitivement, sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, sera détaché ou intégré dans un cadre métropolitain homologue. (Nos 254 et 303, année 1950. — M. Cozzano, rapporteur.)

7. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Michel Debré, relative à une politique du logement ; 2° de MM. Brizard et Rochereau, tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la reconstruction et à la construction d'immeubles neufs une beaucoup plus large part des fonds provenant de l'aide Marshall. (Nos 820, année 1949, 191 et 273, année 1950. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, rapporteur.)

8. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Michel Debré, tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi ; 2° de M. Georges Pernot, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de

scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi ; 3° de M. Marcilhacy, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi ; 4° de MM. Jean Maroger et René Coty, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne le scrutin public à la tribune. (Nos 80, 179, 189, 190, 239 et 299, année 1950. — M. Michel Debré, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 6 Juin 1950.

N° 370. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle.

N° 376. — Proposition de résolution de M. Voyant tendant à indemniser les victimes de l'orage de grêle survenu dans le département du Rhône.

N° 380. — Proposition de résolution de M. Méric tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle survenus dans la Haute-Garonne.

*N° 382. — Rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi tendant à augmenter le principal fictif de la contribution mobilière des Alpes-Maritimes.

N° 386. — Projet de loi instituant une majoration familiale à la suite de l'attribution d'une prime exceptionnelle sur les salaires.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 5 juin 1950

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 6 Juin 1950.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 14 h. 30, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45 et 15 heures, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON
N° 47

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 8 Juin 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Lamousse expose à M. le Ministre d'Etat, chargé de l'Information, que les dispositions du décret n° 50-448 du 13 avril 1950 modifiant les dispositions en vigueur, instituant en fait un système de censure à la discrétion absolue du Gouvernement, système qui risque de décourager les initiatives artistiques les plus

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. RÉVEILLAUD, jusques et y compris M. SÉNÉ.

Tribunes : Depuis M. SERRURE, jusques et y compris M. Robert AUBÉ.

authentiques, de réduire le cinéma français à un formalisme officiel et vide, et par là, de nuire à sa valeur, à son prestige et à son rayonnement dans le monde ;

et lui demande quelles ont été les intentions du Gouvernement :

1° en modifiant la composition de la Commission de contrôle des films ;

2° en étendant aux exploitants, à propos des films interdits aux mineurs de moins de 16 ans, les pénalités prévues par l'article 3 de l'ordonnance du 3 juillet 1945.

2. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

Mme Eboué demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques quelles dispositions il entend prendre pour régler d'urgence le régime fiscal dans les quatre nouveaux départements.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à imposer au même titre que les salariés les tisseurs à domicile entrant dans le cadre de l'article 33 du Code du travail. (N° 367, année 1950. — M. , rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre et aux orphelins de guerre. (N°s 369 et 397, année 1950. — M. Tharradin, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle. (N°s 279 et 370, année 1950. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 8 Juin 1950.

N° 362. — Proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à venir en aide aux populations du Haut-Doubs victimes de la grêle.

N° 363. — Proposition de résolution de M. Delalande relative aux sociétés de crédit différé.

N° 377. — Avis de M. Réveillaud sur la proposition de résolution tendant à revenir à la domiciliation communale pour les dépenses d'assistance.

N° 383. — Rapport de M. Canivez sur la proposition de résolution tendant à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité la rend nécessaire.

N° 384. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Justice).

N° 385. — Rapport de M. Robert Aubé sur la proposition de loi relative à l'abrogation du décret relatif à l'expropriation des propriétés nécessaires aux travaux militaires.

N° 392. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (exposé d'ensemble).

N° 396. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 8 Juin 1950.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 heures, local n° 207.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 heures, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 48

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 9 Juin 1950.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950. — Défense nationale : Section commune, Section Guerre. (N[os] 313, 392 et 393, année 1950. — M. Pierre Boudet, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. AUBERGER, jusques et y compris M. BOISROND.

Tribunes : Depuis M. BOIVIN-CHAMPEAUX, jusques et y compris M. CORNU.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 9 Juin 1950.

N° 388. — Proposition de résolution de M. Mamadou Dia, tendant à prendre les mesures afin qu'un retour à la liberté du marché des arachides ne soit pas préjudiciable au producteur africain.

N° 393. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Section Guerre).

N° 401. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique.

N° 402. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à déclarer applicables dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle les textes relatifs à la représentation devant les justices de paix.

N° 403. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier, dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 9 Juin 1950.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 49

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 13 Juin 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Hoeffel demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, pour quelle raison, sur la route nationale n° 34, de Strasbourg à Paris, les bornes kilométriques ainsi que les bornes hectométriques instituées en pierre de taille, en granit, ont été remplacées par des pierres artificielles en ciment, sur le trajet de Strasbourg à Saverne ;

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. COUINAUD, jusques et y compris M. André DIETHELM.

Tribunes : Depuis M. Ousmane Socé DIOP, jusques et y compris M. GIAUQUE.

à quelle somme s'est élevée cette dépense inutile qui aurait pu s'employer pour la reconstruction de ponts provisoires qui attendent leur remplacement ;

quelle nouvelle affectation sera donnée à ces bornes inutilisées (n° 139).

II. — M. Bertaud demande à M. le Président du Conseil dans quelles conditions, quand et comment seront réglés les entreprises et fournisseurs travaillant ou ayant travaillé pour le compte de l'Etat ou de sociétés nationalisées ou à économie mixtes qu'il contrôle et dont les factures reviennent impayées pour manque de crédits (n° 140). *(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques.)*

III. — M. Bertaud demande à M. le Ministre de l'Intérieur quelles dispositions il entend prendre pour éviter le noyautage de la police par des éléments soumis aux directives d'un parti politique connu pour prendre ses mots d'ordre à l'étranger et dont toutes les activités sont dirigées actuellement contre la défense nationale (n° 141).

IV. — M. Patient expose à M. le Ministre de l'Education nationale que la décision prise par ses services de faire expédier à Bordeaux, aux fins de correction, les épreuves de l'examen du baccalauréat subi en Guyane, cause un préjudice grave aux étudiants de ce département ;

que l'envoi des copies, leur correction et leur retour exigeant des délais assez importants, les candidats admis risquent de ne pouvoir rentrer en France à temps pour leurs inscriptions aux différentes Facultés ;

et demande les raisons qui ont motivé pareille décision contraire tant à la tradition qu'à l'intérêt bien compris des candidats guyanais (n° 142).

2. — **Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement**

pour l'exercice 1950. — Défense nationale : Section Marine; Budget annexe des constructions et armes navales. (Nos 313, 394 et 395, année 1950. — M. Courrière, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945 relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, modifiée en dernier lieu par la loi n° 48-1279 du 17 août 1948. (Nos 375 et 387, année 1950. — M. Léo Hamon, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 13 Juin 1950.

N° 356. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à exonérer du versement des cotisations d'allocations familiales les travailleurs indépendants âgés de plus de 65 ans.

*N° 387. — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de loi modifiant l'ordonnance relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine.

*N° 394. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Section Marine).

*N° 395. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Constructions et armes navales).

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. le Sénateurs le 12 juin 1950.

N° 398. — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Fabrications d'armement).

N° 399. — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Essences et poudres).

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 13 Juin 1950.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 14 h. 30, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 50.

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 15 Juin 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'abrogation pour le temps de paix du décret du 30 octobre 1935, relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires, et du décret pris à la même date relatif aux servitudes à imposer aux propriétés pour l'établissement des terrains destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air. (N[os] 245 et 385, année 1950. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. GILBERT JULES, jusques et y compris M. Louis IGNACIO-PINTO.

Tribunes : Depuis M. JACQUES-DESTRÉE, jusques et y compris M. MANENT.

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950. — Budgets annexes des Fabrications d'armement, des Essences et des Poudres. (Nos 313, 398 et 399, année 1950. — M. Alric, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Justice). (Nos 384 et 415, année 1950. — M. Emilien Lieutaud rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, établissant le statut des déportés du travail. (Nos 340 et 378, année 1950. — M. Auberger, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à établir le statut du réfractaire. (Nos 339 et 379, année 1950. — M. Michel Yver, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 15 Juin 1950.

No 405. — Rapport de M. Léger sur la proposition de loi instituant, dans les services de la Trésorerie générale, des cadres permanents de fonctionnaires.

No 406. — Proposition de résolution de M. Brettes tendant à la création de la Caisse nationale des calamités agricoles.

No 407. — Proposition de résolution de M. Jean Geoffroy tendant à rendre obligatoire l'organisation de la défense contre la grêle dans certaines communes.

Feuilleton N° 50
du Jeudi 15 Juin 1950.

ERRATUM

Au rapport (n° 412) de M. André DIETHELM *sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au développement des* **crédits** *affectés aux* **dépenses militaires** *de* **fonctionnement** *et d'***investissement** *pour l'***exercice 1950 (France d'Outre-Mer. — II. - Dépenses militaires).**

Page 8, 4e ligne après le tableau :

Au lieu de : « ... Indochine incluse ... »

Lire : « ... Indochine *excluse*... ».

---

*N° 408. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Travail et Sécurité sociale).

N° 409. — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 381 et 386 du Code pénal.

N° 411. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre aux femmes fonctionnaires le travail à mi-temps.

N° 412. — Rapport de M. André Diethelm sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (France d'Outre-Mer).

**N° 415. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Justice).

N° 421. — Projet de loi tendant à la ratification de l'accord de payements et de compensations entre les pays européens pour 1949-1950.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 13 juin 1950.

**NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et de MM. les Sénateurs le 14 juin 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 15 Juin 1950.

COMMISSION des finances, à 10 heures et 15 heures, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 51

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 16 Juin 1950.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à établir le statut du réfractaire. (N[os] 339 et 379, année 1950. — M. Michel Yver, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. MARCHANT, jusques et y compris M. de MONTALEMBERT.

Tribunes : Depuis M. LAILLET de MONTULLÉ, jusques et y compris M. RANDRIA.

2. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Michel Debré, tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi ; 2° de M. Georges Pernot, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi ; 3° de M. Marcilhacy, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi ; 4° de MM. Jean Maroger et René Coty, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne le scrutin public à la tribune. (Nos 80, 179, 189, 190, 239 et 299, année 1950. — M. Michel Debré, rapporteur.)

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (France d'Outre-Mer : Dépenses militaires). (Nos 313 et 412, année 1950. — M. André Diethelm, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Santé publique et Population). (Nos 416 et 417, année 1950. — M. Landry rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 16 Juin 1950.

*N° 404. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Services des Travaux publics).

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 15 juin 1950.

*N° 413. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Marine marchande).

N° 416. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Santé publique).

N° 417. — Rapport de M. Landry sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Santé publique).

N° 431. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interdire toute réduction de crédit sur le budget de l'Education nationale.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 15 juin 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 16 Juin 1950.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 52

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 20 Juin 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Hoeffel demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, pour quelle raison, sur la route nationale n° 34, de Strasbourg à Paris, les bornes kilométriques ainsi que les bornes hectométriques instituées en pierre de taille,

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. RAZAC, jusques et y compris M. François SCHLEITER.

Tribunes : Depuis M. SCHWARTZ, jusques et y compris M. Louis ANDRÉ.

en granit, ont été remplacées par des pierres artificielles en ciment, sur le trajet de Strasbourg à Saverne ;

à quelle somme s'est élevée cette dépense inutile qui aurait pu s'employer pour la reconstruction de ponts provisoires qui attendent leur remplacement ;

quelle nouvelle affectation sera donnée à ces bornes inutilisées (n° 139).

II. — M. Héline rappelle à M. le Ministre de l'Education nationale la réglementation actuellement en vigueur dans les musées et monuments nationaux qui oblige les visiteurs au dépôt des appareils photographiques à l'entrée ;

— signale les inconvénients du dépôt d'appareils souvent fort coûteux au vestiaire ;

— signale également que la fraude est particulièrement facile pour les appareils modernes à petit format ;

— que, d'autre part, cette interdiction de pénétrer à l'intérieur des musées et monuments nationaux avec un appareil photographique ne peut se justifier par une concurrence possible avec les photographes professionnels ;

— signale enfin que cette obligation de dépôt déplaît à beaucoup de touristes étrangers ;

— et demande s'il ne pourrait envisager de modifier la réglementation en vigueur (n° 144).

2. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Jules Pouget demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme quelle politique du tourisme le Gouvernement entend-il poursuivre et quels sont, en particulier :

1° les moyens administratifs et matériels mis à sa disposition, en précisant, notamment, les attributions exactes du Commissariat général et du Centre national du tourisme ;

2° les cónceptions, le coût et les résultats de la propagande à l'extérieur et à l'intérieur ;

3° la part attribuée aux collectivités et aux industries touristiques dans le plan de modernisation et d'équipement ;

4° les moyens d'équilibrer les exploitations touristiques municipales et privées en raison de leur caractère spécial ;

5° la situation actuelle et les perspectives du « tourisme social » et l'équipement correspondant (aménagement des villages abandonnés, logis, camping, colonies de vacances) ;

6° la politique de propagande et d'accueil du « tourisme réceptif », l'utilisation et le financement des syndicats d'initiative ;

7° l'étalement des congés, l'allongement des saisons en vue d'un meilleur rendement pour les exploitants et leur meilleure utilisation pour les usagers ;

et quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour attirer les étrangers, développer la politique de l'accueil (services de renseignements, tenue et correction dans les contrôles douaniers et tous les services publics), faire respecter les contrats et agréments du séjour, coordonner les itinéraires et améliorer la circulation routière.

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Saller demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer quelles dispositions il compte prendre pour instaurer outre-mer une politique économique qui réponde à la fois :

— à l'obligation de développement économique définie par la loi du 30 avril 1946 ;

— à la nécessité, soulignée par le Ministre lui-même dans sa conférence de presse du 15 mai, de baser les échanges commerciaux sur un système de préférence mutuelle métropole-outre-mer ;

— à la volonté d'observer les engagements internationaux de la France.

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 381 et 386 du Code pénal. (Nos 336 et 409, année 1950. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

5. — Suite de la discussion des propositions de résolution :

1° De MM. de Bardonnèche, Aubert, Marius Moutet, Pic, Jean Geoffroy et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations des départements des Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Drôme et Vaucluse, victimes des calamités publiques, par suite du gel qui s'est produit dans la nuit du 27 au 28 avril 1950 ;

2° De Mme Devaud, MM. Pierre de Gaulle, Bernard Lafay, le Général Corniglion-Molinier, Jacques-Destrée, Henry Torrès, Jean Bertaud et Jacques Debû-Bridel, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune d'Orly (Seine), sinistrée par la tornade du 20 mai 1950 ;

3° De MM. Vanrullen, Durieux, Chochoy et des membres du groupe socialiste, tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que le maximum soit fait en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais, et plus spécialement du canton d'Houdain, qui ont eu à souffrir dans leur personne et dans leurs biens, des ravages causés par cette calamité ;

4° De MM. Naveau, Canivez, Denvers et des membres du groupe socialiste, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 23 mai dans le département du Nord ;

5° De MM. Georges Pernot et Tharradin, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du Haut-Doubs, victimes de l'orage de grêle du 23 mai 1950 ;

6° De MM. Courrière, Emile Roux et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes de la tornade et des orages de grêle qui ont eu lieu le 23 mai dans le département de l'Aude ;

7° De MM. Marcel Lemaire et Menu, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour venir en aide aux viticulteurs et cultivateurs du département de la Marne, sinistrés par les orages du 21 mai 1950 ;

8° De M. Voyant, tendant inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 26 mai 1950 dans le département du Rhône ;

9° De MM. Méric, Hauriou, Pierre Marty et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 17 mai 1950 dans le département de la Haute-Garonne.

(Nos 260, 341, 350, 351, 362, 364, 368, 371, 376, 380, 389 et 428, année 1950. — M. Soldani, rapporteur.)

(Discussion immédiate ordonnée.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et la République de Saint-Marin tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation sanmarinaise sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 12 juillet 1949. (Nos 330 et 435, année 1950. — M. Tharradin, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 12 novembre 1949 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg. (Nos 331 et 434, année 1950. — M. Tharradin, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 20 Juin 1950.

N° 414. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi modifiant l'article 11 de la loi accordant des indemnités aux courtiers d'assurances.

N° 418. — Rapport de M. de Félice sur le projet de loi instituant une aide financière au profit de certains locataires pour couvrir certaines dépenses de déménagement.

N° 419. — Rapport de M. Marc Rucart sur le projet de loi rendant applicable au Togo et dans certains territoires d'Outre-Mer l'ordonnance réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires.

N° 422. — Proposition de loi de M. Mostefaï El-Hadi portant création des communes rurales en Algérie.

*N° 428. — 2e rapport supplémentaire de M. Soldani sur les propositions de résolution relatives à certaines calamités publiques.

N° 429. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi portant création de postes de magistrats dans certains tribunaux du ressort de la Cour d'appel d'Alger.

N° 430. — Rapport de M. Kalb sur la proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi relative aux membres des familles ayant régné en France.

N° 432. — Rapport de M. Saint-Cyr sur la proposition de loi tendant à compléter la loi sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole.

*** NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 19 juin 1950.**

N° 433. — Rapport de M. Bousch sur le projet de loi portant dissolution du commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux.

*N° 434. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg.

*N° 435. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la République de Saint-Marin relative à la sécurité sociale.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 19 juin 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 20 Juin 1950.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 heures et 16 heures, local n° 215.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 53

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 22 Juin 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, instituant, dans les services de la Trésorerie générale et des trésoreries des Invalides de la marine, des cadres permanents de fonctionnaires. (N[os] 246 et 405, année 1950. — M. Léger, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. ARMENGAUD, jusques et y compris M. Jean BERTHOIN.

Tribunes : Depuis M. BIATARANA, jusques et y compris M. Henri CORDIER.

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Section Air ; Budget annexe des constructions aéronautiques). (Nos 313 et 423, année 1950. — M. Pellenc, rapporteur.)

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. de Maupeou expose à M. le Ministre de l'Education nationale que le chiffre de la population scolaire fréquentant actuellement les établissements d'enseignement privé primaires, secondaires, supérieurs et techniques, atteint près de deux millions d'élèves;

que les parents ont le droit de confier l'instruction et l'éducation de leurs enfants aux établissements de leur choix et que toutes les familles et tous les enfants de France doivent, en simple justice, être traités sur un pied de stricte égalité, sans distinction de race, de religion, d'opinion ou de fortune ;

que les établissements d'enseignement privé, dont l'existence constitue, pour le pays tout entier, la meilleure garantie d'une véritable liberté scolaire, voient cette existence même sérieusement menacée du fait qu'on ne peut raisonnablement attendre — et moins que jamais dans la conjoncture actuelle — qu'ils soient financés par les familles qui leur confient leurs enfants ;

lui fait observer, d'autre part, que si l'enseignement privé venait à disparaître, la carence de bâtiments et de personnel dont souffre déjà cruellement l'enseignement public interdirait à l'Etat de prendre en charge ces deux millions d'élèves supplémentaires ;

et lui demande, en conséquence, ce que compte faire le Gouvernement pour aider ces familles et ces deux millions de jeunes Français, ainsi que pour assurer à leurs maîtres des traitements convenables.

4. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Méric expose à M. le Président du Conseil qu'en présence du rétablissement partiel et grandissant de la libéralisation des

échanges réclamé par l'O.E.C.E., l'industrie française renforce ses ententes pour faire face à la concurrence étrangère ;

que l'entente industrielle ayant pour but d'assurer les partages des marchés entre les groupes d'entreprises en attribuant à chacune d'elles un contingent de vente, de fixer en commun les prix minima que chaque entreprise doit respecter, d'organiser un système d'entr'aide pour les entreprises défavorisées, il s'en suit que nous assistons à l'organisation d'un dirigisme privé qui risque de compromettre dangereusement les intérêts du monde du travail, de l'artisanat et de l'agriculture ;

en conséquence, demande à M. le Président du Conseil quelles mesures compte prendre le Gouvernement :

— pour permettre au secteur de production que représente l'artisanat de s'intégrer dans les plans généraux d'organisation de l'économie et pour éviter l'étouffement de la production artisanale ;

— pour défendre les consommateurs, les travailleurs et les agriculteurs contre les méfaits du nouveau dirigisme privé né des ententes industrielles ;

— pour établir sur le plan international, avec les nations membres de l'O. E. C. E., une législation internationale avant que ne soit poursuivie plus avant la libéralisation des échanges.

(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant une aide financière au profit de certains locataires ou occupants, en vue de leur permettre de couvrir certaines dépenses de déménagement et de réinstallation. (N^os^ 333, année 1949, 314 et 418, année 1950. — M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. , rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à l'abrogation de la loi du 22 juin 1886 relative aux membres des familles ayant régné en France. (N^os^ 345 et 430, année 1950. — M. Kalb, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification de l'article premier de l'acte dit loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance et constatation de la nullité de l'acte dit loi du 18 décembre 1941. (Nos 237 et 319 année 1950. — Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur; et n° , année 1950, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Saint-Cyr, rapporteur; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Marcel Molle, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant dissolution du commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux. (Nos 238 et 433, année 1950. — M. Bousch, rapporteur.)

ERRATUM

Au rapport (n° 434) de M. THARRADIN *sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *autorisant le Président de la République à ratifier les* **accords** *relatifs à la* **Sécurité sociale** *intervenus le 12 novembre 1949 entre la* **France** *et le Grand-Duché de* **Luxembourg.**

Article unique.

Compléter le texte par la phrase suivante :

« Un exemplaire de ces accords sera annexé à la présente loi. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 22 Juin 1950.

N° 420. — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à proposer la remise à l'O.N.U. du stock mondial des bombes atomiques.

*N° 423. — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Section Air. — Budget des constructions aéronautiques).

N° 424. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Examen des articles).

**N° 426. — Projet de loi relatif au développement des services civils (Reconstruction et urbanisme).

N° 436. — Proposition de résolution de M. Bouquerel tendant à abroger le décret concernant la fixation du prix du blé.

N° 438. — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Agriculture).

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 21 juin 1950.

**NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 20 juin 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 22 Juin 1950.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 15, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

FEUILLETON

N° 54

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 27 Juin 1950.

A DIX HEURES

PREMIÈRE SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Reconstruction et Urbanisme). (N[os] 426 et 450, année 1950. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] **Étage :** Depuis M. le Général CORNIGLION-MOLINIER, jusques et y compris M. Paul-Emile DESCOMPS.

Tribunes : Depuis M. Mamadou DIA, jusques et y compris M. Jean GEOFFROY.

A QUINZE HEURES

DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Patient expose à M. le Ministre de l'Education nationale que la décision prise par ses services de faire expédier à Bordeaux, aux fins de correction, les épreuves de l'examen du baccalauréat subi en Guyane, cause un préjudice grave aux étudiants de ce département ;

que l'envoi des copies, leur correction et leur retour exigeant des délais assez importants, les candidats admis risquent de ne pouvoir rentrer en France à temps pour leurs inscriptions aux différentes Facultés ;

et demande les raisons qui ont motivé pareille décision contraire tant à la tradition qu'à l'intérêt bien compris des candidats guyanais (n° 142).

II. — M. Jacques Debû-Bridel demande à M. le Ministre de l'Education nationale s'il a obtenu du Ministère des Finances les mesures d'allègement fiscal indispensables au sujet des taxes grevant les divers salons artistiques ;

et lui signale en particulier que la restitution du Grand-Palais pour les salons des cinq sociétés d'artistes français ne sera qu'une mesure illusoire si l'on maintient les impôts accablants qui sont prévus, à savoir une taxe de 14,50 0/0 à titre d'impôt sur les spectacles, qui vient s'ajouter au versement de 10 0/0 de la recette brute aux Domaines, en contre-partie de la concession du Grand-Palais (n° 145).

III. — M. Jacques Debû-Bridel attire l'attention de M. le Ministre de l'Education nationale sur la situation faite durant les mois de vacances aux étudiants demeurant à la Cité universitaire, auxquels il est demandé un tarif égal à celui en vigueur pour les

ERRATUM

Au rapport (nº 391) *de* M. Marcel MOLLE, *sur le projet de loi*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif aux* **établissements privés recevant** *des* **mineurs atteints** *de* **déficience** *physique ou psychique, de troubles de caractère ou de comportement,* **délinquants** *ou* **en danger.**

Page 9, tableau comparatif, article 2, première ligne du texte proposé par la Commission :

Au lieu de : « (devient alinéa 2) ».

lire : « (devient alinéa *3*) ».

étrangers accueillis en été par la Cité, alors que de nombreux étudiants doivent rester à Paris en raison de leurs examens, concours, etc. ;

et demande s'il ne serait pas possible d'intervenir d'urgence auprès du Conseil d'administration de la Cité universitaire pour que les étudiants continuent, pendant les mois d'été, à bénéficier du même tarif que pendant les mois scolaires (n° 146).

IV. — M. Marcel Plaisant demande à M. le Ministre de l'Agriculture, après avoir pris connaissance des statistiques émanant du Gouvernement espagnol pour l'année 1949 et qui révèlent une exportation hors de ce pays d'une quantité de 49.143 hectolitres d'un breuvage dénommé « cognac », alors que pour la même année l'exportation de cognac de la France s'élève à 61.700 hectolitres ;

quelles mesures il compte prendre pour inviter le Gouvernement espagnol à respecter l'arrangement international de Madrid du 14 avril 1891, revisé à Londres le 2 juin 1934, concernant la répression des fausses indications de provenance et la protection des appellations d'origine, dont l'Espagne fut et demeure l'un des premiers signataires, et qui stipule à son article 4 que les appellations générales de provenance des produits vinicoles ne prendront jamais un caractère générique (n° 147).

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Articles du projet de loi). (N^os^ 313 et 424, année 1950. — M. Pierre Boudet, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger. (N^os^ 171 et 391, année 1950. — M. Marcel Molle, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Marcilhacy, rapporteur ; et n° 449, année 1950, avis de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. Charles Morel, rapporteur,)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Agriculture). (Nos 357 et 438, année 1950. — M. de Montalembert, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre applicables au Togo et dans les territoires d'Outre-Mer autres que l'Indochine, l'Afrique Occidentale Française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945, réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers. (Nos 276 et 419, année 1950. — M. Marc Rucart, rapporteur.)

ERRATA

Au rapport (n° 438) de M. de MONTALEMBERT *sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux dépenses de fonctionnement des* **services civils** *pour l'***exercice 1950 (Agriculture).**

1° Page 5, dernier alinéa, 2e et 3e lignes :

Lire : « La faiblesse de nos rendements *moyens*, la cherté de nos prix *de revient* ont fait obstacle... »

2° Page 6, 6e alinéa, *in fine :*

Lire : « ... la persuasion — *que nous préconisons* — ou la contrainte — *que nous réprouvons* ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 27 Juin 1950.

N° 259. — Rapport d'information de M. Dronne sur la mission d'enquête à Madagascar et en côte française des Somalis effectuée par une délégation de la commission de la Franée d'Outre-Mer.

*N° 391. — Rapport de M. Marcel Molle sur le projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences.

N° 425. — Proposition de résolution de M. Cornu concernant le payement des émoluments aux secrétaires des Conseils de Prud'hommes.

N° 437. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution tendant à favoriser la diffusion de la pensée française.

N° 441. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (II. — Affaires économiques).

N° 444. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (I. — Finances).

**N° 448. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 6 de l'ordonnance relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme.

N° 449. — Avis de M. Charles Morel sur le projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences.

*N° 450. — Rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Reconstruction et Urbanisme).

N° 452. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936.

N° 458. — Projet de loi rendant applicable dans les Territoires d'Outre-Mer la loi concernant la répression des infractions à la Convention internationale relative à la protection des câbles sous-marins.

N° 459. — Projet de loi modifiant à titre provisoire la loi portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte.

N° 460. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à refuser l'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne autorisant la révision des baux à ferme en Algérie.

N° 461. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier en ce qui concerne les stations uvales les dispositions de l'acte dit loi relative au régime des stations classées.

N° 470. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 26 juin 1950.

**NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 22 juin 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 27 Juin 1950.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la production industrielle, à 15 heures, local n° 274.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 9 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLÉTON

N° 55

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 29 Juin 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Dépôt du rapport de la Cour des Comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées en 1948 et 1949.

2. — Discussion éventuelle du projet de loi tendant à majorer le pourcentage des crédits mis à la disposition des Ministres pour les dépenses de fonctionnement de l'exercice 1950.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage :Depuis M. GIACOMONI, jusques et y compris M. HOEFFEL.

Tribunes : Depuis M. HOUCKE, jusques et y compris M. MALECOT.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 29 Juin 1950.

N° 365. — Proposition de loi de M. Georges Maurice relative aux communications du texte officiel des émissions de la radiodiffusion française mettant des tiers en cause.

N° 442. — Rapport de M. Kalb sur la proposition de loi tendant à déclarer applicables dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle certains textes relatifs à la représentation devant les justices de paix.

N° 443. — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur la proposition de loi portant ouverture de crédit pour l'exposition internationale du sceau et du blason.

N° 454. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à réprimer certaines atteintes à la liberté du commerce.

N° 455. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Service des Affaires étrangères).

N° 456. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Aviation civile et commerciale).

N° 465. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Marine marchande).

N° 472. — Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance relative à la nullité des actes de spolation accomplis par l'ennemi.

N° 473. — Projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands.

N° 474. — Projet de loi tendant à la ratification de la convention concernant l'Inspection du travail dans l'industrie et le commerce.

N° 475. — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse.

N° 476. — Projet de loi tendant à ratifier la convention internationale du Travail concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 29 Juin 1950.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45 et 14 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 16 heures, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

ANNEXE AU FEUILLETON N° 55

Du 29 Juin 1950

(2e annexe)

ROLE GÉNÉRAL DES PÉTITIONS

Nos 43 à 57. — *Du 1er Mars 1950 au 27 Juin 1950.*

(Art. 92 à 94 du Règlement du Conseil de la République.)

43. *M. Hippolyte GRANÈS*, 1, rue Mayet, Paris (6e), se plaint de l'organisation de la sécurité sociale.

44. *Mme Georgette CRAMON*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine) demande sa libération.

45. *Mme Marie-Antoinette LAURENÇON*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine) demande sa libération.

46. *Mme Lucie PESTRE*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

47. *Mme Marguerite JONLET*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

48. *Mme Marie-Louise BOILEAU*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

49. *Mme Georgette PELLETIER*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

50. *Mme Germaine LEVAVASSEUR*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

51. *Mlle Sylvine PINAULT*, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

52. *M. Ferdinand GAVEAU*, Lanthenay (Les Aubiers), près Romorantin (Loir-et-Cher), se plaint d'une réquisition illégale de voiture.

53. *M. Hippolyte GRANÈS*, 1, rue Mayet, Paris (6e), se plaint de l'appareillage fourni aux grands mutilés.

54. *M. Jean LEMMI*, 265, Vallon de l'Oriol, Marseille (Bouches-du-Rhône), se plaint de la non-application des règlements par la Faculté de médecine de Marseille.

55. *M. Joseph TARI*, 32, rue de la Guillotière, faubourg Boulanger, Oran (Algérie), demande sa réintégration dans les services de surveillance pénitentiaire.

56. *M. Adolphe LABAT*, 30, rue Victor-Hugo, La Seyne (Var), demande une pension de retraite proportionnelle comme ancien juge de paix.

57. *M. ADOUAM MISSOUM*, à Tobar, chez Cherifi Mbamal, Ammi-Moussa (Oran), demande une pension de retraite proportionnelle à titre militaire.

PÉTITIONS

examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions

---

Pétition n° 43

du 1er avril 1950.

M. Hippolyte GRANÈS, 1, rue Mayet, Paris (6e), se plaint de l'organisation de la sécurité sociale.

M. René Schwartz, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de la Commission du travail et de la sécurité sociale.

(Renvoi à la Commission du travail et de la sécurité sociale.)

Pétition n° 44

du 3 mai 1950.

Mme Georgette CRAMON, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

M. René Schwartz, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission, considérant que la requête ne constitue pas une pétition, transmet à M. le Ministre de la Justice à toutes fins utiles.

Pétition nº 45

du 3 mai 1950.

Mme Marie-Antoinette LAURENÇON, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission, considérant que la requête ne constitue pas une pétition, transmet à M. le Ministre de la Justice à toutes fins utiles.

Pétition nº 46

du 3 mai 1950.

Mme Lucie PESTRE, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission, considérant que la requête ne constitue pas une pétition, transmet à M. le Ministre de la Justice à toutes fins utiles.

Pétition nº 47

du 3 mai 1950.

Mme Marguerite JONLET, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

M. René Schwartz, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission, considérant que la requête ne constitue pas une pétition, transmet à M. le Ministre de la Justice à toutes fins utiles.

Pétition n° 48

du 3 mai 1950.

Mme Marie-Louise BOILEAU, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

M. René Schwartz, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission, considérant que la requête ne constitue pas une pétition, transmet à M. le Ministre de la Justice à toutes fins utiles.

Pétition n° 49

du 3 mai 1950.

Mme Georgette PELLETIER, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission, considérant que la requête ne constitue pas une pétition, transmet à M. le Ministre de la Justice à toutes fins utiles.

Pétition n° 50

du 3 mai 1950.

Mme Germaine LEVAVASSEUR, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

M. René Schwartz, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission, considérant que la requête ne constitue pas une pétition, transmet à M. le Ministre de la Justice à toutes fins utiles.

Pétition n° 51

du 3 mai 1950.

Mlle Sylvine PINAULT, maison centrale de Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission, considérant que la requête ne constitue pas une pétition, transmet à M. le Ministre de la Justice à toutes fins utiles.

Pétition n° 52

du 3 mai 1950.

M. Ferdinand GAVEAU, Lanthenay (Les Aubiers), près Romorantin (Loir-et-Cher), se plaint d'une réquisition illégale de voiture.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, en lui demandant un examen très attentif de cette affaire.

(Renvoi au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.)

Pétition n° 53

du 8 mai 1950.

M. Hippolyte GRANÈS, 1, rue Mayet, Paris (6e), se plaint de l'appareillage fourni aux grands mutilés.

M. Geoffroy de Montalembert, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de la Commission des pensions.

(Renvoi à la Commission des pensions.)

Pétition n° 54

du 10 mai 1950.

M. Jean LEMMI, 265, vallon de l'Oriol, Marseille (Bouches-du-Rhône), se plaint de la non-application des règlements par la Faculté de médecine de Marseille.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Santé publique et de la Population.

(Renvoi au Ministre de la Santé publique et de la Population.)

Pétition n° 55

du 12 mai 1950

M. Joseph TARI, 32, rue de la Guillotière, faubourg Boulanger, Oran (Algérie), demande sa réintégration dans les services de surveillance pénitentiaire.

M. René Schwartz, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 56

du 12 juin 1950.

M. Adolphe LABAT, 30, rue Victor-Hugo, La Seyne (Var), demande une pension de retraite proportionnelle comme ancien juge de paix.

M. René Schwartz, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

RÉPONSES DES MINISTRES

Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).

Pétition n° 27.

Les « Chauffeurs Routiers », 7, rue de l'Isly, Paris (8e), demandent à représenter la profession.

Cette pétition a été renvoyée, le 9 mars 1950, sur le rapport de M. Geoffroy de Montalembert, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

Réponse de M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

Paris, le 10 juin 1950.

Monsieur le Président,

Par lettre du 8 mai 1950, vous avez bien voulu m'adresser au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, du Conseil de la République, le dossier d'une pétition formulée par la Fédération nationale des Chauffeurs routiers poids lourds et assimilés, 7, rue de l'Isly, à Paris (8e), qui demandait à être considérée comme association représentative. Cette pétition est classée au rôle général des pétitions sous le n° 27.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que par décision ministé-

rielle, en date du 23 octobre 1949, le caractère représentatif a été conféré à la Fédération nationale des Chauffeurs routiers poids lourds et assimilés, dont le siège est à Paris, 7, rue de l'Isly.

Satisfaction a donc été donnée à la demande.

Ci-joint, en retour, le dossier communiqué.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre
des Travaux publics, des Transports et du Tourisme,
Le Chef du Cabinet,
Signé : Illisible.

Pétition n° 34.

M. Christian BERNUIT, Le Bosc-le-Comte, Bernay (Eure), demande une exemption du service militaire.

Cette pétition a été renvoyée, le 9 mars 1950, sur le rapport de M. Geoffroy de Montalembert, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre de la Défense nationale.

Réponse de M. le Ministre de la Défense nationale.

Paris, le 8 juin 1950.

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 8 mai dernier, vous avez bien voulu me transmettre la pétition de M. Christian Bernuit, classée au rôle général des pétitions, sous le n° 34 et par laquelle l'intéressé demande, en qualité de puîné d'une famille de huit enfants, à être dispensé de toute obligation militaire.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les fils puînés d'une famille comptant sept enfants vivants ou morts pour la France ou victimes d'un accident mortel du travail, dont aucun frère plus âgé n'a bénéficié d'une dispense de service au titre de fils aîné,

sont, à titre exceptionnel et sur leur demande, dispensés en 1950 de leurs obligations de service actif (loi du 14 mars 1950).

Il semble que M. Christian Bernuit se trouve dans les conditions requises pour bénéficier de cette disposition.

S'il est né entre le 1er novembre 1929 et le 30 avril 1930, il lui appartenait d'adresser avant le 12 avril 1950 à sa Direction régionale de recrutement sa demande de dispense accompagnée des pièces justificatives (D. 50-349 du 21 mars 1950).

S'il est né entre le 1er mai 1930 et le 30 novembre 1930 (le 31 décembre éventuellement), cette demande doit être adressée dans les mêmes conditions avant le 15 septembre 1950.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre et par délégation :
Le Directeur du Cabinet,
Signé : Maurice CRUCHON.

Pétition n° 40.

M. Guy GUÉRIN, IIe bataillon du génie, 2e compagnie, 2e section, caserne Lamarque, Libourne (Gironde), demande sa libération du service militaire comme soutien de famille.

Cette pétition a été renvoyée, le 9 mars 1950, sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre de la Défense nationale.

Réponse de M. le Ministre de la Défense Nationale :

Paris, le 8 Juin 1950.

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 8 mai dernier, vous avez bien voulu me transmettre la pétition adressée par M. Guérin Guy et classée au rôle général des pétitions sous le n° 40.

Le soldat Guérin Guy a demandé à être libéré du service militaire en raison de l'internement de son père à l'hôpital psychiâtrique de Lagord et des charges de famille qui incombent à sa mère du fait de cet internement.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'intéressé ne remplissant aucune des conditions énumérées à l'article 7 de la loi du 18 mars 1950 ne peut bénéficier d'une libération anticipée.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet :
Signé : Maurice CRUCHON.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 56

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 4 Juillet 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi du 8 juin 1949 sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole. (N[os] 308 et 432, année 1950. — M. Saint-Cyr, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Jean MALONGA, jusques et y compris M. Marcel MOLLE.

Tribunes : Depuis M. MONICHON, jusques et y compris M. RADIUS.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant création de postes de magistrats et de greffiers dans certains tribunaux de première instance du ressort de la Cour d'appel d'Alger. (Nos 333 et 429, année 1950. — M. Rogier, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 11 de la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la Sécurité sociale. (Nos 334 et 414, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Reconstruction et Urbanisme). (Nos 426 et 450, année 1950. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.)

5. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Articles du projet de loi). (Nos 313 et 424, année 1950. — M. Pierre Boudet, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger. (Nos 171 et 391, année 1950. — M. Marcel Molle, rapporteur ; et no , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Marcilhacy, rapporteur ; et no 449, année 1950, avis de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. Charles Morel, rapporteur,)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Agriculture). (Nos 357 et 438, année 1950. — M. de Montalembert, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre applicables au Togo et dans les Territoires d'Outre-Mer autres que l'Indochine, l'Afrique Occidentale Française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945, réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers. (Nos 276 et 419, année 1950. — M. Marc Rucart, rapporteur.)

ERRATUM

Au rapport (no 414) de M. ABEL-DURAND *sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *modifiant l'*article 11 *de la loi du 3 juillet 1947 accordant des* indemnités *aux* agents *et* courtiers d'assurances, *par suite du transfert de la gestion du risque* « accidents du travail » *aux organismes de la* Sécurité sociale.

Page 2, 2e alinéa (1re ligne), 6e alinéa (3e ligne), 7e alinéa (1re ligne), 9e alinéa (2e ligne), et page 3, 3e alinéa (2e ligne), 4e alinéa (2e ligne) :

Au lieu de : « ... article 2... »,

Lire : « ... article *11*... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 4 Juillet 1950.

N° 453. — Rapport de M. Aubert sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention franco-suisse relative à l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim.

N° 464. — Avis de M. Bousch sur la proposition de résolution tendant à instituer l'assurance obligatoire par une majoration du prix de l'essence.

N° 466. — Proposition de loi de M. Jean Bène tendant à compléter la loi sur les associations syndicales.

N° 467. — Rapport supplémentaire de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 381 et 386 du Code pénal.

N° 469. — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Finances).

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 4 Juillet 1950.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 57

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 13 Juillet 1950.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936. (N° 452, année 1950. — M. Vanrullen, rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux établissements privés recevant des mineurs

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. de RAINCOURT, jusques et y compris M. SARRIEN.

Tribunes : Depuis M. SATINEAU, jusques et y compris M. ABEL-DURAND.

atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger. (Nos 171 et 391, année 1950. — M. Marcel Molle, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Marcilhacy, rapporteur ; et n° 449, année 1950, avis de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. Charles Morel, rapporteur,).

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Mouvement Républicain Populaire a désigné :

M. Léo HAMON, pour remplacer, dans la Commission des affaires étrangères, M. Gatuing ;

M. GATUING, pour remplacer, dans la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, M. Léo Hamon.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATUM

Au rapport (n° 497) de M. PINTON *sur la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à étendre le* **bénéfice de la retraite** *prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux* **agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises.**

Page 7 : avant le dernier alinéa, ajouter l'alinéa suivant :

« *Comment pourrait se manifester ce concours ?* Ce n'est pas à nous qu'il appartient de formuler explicitement les moyens, pas plus que de déterminer les ressources nécessaires. Il nous est cependant apparu qu'un prélèvement de 0 fr. 10 ou de 0 fr. 15 sur les taxes qui frappent l'essence ou le gaz-oil suffirait à assurer la revalorisation et la péréquation des retraites de la C. A. M. R. Une contribution de cette nature aurait des *répercussions infimes*. Elle serait en tout cas beaucoup plus faible — et assurément plus logique — que celle demandée aux utilisateurs de carburants pour soutenir la fabrication de l'alcool et... ses producteurs. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 13 Juillet 1950.

N° 439. — Rapport de M. Pujol sur la proposition de résolution tendant à supprimer l'examen du baccalauréat.

N° 451. — Proposition de résolution de M. Nouhoum Sigué tendant à promouvoir l'enseignement de la langue mossi en Haute-Volta.

N° 477. — Proposition de résolution de M. Chatenay tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle du Maine-et-Loire.

N° 484. — Proposition de résolution de M. Restat tendant à indemniser les dégâts occasionnés par la sécheresse à la récolte de tabac 1949.

N° 485. — Proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle du Pas-de-Calais.

N° 489. — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Travail et sécurité sociale).

N° 490. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Service des Affaires étrangères).

N° 492. — Proposition de résolution de Mme Delabie tendant à venir en aide aux victimes des orages de grêle de la Somme.

N° 493. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer.

N° 495. — Proposition de loi de M. Gaston Monnerville tendant à la création de « vergers de raisins de table ».

N° 497. — Rapport de M. Pinton sur la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics de voyageurs.

N° 498. — Rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention pour la répression du crime de génocide.

N° 499. — Rapport de M. Rabouin sur la proposition de résolution tendant à restreindre le nombre des documents d'état-civil requis devant les administrations.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLÉTON

N° 58

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 18 Juillet 1950.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de Commissions générales.

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à déclarer applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle l'article 26 de la loi du 12 juillet 1905, à l'exception du deuxième alinéa, et les actes

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. ALRIC, jusques et y compris M. Georges BERNARD.

Tribunes : Depuis M. BERTAUD, jusques et y compris M. CLAPARÈDE.

dits lois du 26 juin 1941 et du 21 octobre 1941, relatifs à la représentation devant les justices de paix. (N^os^ 402 et 442, année 1950. — M. Kalb, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Agriculture). (N^os^ 357 et 438, année 1950. — M. de Montalembert, rapporteur.)

ERRATUM

Au projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à compléter l'article 14 et à modifier les articles 22 et 23 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la* **nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi** *ou sous son contrôle et édictant la* **restitution** *aux* **victimes** *de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition.*

Page 4, dernière ligne de l'article 2 du projet de loi :

Au lieu de : « ... article 815 du Code civil »,

Lire : « ... article *813* du Code civil ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 18 Juillet 1950.

N° 440.— Rapport d'information de Mme Crémieux et M. Romani sur la mission en Afrique Occidentale Française effectuée par une délégation de la Commission de la France d'Outre-Mer.

N° 471. — Proposition de résolution de M. Louis André tendant à amnistier les infractions à la législation des prix des produits laitiers.

N° 483. — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Aviation civile et commerciale).

N° 491. — Avis de M. Fouques-Duparc sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Aviation civile et commerciale).

N° 494. — Proposition de loi de M. René Depreux tendant à modifier la loi sur les dommages de guerre dans le cas de locaux de faible valeur à destination mixte.

N° 496. — Rapport de M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Service des Travaux publics, des Transports et du Tourisme).

N° 500. — Rapport de M. Pierre Vitter sur la proposition de loi tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON
N° 59

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 19 Juillet 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention franco-suisse du 4 juillet 1949 relative à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim. (N[os] 332 et 453, année 1950. — M. Aubert, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. CLAVIER, jusques et y compris M. DEMUSOIS.

Tribunes : Depuis M. DENVERS, jusques et y compris M. GATUING.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Finances et Affaires économiques : I. — Finances). (Nos 444 et 469, année 1950. — M. Pauly, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Affaires étrangères : I. — Service des Affaires étrangères.) (Nos 455 et 490, année 1950. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travail et sécurité sociale). (Nos 408 et 489, année 1950. — M. Minvielle, rapporteur.)

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 18 juillet 1950, le Conseil de la République a nommé :

M. Léo HAMON, membre de la Commission des affaires étrangères, en remplacement de M. Gatuing ;

M. GATUING, membre de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, en remplacement de M. Léo Hamon.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique a désigné :

M. Louis BRUNET pour remplacer, dans la Commission du ravitaillement et des boissons, M. Reynouard ;

M. REYNOUARD pour remplacer, dans la Commission du travail et de la sécurité sociale, M. Louis Brunet.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 19 Juillet 1950.

N° 503. — Avis de M. Lamarque sur le projet de loi tendant à ratifier la convention pour la répression du crime de génocide.

N° 504. — Proposition de résolution de M. Mostefaï El-Hadi tendant à instaurer dans les assemblées municipales en Algérie une représentation répondant aux principes proclamés par la Constitution.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 19 Juillet 1950.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 heures, local n° 214.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 h. 15, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 60

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 20 Juillet 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travail et sécurité sociale). (N[os] 408 et 489, année 1950. — M. Minvielle, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Pierre de GAULLE, jusques et y compris M. HAURIOU.

Tribunes : Depuis M. HÉBERT, jusques et y compris M. LOISON.

2. — Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations sur les opérations de l'année 1949.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises. (Nos 209 et 497, année 1950. — M. Pinton, rapporteur; et n° 512, année 1950, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Abel-Durand, rapporteur; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification des lois du 14 janvier 1933 et du 19 février 1908 sur les élections consulaires et suppression des chambres consultatives des arts et manufactures. (Nos 274 et 511, année 1950. — M. Henri Cordier, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre applicables au Togo et dans les Territoires d'Outre-Mer autres que l'Indochine, l'Afrique Occidentale Française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945, réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers. (Nos 276 et 419, année 1950. — M. Marc Rucart, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant ouverture d'un crédit de quatre millions pour l'organisation d'une exposition internationale du sceau et du blason, à l'occasion du premier Congrès international d'archives et du centenaire de l'atelier de moulage de sceaux des archives nationales. (Nos 335 et 443, année 1950. — M. Jacques Debû-Bridel, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention pour la prévention et la répression du

crime de génocide signée à Paris le 11 décembre 1948. (Nos 278 et 498, année 1950. — M. Georges Pernot, rapporteur ; et n° 503, année 1950, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Lassagne, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 381 et 386 du Code pénal. (Nos 336, 409 et 467, année 1950. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer, des transports publics de voyageurs par route et des gares routières. (Nos 306 et 493, année 1950. — M. Bertaud, rapporteur.)

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travaux publics, Transports et Tourisme : I. — Service des travaux publics, des transports et du tourisme). (Nos 404 et 496, année 1950. — M. Albert Lamarque, rapporteur.)

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Marine marchande). (Nos 413 et 465, année 1950. — M. Courrière, rapporteur.)

12. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travaux publics, Transports et Tourisme : II. — Aviation civile et commerciale). (Nos 456 et 483, année 1950. — M. Maurice Walker, rapporteur ; et n° 491, année 1950, avis de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Fouques-Duparc, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 20 Juillet 1950.

N° 287. — Proposition de loi de M. Marrane, tendant à étendre aux maires et adjoints permanents les avantages de la Sécurité sociale.

N° 288. — Proposition de loi de M. Marrane, tendant à étendre à toutes les acquisitions immobilières de l'Etat la procédure spéciale de purge des hypothèques.

N° 371. — Proposition de résolution de M. Marcel Lemaire, tendant venir en aide aux viticulteurs de la Marne, sinistrés par les orages.

N° 512. — Avis de M. Abel-Durand sur la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics de voyageurs.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 20 Juillet 1950.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 10 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 14 h. 30, local n° 215.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 11 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 61

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 21 Juillet 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travaux publics, Transports et Tourisme : I. — Service des travaux publics, des transports et du tourisme). (N°s 404 et 496, année 1950. — M. Albert Lamarque, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LONGCHAMBON, jusques et y compris M. de MENDITTE.

Tribunes : Depuis M. MENU, jusques et y compris M. Jules POUGET.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travaux publics, Transports et Tourisme : II. — Aviation civile et commerciale). (Nos 456 et 483, année 1950. — M. Maurice Walker, rapporteur ; et n° 491, année 1950, avis de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Fouques-Duparc, rapporteur.)

Désignation de candidatures pour une Commission extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 18 juillet 1950, la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) présente les candidatures de MM. Dassaud et Gianque en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission consultative de prothèse et d'orthopédie, le premier en tant que membre titulaire, le second comme membre suppléant.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 21 Juillet 1950.

N° 508. — Rapport de M. Plait sur le projet de loi modifiant l'ordonnance relative à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme.

N° 509. — Proposition de résolution de M. Rabouin tendant à assimiler les dégâts causés à des bâtiments par la grêle à ceux dus à des faits de guerre.

N° 516. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à prévoir les moyens de transport suffisants pour permettre aux musulmans de se rendre à La Mecque.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 21 Juillet 1950.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 11 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 14 h. 30, local n° 202.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 62

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 25 Juillet 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

2. — Nomination d'un membre titulaire et d'un membre suppléant de la Commission consultative de prothèse et d'orthopédie.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PRIMET, jusques et y compris M. François RUIN.

Tribunes : Depuis M. RUPIED, jusques et y compris M. WEHRUNG.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique de la Métropole, de l'Algérie, des départements et territoires d'Outre-Mer. (Nos 401 et 500, année 1950. — M. Pierre Vitter, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'ordonnance du 24 septembre 1945, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme. (Nos 307 et 508, année 1950. — M. Plait, rapporteur).

5. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier, en ce qui concerne les stations uvales, les dispositions de l'article 2, paragraphe 4°, de l'acte dit « loi n° 498 du 3 avril 1942 relative au régime des stations classées ». (Nos 461 et 528, année 1950. — M. Bernard Lafay, rapporteur).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Caisse nationale d'Epargne, Imprimerie nationale, Ordre de la Libération, Monnaies et Médailles, Légion d'honneur, P. T. T.) :

I. — Article de loi ;

II. — Caisse nationale d'Epargne : M. Sclafer, rapporteur ;

III. — Imprimerie nationale : M. Litaise, rapporteur ;

IV. — Légion d'honneur, Ordre de la Libération : M. Litaise, rapporteur ;

V. — Monnaies et Médailles : M. Litaise, rapporteur ;

VI. — P. T. T. : M. Sclafer, rapporteur.

(Nos 525, 529, 530, 531, 532 et 533, année 1950).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 25 Juillet 1950.

N° 501. — Proposition de loi de M. Emilien Lieutaud tendant à organiser une Exposition de l'Union Française à Marseille en 1952.

N° 524. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi créant des promotions dans la Légion d'honneur au profit de certains combattants décorés pour faits de guerre.

N° 525. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Budgets annexes).

N° 526. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Radiodiffusion française).

*N° 528. — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les stations uvales, l'acte dit « loi relative au régime des stations classées ».

*N° 529. — Rapport de M. Sclafer sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Caisse nationale d'épargne).

*N° 530. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Imprimerie nationale).

*N° 531. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Légion d'honneur).

*N° 532. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Monnaies et Médailles).

*N° 533. — Rapport de M. Sclafer sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (P. T. T.).

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 24 juillet 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 25 Juillet 1950.

COMMISSION de comptabilité, à 17 heures, local n° 272.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 14 h. 30, local n° 215.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 63

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 27 Juillet 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 381 et 386 du Code pénal. (N[os] 336, 409 et 467, année 1950. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Michel YVER, jusques et y compris M. BECHIR SOW.

Tribunes : Depuis M. BENCHIHA Abdelkader, jusques et y compris M. CHAZETTE.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'Accord de payements et de compensations entre les pays européens pour 1949-1950 et la Convention de prêt entre le Royaume de Belgique et la République française signés à Paris le 7 septembre 1949. (Nos 421 et 534, année 1950. — M. Jean Maroger, rapporteur).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Industrie et Commerce). (Nos 538 et 539, année 1950. — M. Marrane, rapporteur ; et no , année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Présidence du Conseil). — Tome premier :

I. — Services administratifs ;

II. — Service de presse ;

III. — Direction des Journaux Officiels ;

V. — Commissariat général du Plan ;

VI. — Secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne.

(Nos 537 et 552, année 1950. — M. André Diethelm, rapporteur ; et no , année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur).

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 25 juillet 1950, le Conseil de la République a nommé :

M. Louis BRUNET, membre de la Commission du ravitaillement et des boissons, en remplacement de M. Reynouard ;

M. REYNOUARD, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Louis Brunet.

Nomination de membres de Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 25 juillet 1950, le Conseil de la République a nommé :

M. DASSAUD, membre titulaire, et M. GIAUQUE, membre suppléant de la Commission consultative de prothèse et d'orthopédie.

ERRATUM

A la proposition de résolution n° 436, année 1950, de M. BOUQUEREL et des membres du groupe d'Action Démocratique et Républicaine.

Titre de la proposition :

Au lieu de : « ... décret du 1er octobre 1948... ».

Lire : « ... décret du 30 avril 1950... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 27 Juillet 1950.

N° 507. — Proposition de résolution de M. Bouquerel tendant à venir en aide aux victimes des orages qui ont dévasté certaines régions de l'Oise.

N° 514. — Rapport de M. Muscatelli sur la proposition de loi tendant à homologuer certaines dispositions d'une décision de l'Assemblée algérienne étendant aux fonctionnaires de la Caisse des retraites de l'Algérie la loi portant réforme du régime des pensions.

N° 517. — Proposition de résolution de M. Couinaud tendant à accorder un secours aux populations victimes des orages de grêle de l'Orne.

N° 520. — Projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement (Travaux neufs).

N° 527. — Rapport de M. Rogier sur la proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne autorisant la révision des baux à ferme.

*N° 534. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à ratifier l'accord de payement et de compensation entre les pays européens.

N° 537. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Présidence du Conseil).

N° 538. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Industrie et Commerce).

*N° 539. — Rapport de M. Marrane sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Industrie et Commerce).

N° 541. — Projet de loi tendant à modifier l'acte dit « loi réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant ».

N° 542. — Projet de loi portant attribution d'un supplément de pension à la veuve du Général Giraud.

N° 548. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, complétant la loi portant modification du régime de l'assurance vieillesse.

N° 552. — Rapport de M. André Diethelm sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Présidence du Conseil) (Tome premier).

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 26 juillet 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 27 Juillet 1950.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 heures, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 15, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 64

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 28 Juillet 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relative au prix du blé. (N° 570, année 1950. — M. , rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Robert CHEVALIER. jusques et y compris M. DELALANDE

Tribunes : Depuis M. DELFORTRIE, jusques et y compris M. FRANCK-CHANTE.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Affaires étrangères. — II. — Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes). (Nos 558 et 559, année 1950. — M. Jean Maroger, rapporteur).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Affaires étrangères. — III. — Haut-Commissariat de la République Française en Sarre). (Nos 560 et 561, année 1950. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

4. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Présidence du Conseil). — Tome II :

IV. — Services de la Défense nationale.

(Nos 537 et 564, année 1950. — M. Avinin, rapporteur).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 28 Juillet 1950

N° 510. — Proposition de résolution de M. Lionel-Pélerin tendant à venir en aide aux cultivateurs de Meurthe-et-Moselle, victimes des orages.

N° 519. — Proposition de résolution de M. Coupigny tendant à créer un Centre national de rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés.

*N° 536. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Education nationale).

N° 540. — Projet de loi relatif à l'organisation de la compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris.

N° 543. — Projet de loi portant reconduction et modification de la législation sur les emplois réservés.

N° 544. — Projet de loi tendant à modifier le décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs.

N° 545. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'ordonnance relative à l'exercice des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme.

N° 546. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger l'article 25 de la loi relative à l'organisation du marché financier.

N° 547. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Chasseneuil à la mémoire des héros de la Résistance.

N° 551. — Proposition de résolution de M. Pellenc tendant à faire respecter les droits du Parlement en matière de contrôle du fonctionnement des services publics.

*N° 553. — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Education nationale. — Tome premier).

*N° 559. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes).

*N° 561. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Haut-Commissariat de la République Française en Sarre).

N° 562. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services des Assemblées parlementaires.

N° 564. — Rapport de M. Avinin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Présidence du Conseil. — Tome II).

N° 569. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant extension à l'Algérie de la loi majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail.

N° 570. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au prix du blé.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 27 juillet 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 28 Juillet 1950.

COMMISSION de l'agriculture, à 11 heures, local n° 214.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 10 h. 30, local n° 207.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 16 h. 30, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45 et 14 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 16 heures, local n° 221.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 h. 30, local n° 201.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 65

ORDRE DU JOUR

Du Lundi 31 Juillet 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant extension à l'Algérie de la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail. (N°s 569 et 586, année 1950. — M. Lodéon, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. GADOIN, jusques et y compris M. Louis GROS

Tribunes : Depuis M. GUSTAVE, jusques et y compris M. LIOTARD.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Education nationale) :

I. — Arts et Lettres, Jeunesse et Sports : M. Jacques Debû-Bridel, rapporteur.

II. — Chapitres de l'Enseignement : M. Auberger, rapporteur.

(Nos 536, 553 et 581, année 1950).

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget de l'Education nationale. (N° 431, année 1950. — M. , rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de l'éducation nationale, des beaux arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. , rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Finances et Affaires économiques. — II. — Affaires économiques). (Nos 441 et 582, année 1950. — M. Roger Duchet, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (Travaux neufs, subventions et participations en capital). (Nos 520 et 583, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 31 Juillet 1950.

N° 513. — Proposition de résolution de M. Paumelle tendant à faire bénéficier les producteurs de blé d'une prime de conservation.

N° 523. — Proposition de résolution de M. Radius tendant à étendre aux personnels civils et militaires de l'Etat les avantages des prestations familiales spéciales accordées par les caisses départementales des allocations familiales.

N° 549. — Avis de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution tendant à restreindre le nombre des documents d'état-civil requis devant les administrations.

N° 550. — Proposition de loi de M. Mostefaï El-Hadi tendant à faire bénéficier tous les membres de la justice musulmane en A'gérie de la loi portant organisation du régime des pensions civiles.

N° 554. — Proposition de loi de M. de Pontbriand tendant à modifier l'article 71 de la loi sur les loyers.

N° 555. — Proposition de résolution de M. Dronne tendant à apporter une aide rapide aux sinistrés de la Sarthe victimes des orages.

N° 565. — Projet de loi modifiant l'article 12 de la loi sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française.

N° 568. — Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants.

N° 573. — Rapport de M. Boulangé sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative au service militaire conclue entre la France et la Belgique.

N° 574. — Rapport de M. Dassaud sur le projet de loi portant reconduction et modification de la législation sur les emplois réservés.

N° 576. — Rapport de M. Gatuing sur le projet de loi portant attribution d'un supplément de pension à la veuve du Général Giraud.

N° 577. — Rapport de M. Saint-Cyr sur la proposition de loi tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres.

N° 578. — Projet de loi tendant à fixer les modalités de la réalisation complète du reclassement de la fonction publique.

N° 581. — Rapport de M. Auberger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Education nationale. — Tome II).

N° 582. — Rapport de M. Roger Duchet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Affaires économiques).

*N° 583. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement (Travaux neufs).

N° 584. — Rapport de M. Vanrullen sur le projet de loi tendant à modifier le décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs.

N° 587. — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à modifier la loi créant des promotions dans la Légion d'honneur au profit de certains combattants décorés pour faits de guerre.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 29 juillet 1950.

N° 592. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à la ratification de la Convention n° 81 concernant l'Inspection du travail dans l'industrie et le commerce.

N° 593. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à la ratification de la Convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse et survivants.

N° 594. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à la ratification de la Convention internationale du Travail n° 62 concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 66

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 1er Août 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (Travaux neufs, subventions et participations en capital). (Nos 520 et 583, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LITAISE, jusques et y compris M. Henri MAUPOIL.

Tribunes : Depuis M. Georges MAURICE, jusques et y compris M. PLAIT

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer les modalités de la réalisation complète du reclassement de la fonction publique et à améliorer la situation de certaines catégories des personnels de l'Etat. (Nos 578 et 602, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Finances et Affaires économiques. — II. — Affaires économiques). (Nos 441 et 582, année 1950. — M. Roger Duchet, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Radiodiffusion française). (Nos 526 et 601, année 1950. — M. Minvielle, rapporteur).

ERRATA

Au *projet de loi (n° 520)*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au développement des* **dépenses civiles d'investissement** *pour l'***exercice 1950 (Travaux neufs, subventions et participation en capital).**

1° Page 2, article premier, avant-dernière ligne :

Au lieu de : « 106.603.517.500 »

Lire : « 106.593.517.500 » ;

2° Page 3, Agriculture, 2e colonne :

Au lieu de : « 7.175.194.000 »

Lire : « 7.165.194.000 » ;

3° Page 3, dernière ligne du tableau, 2e colonne :

Au lieu de : « 106.603.517.500 »

Lire : « 106.593.517.500 » ;

4° Page 20, dernière ligne, Totaux pour l'Agriculture, 2e colonne :

Au lieu de : « 7.175.194.000 »

Lire : « 7.165.194.000 » ;

5° Page 46, Agriculture, 2e colonne :

Au lieu de : « 7.175.194.000 »

Lire : « 7.165.194.000 » ;

6° Page 46, Totaux pour l'Etat A, 2e colonne :

Au lieu de : « 106.603.517.500 »

Lire : « 106.593.517.500 ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 1er Août 1950.

—

N° 535. — Rapport de M. Verdeille sur le projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers.

N° 556. — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à réviser certaines rentes viagères accordées par décision de justice.

N° 557. — Proposition de résolution de M. Durieux tendant à assurer un travail égal dans tous les moulins.

N° 566. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Anciens combattants et Victimes de la guerre).

N° 571. — Proposition de résolution de M. Rupied tendant à venir en aide aux victimes des orages de grêle d'Ille-et-Vilaine.

N° 585. — Projet de loi tendant à ratifier la convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement.

N° 590. — Projet de loi portant fixation d'un programme aérien.

N° 591. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 27 du décret relatif à la famille et à la natalité françaises.

N° 595. — Projet de loi relatif à la ratification de l'accord portant remise de documents d'archives entre la France et l'Italie.

N° 596. — Projet de loi modifiant les articles 39, 40 et 182 du décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

N° 597. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative aux exemptions de cotisations d'allocations familiales.

N° 598. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant le régime des allocations familiales agricoles.

N° 601. — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Radiodiffusion française).

N° 605. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes.

N° 608. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, ayant pour objet d'abroger les dispositions qui suppriment le droit qui appartient au juge d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 1er Août 1950

COMMISSION de comptabilité, à 11 h. 30, local nº 272.

COMMISSION de la défense nationale, à 10 heures, local nº 217.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 67

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 2 Août 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à homologuer certaines dispositions d'une décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949, ayant pour objet d'étendre aux

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée compren nent :

1er Étage : Depuis M. POISSON, jusques et y compris M. Alex ROUBERT.

Tribunes : Depuis M. Emile ROUX, jusques et y compris M. VOYANT.

fonctionnaires et agents tributaires de la Caisse des retraites de l'Algérie la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions. (N^os^ 355 et 514, année 1950. — M. Muscatelli, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à refuser l'homologation de la décision n° 48-36 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, autorisant la révision des baux à ferme en Algérie. (N^os^ 460 et 527, année 1950. — M. Rogier, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, adopté par l'Assemblée Nationale. (N° 620, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général.)

4. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification de décrets. (N° 623, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général.)

5. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au report de crédits de l'exercice 1948 aux exercices 1949 et 1950. (N° 622, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général.)

6. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de l'exercice 1949. (N° 621, année 1950. — M. André Dietbelm, rapporteur.)

7. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant réforme du régime des retraites du personnel de l'Imprimerie nationale. (N^os^ 604 et 614, année 1950. — M. Litaise, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre. (Nos 568 et 627, année 1950. — M. Chapalain, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression]. — M. , rapporteur.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Anciens combattants et victimes de la guerre). (Nos 566 et 626, année 1950. — M. Chapalain, rapporteur.)

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs. (Nos 544 et 584, année 1950. — M. Vanrullen, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 2 Août 1950.

N° 580. — Projet de loi fixant le régime électoral d'une assemblée représentative territoriale de la Côte française des Somalis.

N° 586. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de loi portant extension à l'Algérie de la loi majorant les indemnités d'accidents du travail.

N° 588. — Rapport de M. Bernard Lafay sur le projet de loi tendant à modifier l'acte dit loi réglementant la profession d'opticien-lunetier.

N° 589. — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance relative à l'exercice des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme.

N° 599. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant modification de la loi ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et grands infirmes.

N° 600. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à réglementer le commerce des substances édulcorantes artificielles.

N° 603. — Projet de loi relatif au nantissement de l'outillage.

N° 604. — Projet de loi portant réforme du régime des retraites du personnel de l'Imprimerie Nationale.

N° 606. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'organisation du marché du sel de l'Ouest.

N° 607. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre.

N° 612. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 2 Août 1950.

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 heures, local n° 201.

COMMISSION de l'agriculture, à 10 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de la défense nationale, à 16 heures, local n° 217.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 heures, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 heures, local n° 217.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 11 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 68

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 3 Août 1950.

A QUINZE HEURES 30

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire conclue le 29 août 1949 entre la France et la Belgique. (N[os] 373 et 573, année 1950. — M. Boulangé, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis **M. Maurice WALKER**, jusques et y compris **M.** Charles BARRET.

Tribunes : Depuis **M. BATAILLE**, jusques et y compris **M. CHARLES-ROS.**

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant reconduction et modification de la législation sur les emplois réservés. (N^os 543 et 574, année 1950. — M. Dassaud, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant attribution d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général d'armée Giraud. (N^os 542 et 576, année 1950. — M. Gatuing, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières. (N^os 396 et 577, année 1950. — M. Saint-Cyr, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

5. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi n° 49-588 du 25 avril 1949 créant des promotions dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse. (N^os 524 et 587, année 1950. — M. Bernard Lafay, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

6. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à la ratification de la Convention n° 81 concernant l'Inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa trentième session tenue à Genève du 19 juin au 11 juillet 1947. (N^os 474 et 592, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

7. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse et survivants. (Nos 475 et 593, année 1950. — M. Tharradin, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

8. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale du Travail n° 62 concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment. (Nos 476 et 594, année 1950. —M. Tharradin, rapporteur)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 14 et à modifier les articles 22 et 23 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition. (Nos 472 et 632, année 1950. — M. Kalb, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises. (Nos 591 et 636, année 1950. — M. Saint-Cyr, rapporteur.)

11. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative aux exemptions de cotisations d'allocations familiales. (Nos 597 et 637, année 1950. — M. Saint Cyr, rapporteur.)

12. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant le régime des allocations familiales agricoles. (Nos 598 et 638, année 1950. — M. Saint-Cyr, rapporteur.)

13. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Prestations familiales agricoles). (Nos 609 et 647, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° , année 1950, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur.)

14. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation d'un programme aérien (Nos 590 et 630, année 1950. — M. le Général Corniglion-Molinier, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

15. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Intérieur). (Nos 618 et 633, année 1950. — M. Jacques Masteau, rapporteur.)

Désignation de candidatures pour des organismes extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 19 juillet 1950, la Commission du travail et de la sécurité sociale présente les candidatures :

1° de Mme DEVAUD, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure des allocations familiales (application de l'article 113 du décret du 8 juin 1946 et de l'ordonnance du 4 octobre 1945) ;

2° de M. ABEL-DURAND, en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil supérieur de la sécurité sociale (application de l'article 108 du décret du 8 juin 1946 et de l'ordonnance du 4 octobre 1945).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATUM

Au projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **nantissement de l'outillage** *et du* **matériel d'équipement.**

Page 8 :

Transformer les trois derniers alinéas de l'article 20 en un *article 21.*

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 3 Août 1950

N° 563. — Proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à venir en aide aux agriculteurs de Bonneval, victimes d'un incendie.

N° 567. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à modifier la loi relative à l'exercice de la pharmacie.

N° 616. — Projet de loi tendant à autoriser la délégation à la Cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la Chambre franco-sarroise de la Cour d'appel de Sarrebrück.

N° 624. — Projet de loi portant modification du décret fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi sur les dommages de guerre.

N° 625. — Projet de loi modifiant le décret fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

N° 630. — Rapport de M. le Général Corniglion-Molinier sur le projet de loi portant fixation d'un programme aérien.

N° 632. — Rapport de M. Kalb sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi.

N° 633. — Rapport de M. Jacques Masteau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Intérieur).

N° 646. — Projet de loi tendant à approuver une Convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 3 Août 1950.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 17 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45 et 16 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 11 heures, local n° 221.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 10 h. 30, local n° 215.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h 30, local n° 202.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 17 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 69

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 4 Août 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers. (Nos 352 et 535, année 1950. — M. Verdeille, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Gaston CHARLET, jusques et y compris M. COUPIGNY.

Tribunes : Depuis M. COURRIERE, jusques et y compris M. FERRANT.

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Chasseneuil à la mémoire des héros de la Résistance. (Nos 547 et 615, année 1950. — M. Avinin, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (France d'Outre-Mer). (Nos 619 et 652, année 1950. — M. Saller, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale de la Côte française des Somalis. (Nos 580 et 659, année 1950. — M. Razac, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. (No 653, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier et compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant. (Nos 541 et 588, année 1950. — M. Bernard Lafay, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article 4 de l'ordonnance no 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme. (Nos 545 et 589, année 1950. — M. Bernard Lafay, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention no 3 concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement. (Nos 585 et 612, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la ratification de l'accord du 1er août 1949 portant remise réciproque de documents d'archives entre la France et l'Italie. (Nos 595 et 629, année 1950. — M. Lassagne, rapporteur ; et n° 656, année 1950, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Ernest Pezet, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 4 Août 1950.

N° 629. — Rapport de M. Lassagne sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord portant remise d'archives entre la France et l'Italie.

*N° 652. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (France d'Outre-Mer).

N° 653. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils.

N° 656. — Avis de M. Ernest Pezet sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord portant remise réciproque de documents d'archives entre la France et l'Italie.

N° 659. — Rapport de M. Razac sur le projet de loi fixant le régime électoral d'une assemblée représentative territoriale de la Côte française des Somalis.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 3 août 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 4 Août 1950.

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 heures, local n° 201.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

ANNEXE AU FEUILLETON N° 69

Du 4 Août 1950

REPONSES DES MINISTRES

Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).

Pétition n° 26.

M. Samuel BRISSON, 30, rue des Carmélites, Poitiers (Vienne), demande une réduction d'amende économique.

Cette pétition a été renvoyée le 9 mars 1950 sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre des Finances et des Affaires économiques qui l'a transmise à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances (Affaires économiques).

Réponse de M. le Secrétaire d'Etat aux Finances.

Paris, le 11 juillet 1950.

Monsieur le Président,

Le 8 mai 1950, vous avez bien voulu me communiquer une pétition — classée au Rôle général des pétitions sous le n° 26 — par laquelle M. Brisson Samuel, mareyeur, 30, rue des Carmélites à Poitiers (Vienne) sollicite la réduction de 20.000 à 1.000 francs d'une amende infligée pour infractions à la législation économique.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il ressort d'un

procès-verbal dressé le 4 septembre 1947 par des militaires de la gendarmerie de la Roche-sur-Yon, que le requérant a acquis, en infraction aux règles de la répartition, auprès de marins de l'île de Noirmoutiers, 425 kgs de sardines et 150 kgs de pironneaux et qu'il a transporté ces poissons sans être muni du bon de circulation prescrit par l'arrêté ministériel du 6 septembre 1945.

La marchandise a été saisie mais laissée à la disposition de M. Brisson sous la condition qu'il en représente la valeur, soit 19.000 francs, à la première réquisition.

L'amende de 20.000 francs prononcée par le Directeur départemental du Contrôle et des enquêtes économiques se limite donc, en fait, à la simple confiscation de la valeur des poissons achetés et transportés irrégulièrement.

Après la notification de cette sanction et dès le 28 octobre 1947, le délinquant a présenté un recours en grâce au Président de la République. Par dépêche n° 16.S.48/21 du 15 mai 1948, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, m'a informé du rejet de ce recours. Ultérieurement, M. Brisson a adressé une pétition à M. le Président de l'Assemblée Nationale. Saisi de cette requête, le 7 mars 1948, mon prédécesseur a conclu sur l'avis conforme de M. le Sous-Secrétaire de l'Agriculture, au maintien de la pénalité.

Depuis lors, M. Brisson a versé des acomptes s'élevant à 15.300 francs. Pour tenir compte de la bonne volonté dont l'intéressé a ainsi fait preuve en définitive, j'ai décidé de ramener le montant de l'amende à la somme qui a d'ores et déjà été payée.

Le dossier communiqué est ci-joint.

En m'excusant du retard apporté à la présente réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire d'Etat aux Finances.
Signé : Robert BURON.

Pétition nº 39.

M. JUSTAMANT, 24, avenue Victor-Hugo à Mirecourt (Vosges), demande la péréquation des retraites des anciens fonctionnaires communaux de Mirecourt.

Cette pétition a été renvoyée le 9 mars 1950, sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre des Finances et des Affaires Economiques.

Réponse de M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques :

Paris, le 19 juillet 1950.

Monsieur le Président,

Par lettre du 8 mai 1950, vous avez bien voulu me transmettre une pétition de M. Justamant, domicilié 24, avenue Victor-Hugo, à Mirecourt (Vosges), qui demande la publication rapide d'un décret d'application de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le décret nº 49-1416 du 5 octobre 1949 et la circulaire d'application du 10 décembre suivant, prise sous le timbre de la Caisse des dépôts et consignations — 10e division, 4e bureau, ont mis sur pied le nouveau régime de pensions des agents tributaires de la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales.

Le pétitionnaire verra donc très prochainement — si même il n'a pas déjà obtenu satisfaction — sa pension révisée compte tenu des dispositions contenues dans les textes susvisés.

Je vous retourne ci-joint les pièces communiquées.

Veuillez agréer, **Monsieur le Président**, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre et par autorisation,
Le Chef du Cabinet,
Signé : Illisible.

Pétition nº 41.

M. MAATAR FODIL BEN TAHAR, maison veuve Darmon, à Berrouaghia (département d'Alger), demande à être réintégré dans sa fonction.

Cette pétition a été renvoyée, le 9 mars 1950, sur le rapport de M. Raymond Dronne, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre de l'Intérieur.

Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur :

Paris, le 10 Juillet 1950.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me communiquer la pétition nº 41 présentée par M. Maatar Fodil ben Tahar, demeurant à Berrouaghia qui sollicite sa réintégration dans la police algérienne.

Des renseignements que vient de me faire parvenir M. le Gouverneur général de l'Algérie, il ressort que l'intéressé a été révoqué de son emploi d'agent de 2e classe, 2e échelon, de la Police algérienne, par arrêté du 11 octobre 1945 pris en application du décret du 18 novembre 1939 sur le statut disciplinaire du temps de guerre. Cette sanction fut motivée non par son comportement politique, mais par sa conduite professionnelle et privée jugée incompatible avec les devoirs de sa charge. De semblables agissements lui avaient d'ailleurs déjà valu une peine de rétrogradation en 1944.

Le décret du 16 février 1946, rendu applicable à l'Algérie par décret du 13 avril suivant, laissait à M. Maatar Fodil la possibilité de solliciter la révision de la sanction disciplinaire dont il avait été frappé. Il devait, à cet effet, formuler une demande dans un délai de 3 mois.

Or, M. Maatar n'a pas usé de cette faculté dans les délais impartis.

Enfin, cet ancien fonctionnaire a introduit un pourvoi en Conseil d'Etat, qui a été rejeté par décision du 5 décembre 1947.

La demande d'amnistie formulée par M. Maatar a également été rejetée.

M. le Gouverneur général de l'Algérie estime en conséquence, qu'une suite favorable ne peut être réservée à la présente requête.

Ci-joint, en retour, la pétition de M. Maatar.

Pour le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur
et par délégation, le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,
Signé : Illisible.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 70

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 17 Octobre 1950.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Marcel Plaisant demande à M. le Ministre de l'Agriculture,

après avoir pris connaissance des statistiques émanant du Gouvernement espagnol pour l'année 1949 et qui révèlent une exportation hors de ce pays d'une quantité de 49.143 hectolitres

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. FLÉCHET, jusques et y compris Mme GIRAULT.

Tribunes : Depuis M. GONDJOUT, jusques et y compris M. LECACHEUX.

d'un breuvage dénommé « cognac », alors que pour la même année l'exportation de cognac de la France s'élève à 61.700 hectolitres ;

quelles mesures il compte prendre pour inviter le Gouvernement espagnol à respecter l'arrangement international de Madrid du 14 avril 1891, revisé à Londres le 2 juin 1934, concernant la répression des fausses indications de provenance et la protection des appellations d'origine, dont l'Espagne fut et demeure l'un des premiers signataires, et qui stipule à son article 4 que les appellations générales de provenance des produits vinicoles ne prendront jamais un caractère générique (n° 147).

II. — M. Jean Doussot expose à M. le Ministre de l'Agriculture que le décret n° 50-444 du 20 avril 1950 met à la charge de l'Agriculture une dépense supplémentaire pour l'augmentation des cotisations d'assurances sociales ;

constate qu'il s'ensuit une réaction assez vive de la part des organismes agricoles et de nombreux conseils d'administration de caisses départementales de mutualité sociale ;

et demande que l'application de ce décret soit suspendue jusqu'à l'Assemblée générale des Caisses centrales de la mutualité sociale agricole afin que celles-ci puissent donner leur avis et arriver à un accord entre le Gouvernement et les organismes agricoles (n° 149).

III. — M. Georges Maurice expose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme que la capacité de production de l'Electricité étant d'environ 100 millions de KwH par jour couvre largement une consommation qui ne dépasse guère 95 millions ;

et lui demande comment il se fait qu'un certain nombre de stations du Métropolitain restent fermées, alors que quelques-unes de ces dernières sont à près de 400 mètres des stations voisines (n° 150).

IV. — M. Charles-Cros invite le Ministre des P. T. T. à s'expliquer sur les retards constatés depuis plusieurs années dans l'acheminement des colis postaux à destination des Territoires d'Outre-Mer et plus spécialement de la Côte occidentale d'Afrique ;

et à faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation essentiellement préjudiciable aux intérêts de la Métropole et des Pays d'Outre-Mer (n° 151).

V. — M. Michel Madelin demande à M. le Ministre de la Défense nationale :

1° s'il envisage de régulariser les inconvénients d'ordre militaire et moral résultant de l'inégalité de fait de certaines catégories de Français devant l'impôt du sang ;

2° si l'appel des réservistes pour une période militaire au cours de l'année 1950 répond à un plan mûrement conçu ou à des nécessités du moment (n° 152).

Nomination de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 4 août 1950 le Conseil de la République a nommé :

Mme DEVAUD, membre la Commission supérieure des allocations familiales (application de l'article 113 du décret du 8 juin 1946 et de l'ordonnance du 4 octobre 1945) ;

M. ABEL-DURAND, membre du Conseil supérieur de la sécurité sociale (application de l'article 108 du décret du 8 juin 1946 et de l'ordonnance du 4 octobre 1945).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 17 Octobre 1950.

*N° 311. — Proposition de loi de M. Pellenc, portant transformation de la Société nationale des chemins de fer français en un établissement public national.

N° 628. — Proposition de résolution de M. Cornu, tendant à assurer aux familles nombreuses sur les transports routiers les mêmes avantages que sur les lignes de la S. N. C. F.

*N° 642. — Proposition de résolution de M. Naveau, tendant à permettre aux victimes des calamités agricoles la négociation des titres de l'emprunt de prélèvement exceptionnel.

*N° 643. — Proposition de résolution de M. Naveau, tendant à venir en aide aux victimes de la tornade qui s'est abattue dans le département du Nord.

*N° 644. — Proposition de résolution de M. Bardonnèche, tendant à venir en aide aux cultivateurs de la vallée de la Durance.

*N° 661. — Projet de loi tendant à ratifier la convention relative au service militaire conclue entre la France et le Danemark.

N° 680. — Projet de loi tendant à ratifier la convention relative à l'exploitation des navires météorologiques dans l'Atlantique-Nord.

N° 681. — Projet de loi tendant à ratifier un avenant à la Convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 5 août 1950.

N° 684. — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Nemours.

N° 685. — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Laghouat.

N° 686. — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Miliana.

N° 687. — Projet de loi tendant à ratifier la convention d'Union internationale de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

N° 688. — Projet de loi tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes aux combattants de la guerre 1939-1945.

N° 689. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder certains avantages à des fonctionnaires ayant exercé avant la guerre dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

N° 690. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à créer une « Promotion de l'Energie » dans l'Ordre de la Légion d'Honneur.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 17 Octobre 1950.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à l'issue de la séance, local n° 202.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 17 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 71

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 24 Octobre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Michel Madelin demande à M. le Ministre de la Défense nationale :

1° s'il envisage de régulariser les inconvénients d'ordre militaire et moral résultant de l'inégalité de fait de certaines catégories de Français devant l'impôt du sang ;

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LECCIA, jusques et y compris **M.** MARCILHACY.

Tribunes : Depuis **M.** Jean MAROGER, jusques et y compris M. Georges PERNOT.

2° si l'appel des réservistes pour une période militaire au cours de l'année 1950 répond à un plan mûrement conçu ou à des nécessités du moment (n° 152).

II. — Mme Gilberte Pierre-Brossolette demande à M. le Ministre de la Justice :

1° combien les cours de justice ont prononcé de condamnations contradictoires aux peines suivantes :

a) peines de mort ;

b) peines privatives de liberté (travaux forcés et emprisonnements) ;

c) combien de condamnés à mort ont été exécutés et combien ont été grâciés ;

2° combien les chambres civiques ont prononcé de condamnations principales et contradictoires à la dégradation nationale ;

3° combien il reste en détention, au 1er juin 1950, par l'effet de grâces, libérations conditionnelles ou expirations de peine, de condamnés par les cours de justice à des peines privatives ;

4° combien il reste au 1er juin 1950, par l'effet des grâces ou des expirations de peine, de condamnés par les chambres civiques, encore frappés de la dégradation nationale (n° 153).

III. — M. Héline demande à M. le Ministre de l'Education nationale les raisons pour lesquelles des réductions importantes ont été faites dans les attributions des bourses pour l'enseignement du second degré, et si, dans les semaines qui vont venir, de nouvelles attributions sont possibles (n° 154).

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer une subvention nationale de 20 millions de francs pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur, pratiquée dans les aéro-clubs, pour les jeunes de moins de 21 ans. (Nos 374 et 695, année 1950. — M. Maurice Walker, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 5 de la loi nº 49-1025 du 29 juillet 1949 complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration, et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale. (Nos 354 et 694, année 1950. — M. Marcilhacy, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'examen du baccalauréat. (Nos 807, année 1949, et 439, année 1950. — M. Pujol, rapporteur.)

ERRATUM

A la proposition de loi (nº 608), ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de* **droit commun,** *suppriment ou limitent le* **droit** *qui appartient aux juges d'***accorder le sursis** *aux* **peines d'emprisonnement** *qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des* **circonstances atténuantes.**

Page 3, article premier, dernière ligne :

Au lieu de : « ... loi du 26 février 1891... »

Lire : « ... loi du 26 *mars* 1891... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 24 Octobre 1950.

N° 468. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à instituer un code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer.

N° 691. — Proposition de loi de M. Verdeille tendant à modifier les lois concernant la pêche à la ligne.

N° 692. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à intensifier les recherches pétrolières en Afrique Équatoriale Française.

N° 693. — Proposition de résolution de M. Charles-Cros tendant à venir en aide aux populations d'Afrique Occidentale Française éprouvées par des inondations.

*N° 694. — Rapport de M. Marcilhacy sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi relative à la répression des faits de collaboration.

*N° 695. — Rapport de M. Maurice Walker sur la proposition de loi tendant à instituer une subvention pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur pour les jeunes de moins de 21 ans.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 23 octobre 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 24 Octobre 1950.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 14 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à l'issue de la séance, local n° 202.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 72

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 26 Octobre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de résolution de M. Vanrullen et des membres du groupe socialiste et apparentés tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité ou d'un groupe de logements la rend nécessaire en raison du nombre des usagers probables. (N[os] 931, année 1949 et 383, année 1950. — M. Canivez, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1[er] Étage : Depuis M. PESCHAUD, jusques et y compris M. Joseph RENAUD.

Tribunes : Depuis M. RESTAT, jusques et y compris M. TUCCI.

2. — Discussion de la proposition de résolution de M. Loison, tendant à inviter le Gouvernement à instituer l'assurance obligatoire par une majoration du prix de l'essence pour les véhicules à moteur en ce qui concerne les accidents causés à des tiers. (Nos 25 et 290, année 1950. — M. Hébert, rapporteur ; et n° 464, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 26 Octobre 1950.

N° 698. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à proroger les dispositions de la loi du 2 août 1950 instituant des primes de déménagement et de réinstallation.

N° 699. — Projet de loi modifiant l'article 11 de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 26 Octobre 1950.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 73

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 2 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de deux membres de la Commission consultative des assurances sociales agricoles.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier, pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections. (N[os] 403 et 705, année 1950. — M. Muscatelli, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1[er] Étage : Depuis M. Jules VALLE, jusques et y compris M. ASSAILLIT.

Tribunes : Depuis M. Robert AUBÉ, jusques et y compris M. CARCASSONNE.

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Jacques Debû-Bridel attire l'attention de M. le Président du Conseil sur l'indignation ressentie à Paris et spécialement au Quartier Latin par l'annonce de la présentation de films de propagande nazie et fasciste : « Le Juif Suss », monté en 1942 ; « Les Volontaires de la Mort », film japonais ; « Les Cent Jours », scénario de Benito Mussolini ;

l'interdiction tardive de ces projections, devant les manifestations qui se préparaient, n'explique pas comment un organisme n'appartenant à aucune fédération ou association habilitée et se prévalant du nom de « Ciné-Club du Quartier Latin » avait pu obtenir l'autorisation de présenter ces films et faire apposer des affiches dans tout le quartier ;

devant l'audace croissante des apologistes de la collaboration et du régime de Vichy, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour y mettre fin par une stricte application des textes légaux en vigueur ;

d'une façon plus générale, il aimerait également savoir si une enquête a été faite sur l'origine des fonds qui servent à alimenter cette propagande et permettent la publication de journaux, revues, livres, etc.

(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre de l'Intérieur).

4. — Discussion des questions orales avec débat suivantes :

I. — M. Couinaud expose à M. le Ministre du Budget que la fixation des bénéfices forfaitaires agricoles, publiée au *Journal officiel* du 30 juillet 1950, a été effectuée d'une manière absolument incohérente dans certains départements,

et lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient réformées les méthodes employées par les membres de l'Administration qui siègent à la Commission centrale des Impôts directs.

II. — M. Jean Durand expose à M. le Ministre du Budget que les éléments de base retenus pour le calcul des bénéfices forfai-

taires imposables au titre de l'année 1949 (*J.O.* du 30 juillet 1950) en ce qui concerne les vignes produisant un vin de consommation courante sont pour le département de la Gironde de 2.600 francs par hectolitre et au maximum de 1.100 francs par hectolitre pour les départements gros producteurs de l'Aude, du Gard et de l'Hérault et lui demande :

1° quelles sont les raisons qui peuvent justifier ces différences notables d'imposition alors que, d'une part les conditions de production sont comparables et que, d'autre part, il n'existe qu'un prix national du vin de consommation courante ;

2° quelles instructions il entend donner à ses représentants siégeant à la Commission centrale des Impôts directs pour que soit uniformisé le mode de calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables.

III. — M. Charles Morel expose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que le *Journal officiel* du 30 juillet 1950 indique que pour déterminer les bénéfices agricoles de 1949, en plus des coefficients appliqués aux terres diverses, les ovins compteront pour un revenu spécial (majoré s'il s'agit de brebis laitières) et cela dans huit départements métropolitains seulement ; et lui demande :

si cette mesure, ainsi limitée à ces huit départements dont certains sont parmi les plus pauvres de France, n'est pas contraire aux vieux principes républicains de l'égalité de tous devant l'impôt,

si elle n'a pas pour résultat d'annuler, en fait, et d'une façon détournée, la loi fiscale votée par le Parlement, qui exonère les Landes et les terres incultes,

si elle ne risque pas d'avoir des répercussions fâcheuses sur l'élevage ovin dont le Plan Monnet a souligné l'insuffisance actuelle,

pour quel motif, enfin, la plupart des Commissions départementales des Impôts n'ont pas été préalablement consultées, ce qui paraît peu conforme à notre législation.

(Question transmise par M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques à M. le Ministre du Budget.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification du décret n° 47-1467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, et extension à l'Algérie de la loi n° 48-1313 du 26 août 1948 relative à l'indemnité d'éviction. (Nos 624 et 706, année 1950. — M. Jules Valle, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application à l'Algérie de la loi n° 48-1260 du 12 août 1948 et modification du décret n° 47-1002 du 5 juin 1947, fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz. (Nos 625 et 703, année 1950. — M. Muscatelli, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de M. Vanrullen et des membres du groupe socialiste et apparentés tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité ou d'un groupe de logements la rend nécessaire en raison du nombre des usagers probables. (Nos 931, année 1949 et 383, année 1950. — M. Canivez, rapporteur.)

Désignation de candidatures pour une Commission extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 17 octobre 1950, la Commission de l'agriculture présente les candidatures de MM. Driant et Robert Gravier, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission consultative des assurances sociales agricoles (application du décret n° 50-1226 du 21 septembre 1950).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 2 Novembre 1950.

N° 696. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à exonérer les départements, les communes et leurs établissements publics des taxes sur le chiffre d'affaires.

N° 697. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à compléter la loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires.

N° 701. — Avis de Mme Jane Vialle sur la proposition de résolution tendant à modifier les programmes d'histoire et de géographie.

N° 702. — Avis de Mme Jane Vialle sur la proposition de résolution tendant à favoriser la diffusion de la pensée française.

N° 703. — Rapport de M. Muscatelli sur le projet de loi relatif aux conditions d'application à l'Algérie de la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

N° 705. — Rapport de M. Muscatelli sur la proposition de loi tendant à modifier, pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections.

N° 706. — Rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi relatif aux conditions d'application à l'Algérie de la loi sur les dommages de guerre.

N° 711. — Projet de loi relatif à la ratification des accords conclus à Paris le 3 mars 1950 entre la France et la Sarre.

N° 712. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder à l'Alliance française la garantie de l'Etat pour un emprunt.

N° 714. — Projet de loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif.

N° 715. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger la loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 2 Novembre 1950.

COMMISSION des affaires étrangères, à 10 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à l'issue de la séance, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 17 heures, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 74

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 7 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Michel Madelin demande à M. le Ministre de la Défense nationale :

1° s'il envisage de régulariser les inconvénients d'ordre militaire et moral résultant de l'inégalité de fait de certaines catégories de Français devant l'impôt du sang ;

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis Mme Marie-Hélène CARDOT, jusques et y compris M. le Général CORNIGLION-MOLINIER.

Tribunes : Depuis M. CORNU, jusques et y compris M. ESTÈVE.

2° si l'appel des réservistes pour une période militaire au cours de l'année 1950 répond à un plan mûrement conçu ou à des nécessités du moment (n° 152).

II. — M. Litaise demande à M. le Ministre du Budget :

1° s'il est exact que les chemins de fer fédéraux suisses ont réclamé à l'administration des douanes, pour les années 1946, 1948, une somme de 16.000 francs suisses représentant la participation des administrations françaises au chauffage des locaux de la gare de Genève-Cornavin ;

2° s'il est exact que les mêmes chemins de fer fédéraux ont demandé à l'administration française (douane, police ou chemin de fer) une somme de 70.000 francs suisses pour participation à des travaux d'aménagement de la même gare de Genève-Cornavin ;

3° si ces sommes ont été effectivement versées à l'administration demanderesse ;

4° si, en l'absence de toute convention internationale, il va être longtemps encore procédé au détachement quotidien d'agents des douanes et de la sécurité nationale française en gare de Genève-Cornavin (détachement très onéreux dont le coût annuel s'élève au minimum à 12 millions) pour procéder à une visite des voyageurs qui pourrait, semble-t-il, en raison des assouplissements apportés au contrôle des changes et des passeports, s'effectuer désormais en gare de Bellegarde et dans les voitures mêmes des trains internationaux (n° 156).

III. — M. Léo Hamon demande à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre :

1° quelles mesures ont été prises ou sont envisagées pour perpétuer en Italie le souvenir des combats de l'armée française en 1943 et 1944, son itinéraire et ses victoires ;

2° quelles suites ont été données au projet d'un monument commémoratif de la libération de Sienne par les troupes françaises ;

3° quelles mesures sont prises afin de permettre aux familles des militaires morts pour la France et dont les corps reposent à l'étranger, de se rendre aux moindres frais sur les tombes, et quelles dispositions pratiques ont été prises pour porter toutes ces facilités de circulation et de séjour à la connaissance des familles intéressées qui, trop souvent, les ignorent ;

4° plus généralement, quelles sont les mesures prises pour assurer aux sépultures des militaires morts pour la France et demeurés en terre étrangère, un entretien digne du sacrifice de nos compatriotes (n° 157).

IV. — M. Jules Pouget expose à M. le Ministre de l'Intérieur :

que le Ministère des Finances, par l'intermédiaire de l'administration des contributions indirectes, assujettit aux taxes sur le chiffre d'affaires les régies municipales ;

qu'en 1948, le Ministre de l'Intérieur autorisait les collectivités à ne pas régler les sommes qui leur étaient, selon lui, indûment réclamées à ce titre ;

que le Ministère des Finances persiste à exiger le payement de ces taxes sous le prétexte que les régies départementales et communales relèvent des professions assujetties à l'impôt B. I. C. lorsqu'elles présentent un caractère industriel et commercial ;

qu'il n'admet l'exonération que pour les services publics obligatoires, à l'exclusion des services facultatifs comprenant, à son sens, les services de distribution du gaz, de l'électricité, des piscines, bains-douches, industrie des transports, etc. ;

que le Ministère de l'Intérieur s'obstine à penser que les régies de service public départementales et communales doivent être exonérées des taxes et qu'il incite les municipalités à refuser le payement en rappelant que des pourparlers sont engagés avec le Ministère des Finances ;

que les pourparlers se prolongeant, le Ministère des Finances somme les municipalités de payer, les menaces de contrainte par la loi et applique d'ores et déjà une pénalité du double de la taxe ;

et demande quelles sont les mesures prises pour préserver les droits des communes contre les prétentions des concessionnaires électricité-gaz-eau et pour apaiser les municipalités à la suite des condamnations par le Conseil de préfecture et le Conseil d'Etat ;

et, plus généralement, si le Ministère de l'Intérieur est encore le tuteur des municipalités et si celles-ci sont protégées en suivant ses conseils ou ses ordres (n° 158).

V. — M. Mamadou Dia signale à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer que le nombre d'étudiants africains atteints d'affection pulmonaire s'accroît d'année en année à un rythme inquiétant ;

que cette situation semble liée à des causes matérielles (insuffisance du taux mensuel de bourse, modicité des soins médicaux, etc.) ;

demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer dans l'immédiat, en attendant que s'achève la Cité universitaire, la situation déplorable des étudiants africains, durement éprouvés par les rigueurs du climat européen (n° 159).

2. — Discussion des questions orales avec débat suivantes :

I. — M. Primet demande à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques quelles mesures il compte prendre pour faciliter la commercialisation à des prix rémunérateurs de la récolte excédentaire de pommes à cidre de l'année 1950.

II. — M. Léger attire l'attention de M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques sur les difficultés qu'éprouvent, cette année, les producteurs de pommes à cidre dans l'écoulement de leur récolte ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour éviter la perte qui résulterait de la non-utilisation complète de cette récolte exceptionnelle.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à réglementer le commerce et l'emploi des substances édulcorantes artificielles. (N^os^ 600 et 718, année 1950 — M. Bernard Lafay, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de M. Vanrullen et des membres du groupe socialiste et apparentés tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité ou d'un groupe de logements la rend nécessaire en raison du nombre des usagers probables. (Nos 931, année 1949 et 383, année 1950. — M. Canivez, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de M. Durand-Réville, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les programmes d'histoire et de géographie de l'enseignement du premier et du deuxième degré. (Nos 831, année 1949 et 318, année 1950. — M. Louis Lafforgue, rapporteur ; et n° 701, année 1950, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — Mme Jane Vialle, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures susceptibles de favoriser la diffusion de la pensée française, tant dans l'Union Française qu'à l'étranger. (Nos 163 et 437, année 1950. — M. Lodéon, rapporteur ; et n° 702, année 1950, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — Mme Jane Vialle, rapporteur.)

Nomination de membres d'une Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 2 novembre 1950, le Conseil de la République a nommé :

MM. DRIANT et Robert GRAVIER, membres de la Commission consultative des assurances sociales agricoles (application du décret n° 50-1226 du 21 septembre 1950).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 7 Novembre 1950.

N° 707. — Rapport de M. Lionel-Pélerin sur le projet de loi modifiant à titre provisoire la loi portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer.

N° 708. — Rapport de M. Borgeaud sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Nemours.

N° 709. — Rapport de M. Borgeaud sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Laghouat.

N° 710. — Rapport de M. Borgeaud sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Miliana.

N° 713. — Rapport de M. Carcassonne sur la proposition de loi abrogeant les dispositions qui suppriment le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis.

N° 717. — Proposition de loi de M. Vourc'h tendant à subventionner l'achèvement du Monument des Bretons des Forces Françaises Libres.

*N° 718. — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à réglementer le commerce des substances édulcorantes artificielles.

N° 719. — Rapport de M. Jacques Gadoin sur la proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes.

N° 721. — Rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi modifiant la loi portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics.

N° 722. — Rapport de M. Kalb sur le projet de loi tendant à autoriser la délégation à la Cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la Chambre franco-sarroise.

*** NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 6 novembre 1950.**

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 7 Novembre 1950.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 14 h. 30, local n° 215.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, première suspension ou fin de séance, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 75

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 9 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion des questions orales avec débat suivantes :

I. — M. Couinaud expose à M. le Ministre du Budget que la fixation des bénéfices forfaitaires agricoles, publiée au *Journal officiel* du 30 juillet 1950, a été effectuée d'une manière absolument incohérente dans certains départements,

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. de FÉLICE, jusques et y compris M. GIACOMONI.

Tribunes : Depuis M. GIAUQUE, jusques et y compris M. LASSALLE. SÉRÉ.

et lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient réformées les méthodes employées par les membres de l'Administration qui siègent à la Commission centrale des Impôts directs.

II. — M. Jean Durand expose à M. le Ministre du Budget que les éléments de base retenus pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables au titre de l'année 1949 (*J. O.* du 30 juillet 1950) en ce qui concerne les vignes produisant un vin de consommation courante sont pour le département de la Gironde de 2.600 francs par hectolitre et au maximum de 1.100 francs par hectolitre pour les départements gros producteurs de l'Aude, du Gard et de l'Hérault et lui demande :

1° quelles sont les raisons qui peuvent justifier ces différences notables d'imposition alors que, d'une part, les conditions de production sont comparables et que, d'autre part, il n'existe qu'un prix national du vin de consommation courante ;

2° quelles instructions il entend donner à ses représentants siégeant à la Commission centrale des Impôts directs pour que soit uniformisé le mode de calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables.

III. — M. Charles Morel expose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que le *Journal officiel* du 30 juillet 1950 indique que pour déterminer les bénéfices agricoles de 1949, en plus des coefficients appliqués aux terres diverses, les ovins compteront pour un revenu spécial (majoré s'il s'agit de brebis laitières) et cela dans huit départements métropolitains seulement ; et lui demande :

si cette mesure, ainsi limitée à ces huit départements dont certains sont parmi les plus pauvres de France, n'est pas contraire aux vieux principes républicains de l'égalité de tous devant l'impôt,

si elle n'a pas pour résultat d'annuler, en fait, et d'une façon détournée, la loi fiscale votée par le Parlement, qui exonère les Landes et les terres incultes,

si elle ne risque pas d'avoir des répercussions fâcheuses sur l'élevage ovin dont le Plan Monnet a souligné l'insuffisance actuelle,

pour quel motif, enfin, la plupart des Commissions départementales des Impôts n'ont pas été préalablement consultées, ce qui paraît peu conforme à notre législation.

(Question transmise par M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques à M. le Ministre du Budget.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser la délégation à la Cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la Chambre franco-sarroise de la Cour d'appel de Sarrebrück. (Nos 616 et 722, année 1950. — M. Kalb, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes. (Nos 608 et 713, année 1950. — M. Carcassonne, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 11 de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics. (Nos 699 et 721, année 1950. — M. Georges Pernot, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre. (Nos 689 et 704, année 1950. — M. Zussy, rapporteur ; et no , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature. (Nos 96, 605 et 719, année 1950. — M. Jacques Gadoin,

rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de M. Vanrullen et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité ou d'un groupe de logements la rend nécessaire en raison du nombre des usagers probables. (N[os] 931, année 1949 et 383, année 1950. — M. Canivez, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Charles-Cros, Ousmane Socé Diop, Amadou Doucouré, Mamadou M'Bodje, Ferracci et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux populations d'Afrique Occidentale Française éprouvées par des pluies torrentielles et des inondations, en particulier au Sénégal, en Mauritanie et au Soudan, et à prendre toutes mesures utiles en vue d'éviter le retour de pareilles catastrophes. (N[os] 693 et 724, année 1950. — M. Razac, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 9 Novembre 1950.

N° 700. — Proposition de loi de M. Wehrung tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles.

N° 716. — Proposition de loi de M. Jean Geoffroy tendant à interdire aux acheteurs de produits agricoles de faire payer aux producteurs les taxes mises à leur charge par le Code général des impôts.

N° 724. — Rapport de M. Razac sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux populations d'Afrique Occidentale Française éprouvées par des pluies torrentielles et des inondations.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 9 Novembre 1950.

COMMISSION de comptabilité, à 10 heures, local n° 272.

COMMISSION de la défense nationale, à 15 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 10 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 11 heures, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 11 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 76

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 14 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Jean de Gouyon demande à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques :

1° si les informations des « U. S. News World Report » publiées dans le numéro 146 du 17 octobre des « Problèmes économiques» de la documentation française et relatives au trafic commercial entre

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. LAURENT-THOUVEREY, jusques et y compris M. Jean MALONGA.

Tribunes : Depuis M. MANENT, jusques et y compris M. PAUMELLE.

la France et l'U. R. S. S. sont fondées et, plus précisément, s'il est exact que les moteurs électriques et les explosifs de guerre sont exportés de France vers la Russie ;

2° au cas où ces informations seraient exactes, quelles mesures il compte prendre pour faire cesser ce trafic (n° 161).

II. — M. Paul-Emile Descomps expose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, la situation angoissante du département du Gers, presque totalement privé de l'apport des eaux du canal de la Neste depuis plusieurs mois, par suite des détériorations subies par le canal sur une longueur de plus de 200 mètres aux environs du village de Hèches (Hautes-Pyrénées) ;

signale les inconvénients qui résultent de cet état de choses :

1° rationnement de l'eau dans les villes où l'adduction est réalisée par pompage dans les rivières ;

2° craintes au sujet de l'état sanitaire de la population ;

3° arrêt quasi total du travail dans les minoteries ;

4° difficultés d'abreuver les troupeaux des riverains ;

5° impossibilité de lutte efficace contre l'incendie ;

attire son attention sur les protestations émises par divers représentants des collectivités locales : conseillers généraux, maires, conseils municipaux, au sujet des moyens dérisoires mis en œuvre par les services des ponts et chaussées pour la reconstruction du canal ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour que la situation normale soit rétablie au plus tôt (n° 162).

III. — M. Lassagne expose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale qu'aux termes de l'article 17 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, l'assuré ou les ayants droit ne peuvent être couverts des frais de traitement dans les établissements privés de cure et de prévention de toute nature que si ces établissements ont été autorisés à dispenser des soins aux assurés sociaux par une commission constituée à cet effet ;

et demande dans quelles conditions il sera possible de dispenser des soins à certains assurés sociaux, lorsque la commission ci-dessus mentionnée n'a pas prévu d'établissement de cure susceptible de convenir à des prescriptions médicales extraordinaires (n° 163).

IV. — M. Jacques Debû-Bridel demande à M. le Ministre du Budget, comme suite à sa question orale, venue en séance du 24 mai 1949 (*J. O.* n° 38 C. R. du 25 mai 1949) relative à la situation des fonctionnaires, agents P. 1 ou P. 2, quelles mesures ont été prises pour mettre fin à la différence de traitement peu fondée établie par la circulaire du 7 janvier 1947 entre les fonctionnaires ex-agents P. 1 ou P. 2 ;

différence qui se justifie d'autant moins que, en application de la loi du 25 mars 1949 et du règlement d'administration publique du 21 mars 1950, les agents P.1 se verront attribuer la carte du combattant volontaire de la Résistance et auront droit de ce fait à la carte du combattant (décret n° 49-1613 du 23 décembre 1949, modifiant et complétant le décret du 1er juillet 1930, portant réglement d'administration publique, en exécution de l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant) (n° 164).

V. — M. Jacques Debû-Bridel signale à l'attention de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que la rétrocession du Grand-Palais aux sociétés artistiques pour les Salons risquerait d'être sans effet si les charges financières qui leur sont imposées devaient être maintenues ;

lui demande quelles mesures il envisage pour permettre aux sociétés artistiques d'exposer, sans les placer sous la menace d'un déficit important qu'elles ne pourront, dans la plupart des cas, pas supporter ;

lui demande par ailleurs de bien vouloir envisager le remboursement des dépenses faites en 1950, en vue de l'aménagement du Grand-Palais, par les sociétés qui y exposèrent et furent mises dans l'obligation de faire cette avance de fonds en raison du retard apporté au déblocage des crédits de l'architecture (n° 165)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, rendant applicables dans les territoires d'Outre-Mer et les territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo, les dispositions de la loi du 20 décembre 1884 concernant la répression des infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884 relative à la protection des câbles sous-marins. (Nos 458 et 730, année 1950. — M. Gustave, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée. (Nos 714 et 732, année 1950.— M. le Général Corniglion-Molinier, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. Pierre Boudet, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 14 Novembre 1950.

N° 720. — Proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à permettre aux étudiants anciens combattants de bénéficier de l'exonération des droits scolaires jusqu'au terme de leurs études.

N° 723. — Rapport de M. Michel Debré sur le projet de loi relatif à la ratification des accords conclus entre la France et la Sarre.

N° 725. — Rapport de M. Lionel-Pélerin sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative au service militaire conclue entre la France et le Danemark.

N° 727. — Projet de loi portant modification de la loi réorganisant le Crédit maritime mutuel.

N° 728. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder certaines exonérations fiscales aux associations de mutilés émettrices de participations à la loterie nationale.

*N° 730. — Rapport de M. Gustave sur le projet de loi rendant applicable dans les territoires d'Outre-Mer la loi concernant la répression des infractions à la convention relative à la protection des câbles sous-marins.

N° 731. — Rapport supplémentaire de M. Dronne sur le projet de loi modifiant la loi sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française.

*N° 732. — Rapport de M. le Général Corniglion-Molinier sur le projet de loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire.

N° 733. — Rapport de M. Héline snr le projet de loi tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes aux combattants de la guerre 1939-1945.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 13 novembre 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 14 Novembre 1950.

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 14 h. 30, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 77

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 15 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant à titre provisoire les articles 54, 55 et 58 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte. (N[os] 459 et 707, année 1950. — M. Lionel-Pélerin, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1[er] Étage : Depuis M. PELLENC, **jusques et y compris M.** de RAINCOURT.

Tribunes : Depuis M. RANDRIA, **jusques et y compris** Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Nemours (Algérie). (Nos 684 et 708, année 1950. — M. Borgeaud, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Laghouat (Algérie). (Nos 685 et 709, année 1950. — M. Borgeaud, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Miliana (Algérie). (Nos 686 et 710, année 1950. — M. Borgeaud, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

5. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant à 18 mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée. (Nos 714 et 732, année 1950. — M. le Général Corniglion-Molinier, rapporteur ; et no 738, année 1950, avis de la Commission des finances. — M. Pierre Boudet, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes instituées par la loi du 4 août 1923 aux combattants de la guerre 1939-1945 et aux ayants cause des combattants morts pour la France au cours de la guerre 1939-1945. (Nos 688 et 733, année 1950. — M. Héline, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 12 de la loi no 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française. (Nos 565, 668 et 731, année 1950. — M. Dronne, rapporteur ; et no 737, année 1950, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. Serrure, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la ratification des accords conclus à Paris, le 3 mars 1950, entre la France et la Sarre. (Nos 711 et 723, année 1950. — M. Michel Debré, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de M. Vanrullen et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité ou d'un groupe de logements la rend nécessaire en raison du nombre des usagers probables. (Nos 931, année 1949 et 383, année 1950. — M. Canivez, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 15 Novembre 1950.

No 734. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à uniformiser le taux de la prime de résorption déductible du prix du blé pour le calcul du prix des fermages.

No 737. — Avis de M. Serrure sur le projet de loi modifiant l'article 12 de la loi sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 15 Novembre 1950.

COMMISSION des affaires étrangères, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de l'agriculture, à 11 heures, local n° 214.

COMMISSION de la défense nationale, à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 10 heures, local n° 207.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 202

COMMISSION de la marine et des pêches, à 15 heures, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 78

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 16 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Michel Debré a l'honneur de demander à M. le Ministre des Affaires étrangères s'il n'estime pas utile de préciser, après les événements et les négociations des derniers mois, par quelle action il entend poursuivre, en Europe et hors d'Europe, les directives permanentes de la politique française.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. Henry TORRÈS, **jusques et y compris M.** ALRIC.

Tribunes : Depuis M. Louis ANDRÉ, **jusques et y compris M.** Nestor CALONNE.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 16 Novembre 1950.

N° 729. — Proposition de résolution de M. Peschaud tendant à donner satisfaction aux revendications des anciens combattants.

N° 735. — Rapport de M. Naveau sur la proposition de résolution tendant à faire bénéficier les producteurs de blé d'une prime de conservation.

N° 740. — Proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à l'adoption des recommandations votées par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 16 Novembre 1950.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 10 h. 30, local n° 207.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 9 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 79

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 21 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Jean de Gouyon demande à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques :

1° si les informations des « U. S. News World Report » publiées dans le numéro 146 du 17 octobre des « Problèmes économiques» de la documentation française et relatives au trafic commercial entre

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. CANIVEZ, jusques et y compris M. CLAVIER.

Tribunes : Depuis M. CLERC, jusques et y compris M. DURIEUX.

la France et l'U. R. S. S. sont fondées et, plus précisément, s'il est exact que les moteurs électriques et les explosifs de guerre sont exportés de France vers la Russie ;

2° au cas où ces informations seraient exactes, quelles mesures il compte prendre pour faire cesser ce trafic (n° 161).

II. — M. Peschaud demande à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques :

1° quel est le contrôle qu'il peut exercer pratiquement sur les importations des produits laitiers, et des fromages en particulier;

2° quelles mesures il compte prendre pour éviter que les importations de produits laitiers, et de fromages en particulier, ne viennent écraser le marché français au point de paralyser l'écoulement de la production française et d'occasionner ainsi une mévente qui pèse gravement sur l'économie agricole (n° 167).

III. — M. Jacques Debû-Bridel signale à l'attention de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que la rétrocession du Grand-Palais aux sociétés artistiques pour les Salons risquerait d'être sans effet si les charges financières qui leur sont imposées devaient être maintenues ;

lui demande quelles mesures il envisage pour permettre aux sociétés artistiques d'exposer, sans les placer sous la menace d'un déficit important qu'elles ne pourront, dans la plupart des cas, pas supporter ;

lui demande par ailleurs de bien vouloir envisager le remboursement des dépenses faites en 1950, en vue de l'aménagement du Grand-Palais, par les sociétés qui y exposèrent et furent mises dans l'obligation de faire cette avance de fonds en raison du retard apporté au déblocage des crédits de l'architecture (n° 165).

IV. — M. Naveau demande à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce :

1° quelles étaient en 1938, en 1949 et pour les neuf premiers mois de 1950 :

a) la production ;

b) les importations ;

c) les exportations de pneumatiques auto pour véhicules utilitaires et de tourisme ;

2° s'il est exact que les voitures neuves exportées sont livrées aux acheteurs avec un train de pneus supplémentaire ;

3° les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la pénurie actuelle de pneus et mettre à la disposition du marché français le contingent de pneus qui lui est indispensable, même si une diminution de nos exportations devait en résulter (n° 166).

---

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue le 22 juin 1949, entre la France et le Danemark. (N^os^ 661 et 725, année 1950. — M. Lionel-Pélerin, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Pierre Couinaud expose à M. le Ministre de l'Agriculture que la fixation du prix du blé à 2.600 francs le quintal pour un poids spécifique de 76 kilogrammes aboutit à une diminution du prix du blé à la production par rapport à l'année précédente ;

désire obtenir des précisions sur les raisons qui ont motivé la fixation de ces chiffres ;

et lui demande de quelle manière et par quelles mesures le Gouvernement entend défendre les intérêts légitimes des producteurs de blé.

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature. (N^os^ 96, 605, 719 et 748, année 1950. — M. Jacques Gadoin, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 21 Novembre 1950.

N° 736. — Rapport de M. Léger sur la proposition de loi tendant à créer une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur dite « Promotion de l'Energie ».

N° 741. — Rapport de M. Durieux sur la proposition de résolution tendant à assurer un travail égal dans tous les moulins.

N° 742. — 2e rapport de M. Mathieu sur le projet de loi tendant à modifier l'acte dit loi réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant.

N° 743. — Rapport de M. Vourc'h sur la proposition de loi portant modification de la loi ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes.

N° 746. — Rapport de M. Pic sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique-Nord.

*N° 748. — Rapport supplémentaire de M. Jacques Gadoin sur la proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes.

*** NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 20 novembre 1950.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 80

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 23 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de résolution de M. Vanrullen et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité ou d'un groupe de logements la rend nécessaire en raison du nombre des usagers probables. (N[os] 931, année 1949 et 383, année 1950. — M. Canivez, rapporteur.)

Les billets portant la date dadit jour et valables pour la journée comprennent

1[er] Étage : Depuis M. DUTOIT, jusques et y compris M. Pierre de GAULLE.

Tribunes : Depuis M. Julien GAUTIER, jusques et y compris M. LANDRY.

2.— Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature. (Nos 96, 605, 719 et 748, année 1950. — M. Jacques Gadoin, rapporteur ; et n° 760, année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands. (Nos 473 et 749, année 1950. — M. Marcilhacy, rapporteur ; et n° 750, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier et compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant. (Nos 541, 588 et 742, année 1950. — M. Mathieu, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Delalande, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant modification des articles 8 et 9 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes. (Nos 599 et 743, année 1950. — M. Voure'h, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 23 Novembre 1950.

N° 739. — Proposition de résolution de M. Julien Gautier tendant à accorder une subvention aux Territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des inondations.

N° 747. — Proposition de résolution de M. Lodéon tendant à venir en aide aux victimes du violent incendie survenu dans la commune de Marin (Martinique).

*N° 749. — Rapport de M. Marcilhacy sur le projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands.

*N° 750. — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands.

N° 752. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour les obsèques de M. Albert Lebrun.

N° 753. — Projet de loi portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Léon Blum.

N° 754. — Projet de loi rendant applicable dans les Territoires d'Outre-Mer la loi abrogeant le septième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle.

N° 755. — Projet de loi rendant applicable dans les Territoires d'Outre-Mer la loi modifiant l'article 365 du Code pénal.

N° 756. — Projet de loi tendant à ratifier la Convention générale entre la France et la Yougoslavie sur la sécurité sociale.

N° 757. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à subventionner l'érection de monuments à la mémoire des otages fusillés par les Allemands.

N° 758. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt les gains réalisés par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples.

N° 759. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 9 du Code des pensions militaires d'invalidité.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 22 novembre 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 23 Novembre 1950.

COMMISSION de comptabilité, à 10 heures, local n° 272.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

SOUS-COMMISSION « gestion des entreprises nationalisées », à 10 heures, local de la Commission des finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 81

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 28 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Jules Pouget expose à M. le Ministre de l'Intérieur :

que le Ministère des Finances, par l'intermédiaire de l'administration des contributions indirectes, assujettit aux taxes sur le chiffre d'affaires les régies municipales ;

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. LASALARIÉ, jusques et y compris M. Michel MADELIN.

Tribunes : Depuis M. Georges MAIRE, jusques et y compris M. François PATENOTRE.

qu'en 1948, le Ministre de l'Intérieur autorisait les collectivités à ne pas régler les sommes qui leur étaient, selon lui, indûment réclamées à ce titre ;

que le Ministère des Finances persiste à exiger le payement de ces taxes sous le prétexte que les régies départementales et communales relèvent des professions assujetties à l'impôt B. I. C. lorsqu'elles présentent un caractère industriel et commercial ;

qu'il n'admet l'exonération que pour les services publics obligatoires, à l'exclusion des services facultatifs comprenant, à son sens, les services de distribution du gaz, de l'électricité, des piscines, bains-douches, industrie des transports, etc. ;

que le Ministère de l'Intérieur s'obstine à penser que les régies de service public départementales et communales doivent être exonérées des taxes et qu'il incite les municipalités à refuser le payement en rappelant que des pourparlers sont engagés avec le Ministère des Finances ;

que les pourparlers se prolongeant, le Ministère des Finances somme les municipalités de payer, les menaces de contrainte par la loi et applique d'ores et déjà une pénalité du double de la taxe;

et demande quelles sont les mesures prises pour préserver les droits des communes contre les prétentions des concessionnaires électricité-gaz-eau et pour apaiser les municipalités à la suite des condamnations par le Conseil de préfecture et le Conseil d'Etat;

et, plus généralement, si le Ministère de l'Intérieur est encore le tuteur des municipalités et si celles-ci sont protégées en suivant ses conseils ou ses ordres (n° 158).

II. — M. Jules Pouget demande à M. le Ministre de l'Intérieur si devant la multiplicité d'accidents graves il n'y a pas lieu de renforcer la police de la route, d'augmenter les mesures de sécurité par une répression plus sévère des infractions au Code de la route, par l'adjonction de nouvelles prescriptions ou l'aménagement de signalisations et des stationnements, par des règlements imposés dans la traversée des villages ou villes sur le parcours des routes nationales ;

demande également s'il est disposé à prendre toutes les initiatives nécessaires pour remédier à un état de choses inadmissible parce que terriblement dangereux (n° 170).

III. — M. Yves Jaouen demande à M. le Ministre de la Marine marchande les raisons qui s'opposent au dépôt du projet d'aide à la construction navale que son prédécesseur et lui-même avaient promis pour la rentrée parlementaire d'octobre 1950,

et souligne l'urgence du vote par le Parlement des mesures indispensables pour permettre, face à la concurrence étrangère, de réserver à la main-d'œuvre française les travaux de construction et de renouvellement de la flotte de la marine marchande (n° 168).

IV. — M. Jacques Debû-Bridel demande à M. le Ministre du Budget pour quelles raisons l'administration des Finances a suspendu l'application de l'arrêté pris le 15 novembre 1949 (J. O. du 15 février 1950) par M. le Ministre de l'Education nationale et affectant 1 0/0 des crédits destinés aux constructions scolaires à des travaux de construction d'ordre artistique ;

et remarque que cette mesure ne paraît pas justifiée par les règles du contrôle budgétaire et, qu'en l'occurence, elle est incompatible avec les déclarations faites au nom du Gouvernement solidaire, et à plusieurs reprises, tant à l'Assemblée Nationale qu'au Conseil de la République, par M. le Ministre de l'Education nationale entre autres, lors du vote du budget (n° 169).

V. — M. Loison demande à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, tenant compte de la hausse constante du coût de la vie et des problèmes que pose aux familles le soin d'élever les enfants, de promulguer le décret permettant l'application de la loi du 22 août 1946 qui prévoit que le salaire de base, servant au calcul des allocations familiales, sera de 225 fois le salaire horaire d'un manœuvre ordinaire de l'industrie des métaux de la région parisienne, étant donné que l'article 11 de la loi précitée est actuellement transgressé, le salaire de base étant resté fixé arbitrairement à 12.000 francs (n° 171).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement. (Nos 603 et 773, année 1950. — M. Jozeau-Marigné, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Jacques Gadoin, rapporteur ; et n° 777, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° 774, année 1950, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Borgeaud, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. Jacques Masteau, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention d'union internationale de Berne revisée, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, conclue à Bruxelles le 26 juin 1948. (Nos 687 et 776, année 1950. — M. Lassagne, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. , rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger la loi n° 48-1532 du 29 septembre 1948 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports. (Nos 715 et 770, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Durieux, Chochoy, Vanrullen et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à assurer immédiatement un travail égal dans tous les moulins et à rétablir pour la prochaine campagne la législation de 1939 en ce qui concerne la meunerie et la boulangerie. (Nos 557 et 741, année 1950. — M. Durieux, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de M. Jacques Bordeneuve tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi prorogeant les effets de l'ordonnance du 4 août 1945 au-delà de la durée de cinq ans prévue par cette ordonnance et à permettre ainsi aux étudiants anciens combattants ou victimes de

guerre de bénéficier de l'exonération des droits scolaires et universitaires et d'une allocation d'entretien jusqu'au terme réel de leurs études. (Nos 720 et 766, année 1950. — M. Héline, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Naveau, Canivez, Denvers et des membres du groupe socialiste et apparentés tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux populations victimes de la récente tornade qui s'est abattue dans le département du Nord (région de Cambrai) le 21 juillet 1950. (Nos 643 et 765, année 1950. — M. Soldani, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 28 Novembre 1950

N° 761. — Proposition de résolution de M. Gaspard tendant à accroître les émissions radiophoniques, ondes courtes, vers l'étranger.

*N° 765. — Rapport de M. Soldani sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux victimes de la tornade qui s'est abattue dans le département du Nord.

*N° 766. — Rapport de M. Héline sur la proposition de résolution tendant à permettre aux étudiants anciens combattants de bénéficier de l'exonération des droits scolaires jusqu'au terme de leurs études.

N° 767. — Projet de loi tendant à modifier les lois relatives à la propriété foncière en Algérie.

N° 768. — Projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget annexe des prestations familiales agricoles.

N° 769. — Rapport de M. Durand-Réville sur la proposition de résolution tendant à intensifier les recherches pétrolières en Afrique Equatoriale Française.

*N° 770. — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi tendant à proroger la loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports.

N° 771. — Rapport de M. Denvers sur le projet de loi portant modification de la loi réorganisant le Crédit maritime mutuel.

*N° 773. — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur le projet de loi relatif au nantissement de l'outillage.

*N° 774. — Avis de M. Borgeaud sur le projet de loi relatif au nantissement de l'outillage.

N° 777. — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi relatif au nantissement de l'outillage.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 27 novembre 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 28 Novembre 1950.

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 82

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 30 Novembre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification de la loi du 4 décembre 1913 réorganisant le Crédit maritime mutuel. (Nos 727 et 771, année 1950. — M. Denvers, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. PATIENT, jusques et y compris M. PUJOL.

Tribunes : Depuis M. RABOUIN, jusques et y compris M. Gabriel TELLIER.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à créer une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur dite « Promotion de l'Energie » à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institut électrotechnique de Grenoble. (Nos 690 et 736, année 1950. — M. Léger, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Georges Pernot, rapporteur.)

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Dronne expose à M. le Président du Conseil que le désastre de Caobang souligne d'une manière tragique les faiblesses et les lacunes de l'action que nous poursuivons en Indochine,

et lui demande quelles mesures le Gouvernement a prises et compte prendre afin de redresser la situation.

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre. (Nos 689, 704 et 726, année 1950. — M. Zussy, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. Jean Berthoin, rapporteur général.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 30 Novembre 1950.

---

*N° 726. — Rapport supplémentaire de M. Zussy sur la proposition de loi tendant à accorder certains avantages a des fonctionnaires ayant exercé avant la guerre dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle.

N° 751. — Proposition de loi de M. Dulin tendant à proroger les délais impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément.

N° 779. — Projet de loi relatif à la médaille des prisonniers civils de la guerre 1914-1918.

N° 780. — Projet de loi tendant à ratifier la Convention relative aux pensions d'invalidité conclue avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

N° 781. — Projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus entre la France et les Pays-Bas.

N° 782. — Projet de loi tendant à ratifier la Convention générale entre la France et le Royaume-Uni relative aux régimes de Sécurité sociale applicables en France et en Irlande du Nord.

N° 783. — Projet de loi tendant à modifier les articles 64 et 64 *a* du Livre II du Code du travail relatifs aux conditions d'entrée en France des étrangers.

N° 784. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai.

N° 785. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la suppression du Comité consultatif du tourisme.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 29 novembre 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 30 Novembre 1950.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 10 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 83

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 5 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Jacques Debû-Bridel demande à M. le Ministre du Budget pour quelles raisons l'administration des Finances a suspendu l'application de l'arrêté pris le 15 novembre 1949 (J. O. du 15février 1950) par M. le Ministre de l'Education nationale et affectant 1 0/0 des crédits destinés aux constructions scolaires à des travaux de construction d'ordre artistique ;

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. TERNYNCK, jusques et y compris M. ZAFIMAHOVA.

Tribunes : Depuis M. ZUSSY, jusques et y compris M. BRIZARD.

et remarque que cette mesure ne paraît pas justifiée par les règles du contrôle budgétaire et, qu'en l'occurence, elle est incompatible avec les déclarations faites au nom du Gouvernement solidaire, et à plusieurs reprises, tant à l'Assemblée Nationale qu'au Conseil de la République, par M. le Ministre de l'Education nationale entre autres, lors du vote du budget (n° 169).

II. — M. Loison demande à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, tenant compte de la hausse constante du coût de la vie et des problèmes que pose aux familles le soin d'élever les enfants, de promulguer le décret permettant l'application de la loi du 22 août 1946 qui prévoit que le salaire de base, servant au calcul des allocations familiales, sera de 225 fois le salaire horaire d'un manœuvre ordinaire de l'industrie des métaux de la région parisienne, étant donné que l'article 11 de la loi précitée est actuellement transgressé, le salaire de base étant resté fixé arbitrairement à 12.000 francs (n° 171).

III. — M. Brizard signale à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que les percepteurs viennent d'adresser, au moins dans certaines régions, des commandements concernant :

1° le principal de l'impôt du prélèvement exceptionnel et des doubles décimes B. I. C. non acquitté ;

2° la majoration de 10 0/0 ;

3° les frais de commandement ;

lui rappelle :

1° qu'au cours de la séance de l'Assemblée Nationale du 6 avril 1949, il avait déclaré de façon formelle que le recours devant la commission paritaire était suspensif d'exécution ;

2° que la loi prévoit dans son texte même que la majoration de 10 0/0 ne peut être appliquée avant que soit connue et notifiée la décision de la commission paritaire ;

3° que l'envoi du commandement étant contraire aux promesses du Ministre et au texte de la loi, les frais ne se justifient pas ;

et demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de donner aux trésoriers-payeurs généraux, des instructions précisant que les

commandements ne représentant que la prise par l'administration responsable des mesures conservatoires de ses droits et privilèges, mais qu'il reste entendu qu'ils ne peuvent être exécutés avant que la commission paritaire départementale ait pris et notifié sa décision (n° 172).

IV. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer s'il est exact que cinq ou six postes médicaux du Gabon sont déjà ou vont être prochainement fermés — ou confiés à des infirmiers autochtones — faute de médecins pour en assurer la direction, et dans l'affirmative, les dispositions qu'il compte prendre pour mettre fin à une situation susceptible, en compromettant les résultats acquis dans le domaine de l'assistance médicale, de porter un préjudice grave au maintien de l'influence française dans ce territoire (n° 173).

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention du 12 mai 1949 relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique-Nord. (N^os^ 680 et 746, année 1950. — M. Pic, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands. (N^os^ 473 et 749, année 1950. — M. Marcilhacy, rapporteur ; et n° 750, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur.)

4. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement. (N^os^ 603 et 773, année 1950. — M. Jozeau-Marigné, rapporteur ; et n° 789, année 1950, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Jacques Gadoin, rapporteur ; et n° 777, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° 774, année 1950, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Borgeaud, rapporteur ; et n° 790, année 1950, avis de la Commission des finances. — M. Jacques Masteau, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 5 Décembre 1950.

N° 764. — Proposition de résolution de M. Couinaud tendant à mettre en vigueur par décret les dispositions prévues à l'article 367 du Code général des impôts.

N° 778. — Proposition de résolution de M. Robert Aubé tendant à instaurer un régime de soutien en faveur de la production aurifère des Territoires de l'Union Française.

N° 787. — Proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à prendre en considération les grades des agents de la défense passive pour le calcul des pensions de victimes de guerre.

N° 788. — Proposition de résolution de M. Héline tendant à décider que la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 soit célébrée le 8 mai de chaque année.

N° 791. — Rapport de M. Julien Gautier sur la proposition de résolution tendant à accorder une subvention aux Territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des inondations.

N° 792. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention générale entre la France et la Yougoslavie.

N° 793. — Projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques.

N° 794. — Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

N° 798. — Résolution, adoptée par l'Assemblée Nationale, décidant la révision de certains articles de la Constitution.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 5 Décembre 1950.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 84

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 7 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Dronne expose à M. le Président du Conseil que le désastre de Caobang souligne d'une manière tragique les faiblesses et les lacunes de l'action que nous poursuivons en Indochine,

et lui demande quelles mesures le Gouvernement a prises et compte prendre afin de redresser la situation.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. Martial BROUSSE. jusques et y compris M. CHOCHOY.

Tribunes : Depuis M CLAIREAUX, jusques et y compris M. DUPIC.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention d'Union internationale de Berne revisée, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, conclue à Bruxelles le 26 juin 1948. (Nos 687 et 776, année 1950. — M. Lassagne, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Pinton, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et la Yougoslavie sur la sécurité sociale intervenue le 5 janvier 1950. (Nos 756 et 792, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Lodéon, Symphor et Saller, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir en aide aux victimes du violent incendie survenu dans la nuit du 14 au 15 novembre dans la commune de Marin, département de la Martinique. (Nos 747 et 795, année 1950. — M. Lodéon, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Julien Gautier, Robert Aubé, Béchir Sow et Mme Jane Vialle, tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention aux Territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des pluies torrentielles et des inondations dont ont souffert ces territoires au cours des mois d'août, septembre et octobre 1950 et pour concourir à la réparation des dommages subis. (Nos 739 et 791, année 1950. — M. Julien Gautier, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 7 Décembre 1950.

---

*N° 776. — Rapport de M. Lassagne sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention d'Union internationale de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

N° 795. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux victimes de l'incendie survenu dans la commune de Marin, département de la Martinique.

N° 799. — Projet de loi portant application à l'Algérie des dispositions de la loi réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel.

N° 800. — Projet de loi relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives.

N° 801. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 6 décembre 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 7 Décembre 1950.

COMMISSION de la comptabilité, à 9 h. 30, local n° 272.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 201.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 85

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 12 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Mamadou Dia signale à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer que le nombre d'étudiants africains atteints d'affection pulmonaire s'accroît d'année en année à un rythme inquiétant ;

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Jean DURAND, jusques et y compris M. GASPARD.

Tribunes : Depuis M. GASSER, jusques et y compris M. de LA GONTRIE.

que cette situation semble liée à des causes matérielles (insuffisance du taux mensuel de bourse, modicité des soins médicaux, etc.) ;

demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer dans l'immédiat, en attendant que s'achève la Cité universitaire, la situation déplorable des étudiants africains, durement éprouvés par les rigueurs du climat européen (n° 159).

II. — Mme Devaud indique à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population l'intérêt qu'il y aurait à doter rapidement le corps des assistantes sociales d'un « code de déontologie » ;

et lui demande de préciser notamment les obligations de celles-ci en matière de secret professionnel, afin que ne se renouvelle pas certain incident récent, qui a opposé des assistantes sociales au pouvoir judiciaire (n° 174).

III. — Mme Devaud exprime à M. le Ministre de l'Intérieur sa surprise de constater que le décret du 6 novembre dernier portant nomination de trente-trois maires et maires-adjoints de Paris ne comporte désignation d'aucune femme, en remplacement, notamment, des sept femmes maires-adjoints, appartenant au parti communiste, qui furent suspendues de leurs fonctions ;

et lui demande s'il est bien assuré d'avoir respecté ainsi l'esprit du préambule de la Constitution (n° 175).

IV. — M. Héline demande à M. le Ministre de la Défense nationale si les dispositions de la loi du 5 avril 1946 sur le dégagement des cadres des militaires de carrière ont bien été observées ;

expose que l'article 3 de cette loi indique que celle-ci ne comporte aucun caractère disciplinaire à l'égard de ceux auxquels elle s'est appliquée, mais qu'en fait, il semble qu'il y ait eu remplacement plutôt que dégagement ;

et demande :

1° quelles furent, dans ces conditions, les économies invoquées et recherchées comme but final de l'opération et quel fut celui-ci ;

2° quelles sont les intentions du Ministre de la Défense nationale pour le rappel à l'activité des officiers dégagés des cadres et n'ayant pas atteint la limite d'âge de leur grade ;

3° quelles sont les dispositions prises pour le calcul de la retraite des officiers dégagés des cadres et qui ne peuvent faire l'objet d'un rappel à l'activité ;

4° s'il a été envisagé que ces officiers pourraient effectuer des versements leur permettant d'atteindre le maximum d'annuités liquidables pour la retraite d'ancienneté ;

5° quelles sont les dispositions prises pour l'application des articles 27 et 16 de la loi du 5 avril 1946 concernant l'avancement dans les réserves des officiers dégagés des cadres ;

6° quelle est la suite donnée à la volonté exprimée par l'Assemblée Nationale le 9 mai 1950 de voir réaliser la revalorisation des soldes de dégagement ;

7° ce qui sera fait, en particulier, en faveur des aviateurs placés en congé de personnel navigant (n° 176).

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder certaines exonérations fiscales aux associations de mutilés de guerre et d'anciens combattants émettrices de participations à la loterie nationale. (Nos 728 et 811, année 1950. — M. Chapalain, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. (Nos 794 et 813, année 1950. — M. Jean Berthoin, rapporteur général.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Lodéon, Symphor et Saller, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir en aide aux victimes du violent incendie survenu dans la nuit du 14 au 15 novembre dans la commune de Marin, département de la Martinique. (Nos 747 et 795, année 1950. — M. Lodéon, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Julien Gautier, Robert Aubé, Béchir Sow et Mme Jane Vialle, tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention aux Territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des pluies torrentielles et des inondations dont ont souffert ces territoires au cours des mois d'août, septembre et octobre 1950 et pour concourir à la réparation des dommages subis. (Nos 739 et 791, année 1950. — M. Julien Gautier, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 12 Décembre 1950.

N° 762. — Rapport annuel de M. Méric au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées (2e partie : l'accident du S. E. 2017-01 « Armagnac »).

N° 803. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à modifier le régime de l'assistance judiciaire.

N° 804. — Proposition de résolution de M. Mathieu tendant à supprimer les abattements de zones en matière de prestations familiales.

N° 805. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre relative au montant maximum des prêts consentis par les organismes d'habitations à bon marché.

N° 806. — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Albert Lebrun.

N° 807. — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Léon Blum.

N° 810. — Projet de loi portant amnistie de certaines condamnations.

N° 811. — Rapport de M. Chapalain sur la proposition de loi tendant à accorder certaines exonérations fiscales aux associations de mutilés de guerre émettrices de participations à la loterie nationale.

N° 812. — Rapport de M. Courrière sur la proposition de loi tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai.

*N° 813. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

N° 814. — Projet de loi tendant à ratifier les quatre conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre.

N° 815. — Avis de M. Léger sur la proposition de loi tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 11 décembre 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 12 Décembre 1950.

COMMISSION de la production industrielle, à 14 h. 15, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

15,

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 86

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 14 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier un avenant signé le 8 avril 1949 à la Convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôt sur les successions et un

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Albert LAMARQUE, jusques et y compris M. LODÉON.

Tribunes : Depuis M. LOISON, jusques et y compris M. Hubert PAJOT.

avenant signé à la même date à la Convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs. (Nos 681 et 823, année 1950. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

2. — Discussion de la proposition de résolution de M. Paumelle tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour faire bénéficier les producteurs de blé, pour la campagne 1950-1951, d'une prime mensuelle et progressive de conservation. (Nos 513 et 735, année 1950. — M. Naveau, rapporteur.)

Décès d'un Sénateur.

Au cours de la séance du 12 décembre 1950, le décès de M. Jean Ferracci, Sénateur de la Guinée (1re section), a été annoncé au Conseil de la République.

Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques

Groupe socialiste

(58 membres au lieu de 59)

Supprimer le nom de M. Ferracci.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 14 Décembre 1950.

N° 818. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Industrie et commerce).

N° 819. — Projet de loi réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord.

N° 820. — Projet de loi relatif au recrutement des officiers de justice militaire.

N° 821. — Projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle.

N° 822. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder aux ouvriers mineurs le payement de la journée chômée de la Sainte-Barbe.

*N° 823. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à ratifier deux avenants à deux conventions franco-suédoises relatives aux doubles impositions.

N° 825. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 50 de la loi relative aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 13 décembre 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 14 Décembre 1950.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

SOUS-COMMISSION chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte, à 10 h. 15, local de la Commission des finances.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 11 heures, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 h.30, local n° 201.

SOUS-COMMISSION « Entreprises nationalisées », à 15 heures, local 347.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 87

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 19 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Paul-Emile Descomps expose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, la situation angoissante du département du Gers, presque totalement privé

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PAQUIRISSAMYPOULLÉ, jusques et y compris M. de PONTBRIAND.

Tribunes : Depuis M. Jules POUGET, jusques et y compris M. Edgard TAILHADES.

de l'apport des eaux du canal de la Neste depuis plusieurs mois, par suite des détériorations subies par le canal sur une longueur de plus de 200 mètres aux environs du village de Hèches (Hautes-Pyrénées) ;

signale les inconvénients qui résultent de cet état de choses :

1° rationnement de l'eau dans les villes où l'adduction est réalisée par le pompage dans les rivières ;

2° craintes au sujet de l'état sanitaire de la population ;

3° arrêt quasi total du travail dans les minoteries ;

4° difficultés d'abreuver les troupeaux des riverains ;

5° impossibilité de lutte efficace contre l'incendie ;

attire son attention sur les protestations émises par divers représentants des collectivités locales : conseillers généraux, maires, conseils municipaux, au sujet des moyens dérisoires mis en œuvre par les services des Ponts et Chaussées pour la reconstruction du canal ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour que la situation normale soit rétablie au plus tôt (n° 162).

(Question transmise à M. le Ministre de l'Agriculture.)

II. — Mme Devaud indique à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population l'intérêt qu'il y aurait à doter rapidement le corps des assistantes sociales d'un « code de déontologie » ;

et lui demande de préciser notamment les obligations de celles-ci en matière de secret professionnel, afin que ne se renouvelle pas certain incident récent, qui a opposé des assistantes sociales au pouvoir judiciaire (n° 174).

III. — Mme Devaud exprime à M. le Ministre de l'Intérieur sa surprise de constater que le décret du 6 novembre dernier portant nomination de trente-trois maires et maires-adjoints de Paris ne comporte désignation d'aucune femme, en remplacement, notamment, des sept femmes maires-adjoints, appartenant au parti communiste, qui furent suspendues de leurs fonctions ;

et lui demande s'il est bien assuré d'avoir respecté ainsi l'esprit du préambule de la Constitution (n° 175).

IV. — M. Héline demande à M. le Ministre de la Défense nationale si les dispositions de la loi du 5 avril 1946 sur le dégagement des cadres des militaires de carrière ont bien été observées ;

expose que l'article 3 de cette loi indique que celle-ci ne comporte aucun caractère disciplinaire à l'égard de ceux auxquels elle s'est appliquée, mais qu'en fait, il semble qu'il y ait eu remplacement plutôt que dégagement ;

et demande :

1° quelles furent, dans ces conditions, les économies invoquées et recherchées comme but final de l'opération et quel fut celui-ci ;

2° quelles sont les intentions du Ministre de la Défense nationale pour le rappel à l'activité des officiers dégagés des cadres et n'ayant pas atteint la limite d'âge de leur grade ;

3° quelles sont les dispositions prises pour le calcul de la retraite des officiers dégagés des cadres et qui ne peuvent faire l'objet d'un rappel à l'activité ;

4° s'il a été envisagé que ces officiers pourraient effectuer des versements leur permettant d'atteindre le maximum d'annuités liquidables pour la retraite d'ancienneté ;

5° quelles sont les dispositions prises pour l'application des articles 27 et 16 de la loi dn 5 avril 1946 concernant l'avancement dans les réserves des officiers dégagés des cadres ;

6° quelle est la suite donnée à la volonté exprimée par l'Assemblée Nationale le 9 mai 1950 de voir réaliser la revalorisation des soldes de dégagement ;

7° ce qui sera fait, en particulier, en faveur des aviateurs placés en congé de personnel navigant (n° 176).

V. — M. Marius Moutet demande à M. le Ministre d'Etat chargé des Relations avec les Etats associés :

1° comment il entend régler les dommages de guerre en faveur des Français qui sont obligés d'abandonner leurs domaines ou leurs entreprises dans les pays d'Indochine, soit en raison des dommages causés, soit par impossibilité de leur garantir la sécurité de leur exploitation ;

2° dans quelles conditions ces dommages de guerre pourraient être transférés soit en France, soit dans d'autres territoires d'Outre-Mer ;

3° quel est le montant des dommages de guerre qui ont été jusqu'à présent payés ;

4° à qui ces dommages de guerre ont été payés, et pour quel montant, pour les attributaires des sommes supérieures à 17 millions de francs (n° 177).

2. — Discussion de la proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les grades des agents civils de la Défense passive pour le calcul des pensions acquises, au titre de victimes de guerre, par eux ou par leurs ayants droit. (Nos 787 et 833, année 1950. — Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de M. Gaspard tendant à inviter le Gouvernement à accroître les émissions radiophoniques, ondes courtes, vers l'étranger, afin d'assurer une plus grande diffusion à l'information et à la culture française dans le monde. (Nos 761 et 834, année 1950. — M. Lamousse, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Lassagne, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 19 Décembre 1950.

N° 772. — Proposition de loi de M. Armengaud précisant l'étendue des activités industrielles de l'Etat et tendant à la création de la société nationale pour la gestion des fonds publics.

N° 808. — Proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à venir en aide à la commune de Villard-sur-Doron et aux victimes d'un éboulement.

N° 809. — Proposition de résolution de M. Borgeaud tendant à réaliser le réarmement moral et matériel du pays et assurer la sécurité des citoyens français.

N° 817. — Proposition de résolution de M. Henri Maupoil tendant à accorder des secours aux victimes des inondations dans le département de Saône-et-Loire.

N° 826. — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à instituer l'incompatibilité entre toute fonction d'autorité et l'appartenance au parti communiste.

N° 827. — Proposition de résolution de M. Chapalain tendant à mettre en vente un carburant agricole à prix réduit.

N° 829. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux.

N° 830. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale.

N° 831. — Rapport de M. Romani sur le projet de loi rendant applicable dans les Territoires d'Outre-Mer la loi abrogeant le septième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle.

N° 832. — Rapport de M. Grassard sur le projet de loi rendant applicable dans les Territoires d'Outre-Mer la loi modifiant l'article 365 du Code pénal.

*N° 833. — Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur le proposition de résolution tendant à prendre en considération les grades des agents civils de la Défense passive pour le calcul des pensions de victimes de guerre.

*N° 834. — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de résolution tendant à accroître les émissions radiophoniques, ondes courtes, vers l'étranger.

N° 835. — Rapport de M. Ternynck sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative aux pensions des victimes civiles de guerre conclue avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

N° 836. — Rapport de M. Laillet de Montullé sur le projet de loi relatif à la médaille des prisonniers civils de la guerre 1914-1918.

N° 837. — Rapport de M. Radius sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 9 du Code des pensions militaires d'invalidité.

N° 839. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Imprimerie nationale).

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 18 décembre 1950.

N° 840. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Légion d'honneur et Ordre de la Libération).

N° 842. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Services des Affaires étrangères).

N° 843. — Rapport de M. Bardon-Damarzid sur le projet de loi portant amnistie de certaines condamnations.

N° 846. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Haut-Commissariat de la République Française en Sarre).

N° 847. — Projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit pour le fonctionnement de la délégation française auprès du Conseil des Suppléants du Pacte Atlantique.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 19 Décembre 1950.

COMMISSION de la production industrielle, à 16 h. 30, local n° 274.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1.

por
Lebr
et 80

(S

Les
nent

1er
M. W

Trib

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 88

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 21 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Albert Lebrun, ancien Président de la République Française. (N[os] 752 et 806, année 1950. — M. Jacques Debû-Bridel, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. TAMZALI Abdennour, jusques et y compris M. WESTPHAL.

Tribunes : Depuis M. WEHRUNG, jusques et y compris M. BOZZI.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Léon Blum, ancien Président du Conseil. (Nos 753 et 807, année 1950. — M. Jacques Debû-Bridel, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai. (Nos 784 et 812, année 1950. — M. Courrière, rapporteur ; et n° 815, année 1950, avis de la Commission de la marine et des pêches. — M. Léger, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant amnistie de certaines condamnations, instituant un régime de libération anticipée, limitant les effets de la dégradation nationale et sanctionnant les activités antinationales. (Nos 490, année 1949, 810 et 843, année 1950. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder à l'Alliance française, association reconnue d'utilité publique, la garantie de l'Etat pour un emprunt de 150 millions de francs. (Nos 712 et 856, année 1950. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt les gains réalisés dans l'exercice de leur profession par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples et des coopératives de consommation. (Nos 758 et 844, année 1950. — M. Clavier, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application à l'Algérie des dispositions de la loi du 1er septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel. (Nos 799 et 848, année 1950. — M. Rogier, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 21 Décembre 1950.

---

*N° 844. — Rapport de M. Clavier sur la proposition de loi tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt les gains réalisés par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples.

N° 848. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi portant application à l'Algérie de la loi réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel.

N° 849. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Reconstruction et urbanisme).

N° 850. — Projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 10 fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture.

N° 851. — Projet de loi approuvant un avenant n° 2 au cahier des charges de la concession du canal du Foulon.

N° 852. — Projet de loi ouvrant une avance de trésorerie au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles.

N° 853. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, complétant l'article 18 de la loi relative à la protection des appellations d'origine.

N° 854. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à réglementer la publicité des boissons autorisées.

N° 855. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant relèvement du plafond de cotisation aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 20 décembre 1950.

N° 856. — Rapport de M. Jean Maroger sur la proposition de loi tendant à accorder à l'Alliance française la garantie de l'Etat pour un emprunt.

N° 859. — Rapport de M. Auberger sur le projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 21 Décembre 1950.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, salle Brosse.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 201.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 11 heures, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 89

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 22 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union Française pour l'exercice 1950. (N[os] 830 et 860, année 1950. — M. Courrière, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. BRETON, jusques et y compris M. CHATENAY.

Tribunes : Depuis M. CHAZETTE, jusques et y compris M. François DUMAS.

2.— Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant amnistie de certaines condamnations, instituant un régime de libération anticipée, limitant les effets de la dégradation nationale et sanctionnant les activités antinationales. (Nos 490, année 1949, 810 et 843, année 1950. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application à l'Algérie des dispositions de la loi du 1er septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel. (Nos 799 et 848, année 1950. — M. Rogier, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 22 Décembre 1950.

N° 824. — Rapport annuel de M. Delfortrie, au nom de la Sous-Commission chargée de suivre la gestion des entreprises nationalisées (3e partie : les Charbonnages de France).

N° 845. — Rapport de M. Avinin sur la proposition de loi tendant à subventionner l'érection de monuments à la mémoire des otages fusillés par les Allemands.

N° 860. — Rapport de M. Courrière sur la proposition de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale.

N° 861. — Projet de loi tendant à ratifier la convention d'assistance sociale et médicale signée entre les cinq pays co-signataires du traité de Bruxelles.

N° 862. — Projet de loi tendant à ratifier la convention tendant à étendre l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des Parties contractantes du traité de Bruxelles.

N° 863. — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et l'Organisation européenne de Coopération économique sur la situation, au regard des législations de sécurité sociale, du personnel employé par ladite organisation.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 22 Décembre 1950.

COMMISSION des affaires étrangères, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la défense nationale (réunion commune avec la Commission des finances), à 10 h. 30, local de la Commission des finances.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 14 h. 15, local n° 213.

SOUS-COMMISSION « contrôle des crédits de défense nationale », à 16 h. 45, local n° 346.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

na
me

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 90

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 26 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Héline demande à M. le Ministre de la Défense nationale si les dispositions de la loi du 5 avril 1946 sur le dégagement des cadres des militaires de carrière ont bien été observées ;

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis Mlle Mireille DUMONT, jusques et y compris M. FRANCESCHI.

Tribunes : Depuis M. FRANCK-CHANTE, jusques et y compris M. Louis LAFFORGUE.

expose que l'article 3 de cette loi indique que celle-ci ne comporte aucun caractère disciplinaire à l'égard de ceux auxquels elle s'est appliquée, mais qu'en fait, il semble qu'il y ait eu remplacement plutôt que dégagement ;

et demande :

1° quelles furent, dans ces conditions, les économies invoquées et recherchées comme but final de l'opération et quel fut celui-ci ;

2° quelles sont les intentions du Ministre de la Défense nationale pour le rappel à l'activité des officiers dégagés des cadres et n'ayant pas atteint la limite d'âge de leur grade ;

3° quelles sont les dispositions prises pour le calcul de la retraite des officiers dégagés des cadres et qui ne peuvent faire l'objet d'un rappel à l'activité ;

4° s'il a été envisagé que ces officiers pourraient effectuer des versements leur permettant d'atteindre le maximum d'annuités iquidables pour la retraite d'ancienneté ;

5° quelles sont les dispositions prises pour l'application des articles 27 et 16 de la loi du 5 avril 1946 concernant l'avancement dans les réserves des officiers dégagés des cadres ;

6° quelle est la suite donnée à la volonté exprimée par l'Assemblée Nationale le 9 mai 1950 de voir réaliser la revalorisation des soldes de dégagement ;

7° ce qui sera fait, en particulier, en faveur des aviateurs placés en congé de personnel navigant (n° 176).

II. — Mme Devaud demande à M. le Ministre de la Défense nationale de vouloir bien préciser quelle interprétation il faut donner à l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, la position prise par le Gouvernement à l'Assemblée Nationale paraissant en contradiction avec les déclarations faites devant le Conseil de la République (n° 179).

III. — Mme Jane Vialle demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme :

s'il a des renseignements exacts sur les circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident de l'avion DC 4 de la T. A. I. survenu le 8 décembre 1950 près de Bangui ;

s'il est exact que cet avion contenait 56 passagers ;

s'il est exact également que l'avion a quitté Bangui après 19 heures ;

si les responsabilités de la compagnie aérienne sont prouvées ;

quelles sanctions il peut prendre contre celle-ci et quelles mesures il envisage pour éviter de tels accidents (n° 178).

IV. — M. Vanrullen demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme quelles mesures il compte prendre pour pallier les conséquences des dispositions de la loi du 28 octobre 1946 excluant la Socité nationale des chemins de fer français du bénéfice de la législation sur les dommages de guerre, notamment en ce qui concerne la reconstruction des groupes scolaires autrefois propriété de la Société nationale des chemins de fer français (n° 180).

V. — M. Denvers demande à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre quelles sont les raisons qui l'ont poussé à ne pas reprendre, par le décret du 21 mars 1950, accordant aux familles la restitution des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, décédés après la date légale de cessation des hostilités, l'énumération de la catégorie d'ayants droit visés par le paragraphe *e*) du décret du 16 juillet 1947 (personnes civiles décédées hors de leur résidence habituelle à la suite d'une mesure d'expulsion ou d'éloignement prise par les autorités françaises ou par l'ennemi) ;

lui demande s'il entre dans son intention de présenter aux délibérations du Conseil des Ministres le texte d'un décret nouveau qui accorderait aux familles de la catégorie d'ayants droit, stipulée au paragraphe *e*) du décret du 16 juillet 1947, le droit de déposer une demande de restitution des corps des victimes de la guerre (n° 181).

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, rendant applicable dans les Territoires d'Outre-Mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 7 juin 1949, abrogeant le septième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle. (Nos 754 et 831, année 1950. — M. Romani, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 9 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre annexé au décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947. (Nos 759 et 837, année 1950. — M. Radius, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la guerre 1914-1918. (Nos 779 et 836, année 1950. — M. Laillet de Montullé, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

5. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative aux pensions d'invalidité et de décès des victimes civiles de guerre, conclue le 23 janvier 1950 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. (Nos 780 et 835, année 1950. — M. Ternynck, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

6. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Bordeneuve demande à M. le Ministre de l'Education nationale s'il est bien exact qu'en raison de l'application du prochain statut de l'intendance, soixante intendants et seize sous-intendants actuellement en fonctions dans les lycées risquent d'être frappés d'une rétrogradation de catégorie.

Dans l'affirmative, il lui demande que des mesures transitoires prévoient pour ces fonctionnaires le maintien traditionnel des situations acquises.

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle. (Nos 821 et 859, année 1950. — M. Auberger, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les grades des agents civils de la Défense passive pour le calcul des pensions acquises, au titre de victimes de guerre, par eux ou par leurs ayants droit. (Nos 787 et 833, année 1950. — Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur.)

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

Groupe socialiste

(59 membres au lieu de 58)

Ajouter le nom de M. Jean MALONGA.

ERRATUM

A l'avis (n° 865) de M. Robert AUBÉ *sur la proposition de résolution de* M. DURAND-RÉVILLE *tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures destinées à* **intensifier** *les* **recherches pétrolières** *en* **Afrique Equatoriale Française.**

Page 12, avant-dernier alinéa :

Au lieu de : « ... 50 millions... »

Lire : « ... 150 millions... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 26 Décembre 1950.

N° 838. — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à fixer la date des vacances scolaires du 1er juillet au 15 septembre.

N° 865. — Avis de M. Robert Aubé sur la proposition de résolution tendant à prendre des mesures destinées à intensifier les recherches pétrolières en A. E. F.

N° 873. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au statut du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 26 Décembre 1950.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la production industrielle, à 17 heures, local n° 274.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 14 h. 15, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1
Na
de
tion
ann
avi
(

Le
nent
1°
PÉ
Tr

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 91

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 28 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant relèvement du plafond de cotisation aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et majoration exceptionnelle de certaines prestations familiales. (N[os] 855 et 875, année 1950. — Mme Devaud, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

(Discussion immédiate ordonnée.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Henri LAFLEUR, jusques et y compris M. LIONEL-PÉLERIN.

Tribunes : Depuis M. LIOTARD, jusques et y compris M. Jules OLIVIER.

2. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Loison attire l'attention de M. le Président du Conseil sur l'injustice résultant du système actuel des abattements de zones, en matière de salaires.

Les statistiques faisant ressortir que dans l'ensemble, le coût de la vie est aussi élevé dans les campagnes que dans les grands centres, le prix des denrées de base étant fixé uniformément par décret et le prix du pain, aliment essentiel, ayant été majoré dans les communes rurales,

il lui demande, dans ces conditions, s'il n'envisage pas la suppression des zones de salaires.

(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre du Travail et de la Sécuriété sociale.)

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Couinaud rappelle à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale les engagements qu'il a pris le 21 mars 1950 au Conseil de la République,

et lui demande quelles mesures il compte prendre pour réformer le régime de la Sécurité sociale afin d'éviter, dans l'intérêt même des assujettis, les abus et les erreurs déjà signalés.

4. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 7 janvier 1950 entre la France et les Pays-Bas. (Nos 781 et 868, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

5. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et le Royaume-Uni relative aux régimes de Sécurité sociale applicables en France et en Irlande du Nord intervenue le 28 janvier 1950. (Nos 782 et 869, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

6. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à auto-

riser le Président de la République française à ratifier la convention d'assistance sociale et médicale signée le 7 novembre 1949 entre les cinq pays co-signataires du traité de Bruxelles. (Nos 861 et 876, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

7. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de Sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du Traité de Bruxelles. (Nos 862 et 877, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

8. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention entre la France et l'Organisation Européenne de Coopération Economique sur la situation, au regard des législations françaises de sécurité sociale, du personnel français et du personnel étranger employés par ladite organisation. (Nos 863 et 878, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

9. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à créer une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur dite « Promotion de l'Energie » à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institut électrotechnique de Grenoble. (Nos 690 et 736, année 1950. — M. Léger, rapporteur ; et n° 796, année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Georges Pernot, rapporteur.)

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, rendant applicable dans les Territoires d'Outre-Mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 28 juillet 1949 modifiant l'article 365 du Code pénal. (Nos 755 et 832, année 1950. — M. Grassard, rapporteur.)

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. (Nos 793 et 866, année 1950. — M. Rochereau,

rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Hauriou, rapporteur.)

12. — Suite de la discussion de la proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'examen du baccalauréat. (N^os^ 807, année 1949, et 439, année 1950. — M. Pujol, rapporteur.)

13. — Discussion de la proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures destinées à intensifier les recherches pétrolières en Afrique Equatoriale Française. (N^os^ 692 et 769, année 1950. — M. Durand-Réville, rapporteur ; et n° 865, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

14. — Discussion de la proposition de résolution de M. Mamadou Dia, Mme Jane Vialle, MM. Ali Djamah, Gondjout, Kalenzaga, Louis Ignacio-Pinto, Saller, Bechir Sow, Nouhoum Sigué et Totolehibe, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures de sauvegarde nécessaires afin qu'un retour éventuel à la liberté du marché des arachides ne soit pas préjudiciable aux intérêts du producteur africain. (N^os^ 388 et 870, année 1950. — M. Mamadou Dia, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 28 Décembre 1950.

N° 828. — Proposition de résolution de M. Léon Hamon tendant à développer l'étude des sciences administratives.

*N° 866. — Rapport de M. Rochereau sur le projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques.

N° 868. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus entre la France et les Pays-Bas.

N° 869. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative aux régimes de sécurité sociale applicables en France et en Irlande du Nord.

*N° 870. — Rapport de M. Mamadou Dia sur la proposition de résolution tendant à éviter qu'un retour à la liberté du marché des arachides soit préjudiciable aux intérêts du producteur africain.

N° 875. — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi portant relèvement du plafond de cotisation aux caisses de sécurité sociale.

N° 876. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention d'assistance sociale et médicale signée entre les co-signataires du Traité de Bruxelles.

N° 877. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention tendant à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du Traité de Bruxelles.

N° 878. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention entre la France et l'organisation de coopération économique sur la situation, au regard des législations de sécurité sociale, du personnel de cette organisation.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 27 décembre 1950.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 28 Décembre 1950.

COMMISSION des finances, à 11 heures, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 h. 15, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 heures, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

N
S
o
8

ne

M

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 92

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 29 Décembre 1950.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à subventionner l'érection, par le Comité du Souvenir et la ville de Nantes, de monuments à la mémoire des otages fusillés par les Allemands le 22 octobre 1941. (N[os] 757 et 845, année 1950. — M. Avinin, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Ou RABAH Abdelmadjid, jusques et y compris M. Marcel PLAISANT.

Tribunes : Depuis M. PLAIT, jusques et y compris M. SOUQUIÈRE.

2. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M.Loison attire l'attention de M. le Président du Conseil sur l'injustice résultant du système actuel des abattements de zones, en matière de salaires.

Les statistiques faisant ressortir que dans l'ensemble, le coût de la vie est aussi élevé dans les campagnes que dans les grands centres, le prix des denrées de base étant fixé uniformément par décret et le prix du pain, aliment essentiel, ayant été majoré dans les communes rurales,

il lui demande, dans ces conditions, s'il n'envisage pas la suppression des zones de salaires.

(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre du Travail et de la Sécuriété sociale.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, rendant applicable dans les Territoires d'Outre-Mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 28 juillet 1949 modifiant l'article 365 du Code pénal. (Nos 755 et 832, année 1950. — M. Grassard, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. (Nos 793 et 866, année 1950. — M. Rochereau, rapporteur ; et n° , année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. de La Gontrie, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à l'ouverture d'un crédit de 3.890.000 francs pour le fonctionnement de la délégation française auprès du Conseil des Suppléants du Pacte Atlantique. (Nos 847 et 898, année 1950. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger le mandat du Conseil Economique. (Nos 888 et 891, année 1950. — M. Beauvais, rapporteur.)

7. — Suite de la discussion de la proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'examen du baccalauréat. (Nos 807, année 1949, 439 et 896, année 1950. — M. Pujol, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures destinées à intensifier les recherches pétrolières en Afrique Equatoriale Française. (Nos 692 et 769, année 1950. — M. Durand-Réville, rapporteur ; et n° 865, année 1950, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de M. Mamadou Dia, Mme Jane Vialle, MM. Ali Djamah, Gondjout, Kalenzaga, Louis Ignacio-Pinto, Saller, Bechir Sow, Nouhoum Sigué et Totolehibe, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures de sauvegarde nécessaires afin qu'un retour éventuel à la liberté du marché des arachides ne soit pas préjudiciable aux intérêts du producteur africain. (Nos 388 et 870, année 1950. — M. Mamadou Dia, rapporteur.)

ERRATA

A la proposition de résolution (n° 838, année 1950) de M. CORNU, *tendant à inviter le Gouvernement à fixer la* **date** *des* **vacances scolaires** *du 1er juillet au 15 septembre.*

1° Page 2, dernier alinéa, ligne 5 :

Au lieu de « ... la saison d'été ne s'étend guère que sur les deux premières semaines du mois de juillet... »,

Lire « ... la saison d'été ne s'étend guère que sur les deux *dernières* semaines du mois de juillet... ».

2° Page 2, dernier alinéa, ligne 7 :

Au lieu de « ... peu de gens veulent séjourner suit à la mer, soit... »,

Lire « ... peu de gens veulent séjourner *soit* à la mer, soit... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 29 Décembre 1950.

N° 841. — Proposition de résolution de M. Hébert tendant à changer le mode de fixation du revenu cadastral.

N° 881. — Projet de loi relatif au degré minimum des vins de coupage.

N° 882. — Projet de loi tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi relative aux conventions collectives.

N° 883. — Projet de loi prorogeant le délai imparti pour les expropriations nécessaires à la construction d'un pont à Tancarville.

N° 884. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Travaux publics, Transports et Tourisme).

N° 885. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement afférent aux décorations militaires.

N° 886. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 15 de la loi sur les publications destinées à la jeunesse.

N° 887. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à transférer au « Centre national de transfusion sanguine » le bénéfice de l'expropriation prononcée au profit de l'Œuvre de la transfusion sanguine.

N° 888. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger le mandat du Conseil Economique.

N° 889. — Projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général.

N° 898. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit pour le fonctionnement de la délégation française auprès du Conseil des Suppléants du Pacte Atlantique.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 29 Décembre 1950.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

SOUS-COMMISSION « Crédits affectés à la défense nationale », à 14 h. 30, local n° 341.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 93

ORDRE DU JOUR

Du Samedi 30 Décembre 1950.

A DIX-SEPT HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion éventuelle de la proposition de loi relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SOUTHON, jusques et y compris M. VOURC'H.

Tribunes : Depuis M. VOYANT, jusques et y compris M. BOUQUEREL.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 30 Décembre 1950.

N° 857. — Proposition de résolution tendant à promouvoir un plan de mobilisation industrielle.

N° 901. — Projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux déposants de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

N° 903. — Projet de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi sur les moyens de prévenir la récidive.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Samedi 30 Décembre 1950.

COMMISSION des finances, dans l'après-midi, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 17 heures, local n° 202.

SOUS-COMMISSION de contrôle des crédits affectés à la défense nationale, à 10 h. 30, local n° 341.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1950

ANNEXE AU FEUILLETON N° 93

Du 30 Décembre 1950

(4e annexe)

ROLE GÉNÉRAL DES PÉTITIONS

Nos 58 à 63. — *Du 28 Juin 1950 au 27 Décembre 1950.*

(Art. 92 à 94 du Règlement du Conseil de la République.)

58. *M. Gaston COULEAU*, 5, boulevard Meyniel, Marmande (Lot-et-Garonne), demande une indemnité pour incarcération arbitraire.

59. *M. Marcellin EUZIÈRE*, Bar-sur-Loup (Alpes-Maritimes), demande une augmentation de pension.

60. *M. Fernand CONSTANTIN*, 5, rue Nicolas-Poussin, Toulouse (Haute-Garonne) demande à ne pas être expulsé de son appartement.

61. *M. Mohamed LARABA*, 9, rue de Tunis, Bône (Constantine), demande le renouvellement de son carnet de pension.

62. *M. Elie LESCALIÉ*, 11, rue Fontaine, Paris (9e), demande réparation d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions.

63. *M. Henri COTTE*, 63, boulevard de la Gare, Casablanca, demande l'exécution d'une décision de justice.

PÉTITIONS

examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions

---

Pétition n° 43

du 1er avril 1950.

M. Hippolyte GRANÈS, 1, rue Mayet, Paris (6e), se plaint de l'organisation de la sécurité sociale.

M. René Schwartz, *rapporteur*.

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

(Renvoi au Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.)

Pétition n° 57

du 21 juin 1950.

M. Adouam MISSOUN, à Tobar, chez Cherifi Mbamal, Ammi-Moussa (Oran), demande une pension de retraite proportionnelle à titre militaire.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur*.

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

(Renvoi au Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.)

Pétition n° 58

du 19 octobre 1950

M. Gaston COULEAU, 5, boulevard Meyniel, Marmande (Lot-et-Garonne), demande une indemnité pour incarcération arbitraire.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de l'Intérieur pour enquête auprès du préfet.

(Renvoi au Ministre de l'Intérieur.)

Pétition n° 59

du 19 octobre 1950.

M. Marcellin EUZIÈRE, Bar-sur-Loup (Alpes-Maritimes), demande une augmentation de pension.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de classer cette pétition sans suite.

Pétition n° 60

du 8 novembre 1950.

M. Fernand CONSTANTIN, 5, rue Nicolas-Poussin, Toulouse (Haute-Garonne), demande à ne pas être expulsé de son appartement.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 61

du 8 novembre 1950.

M. Mohamed LARABA, 9, rue de Tunis, Bône (Constantine) demande le renouvellement de son carnet de pension.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Défense nationale.

(Renvoi au Ministre de la Défense Nationale.)

Pétition n° 62

du 9 novembre 1950.

M. Elie LESCALIÉ, 11, rue Fontaine, Paris (9e), demande réparation d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de l'Agriculture.

(Renvoi au Ministre de l'Agriculture.)

Pétition n° 63

du 12 décembre 1950.

M. Henry COTTE, 63, boulevard de la Gare, Casablanca, demande l'exécution d'une décision de justice.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Affaires étrangères.

(Renvoi au Ministre des Affaires étrangères.)

RÉPONSES DES MINISTRES

Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).

Pétition n° 35.

M. Marcel BONNIN, avenue Brûlé, Vouvray (Indre-et-Loire), se plaint d'une décision du Contrôle économique.

Cette pétition a été renvoyée le 9 mars 1950 sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre des Finances et des Affaires économiques qui l'a transmise au Ministre de la Justice.

Réponse de M. le Ministre de la Justice

Paris, le 23 novembre 1950.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre une pétition émanant du sieur Bonnin Marcel, demeurant à Vouvray, avenue Brûlé, condamné le 26 février 1949 par la Chambre Economique d'Indre-et-Loire, à 15.000 frs d'amende, pour complicité de marché noir.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la requête de l'intéressé constituant, en fait, un recours en grâce, a été instruite par les soins de ma chancellerie et qu'une décision de rejet est intervenue le 7 novembre 1950.

En vous faisant retour des pièces communiquées à l'exception de la requête qui a été jointe au dossier de grâce, je précise que le sieur Bonnin est avisé par l'intermédiaire de M. le Procureur Général près la Cour d'Appel d'Orléans de la suite donnée à son recours.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
Signé : Illisible.

Pétition n° 36

M. Georges-Abel PRUDOT, Aragnouet (Hautes-Pyrénées), se plaint de torts et préjudices à lui causés par l'Administration des ponts et chaussées.

Cette pétition a été renvoyée, le 9 mars 1950, sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

Réponse de M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

Paris, le 23 novembre 1950.

Monsieur le Président,

Vous m'avez adressé, le 8 mai 1950, en me demandant de vous faire connaître la suite que j'aurai cru pouvoir y donner, une pétition en date du 19 janvier 1950 par laquelle M. Georges Abel Prudot, receveur des douanes en retraite à Aragnouet (Hautes-Pyrénées), a attiré votre attention et celle de MM. les Sénateurs sur divers faits dont l'Administration se serait rendue coupable à l'occasion d'une mesure d'expropriation dont il a été l'objet.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette pétition appelle de ma part les observations suivantes :

M. Prudot possède depuis 1936, à Aragnouet, en bordure de la route nationale n° 129, une propriété qui était à l'origine, mitoyenne d'une parcelle de terrain constituant le talus de remblai de la route, parcelle figurant au plan cadastral sous le n° 131, attribué par la matrice des rôles à l'« Etat par l'Administration des Ponts et Chaussées. »

Le service de la distribution des eaux de la Neste, dépendant du Ministère de l'Agriculture, et qui possédait, sur cette parcelle depuis plus de trente ans, une construction en planches à usage de magasin et de logement de garde-vannes résolut en 1941, en raison de l'état de vétusté de cette construction, de remplacer celle-ci par un bâtiment en maçonnerie affecté au même

usage. Le bâtiment projeté avait sensiblement les mêmes dimensions que l'ancien, mais il fut nécessaire de prévoir, sur la façade opposée à la route, une bande de terrain destinée à établir un mur de soutènement.

M. Prudot, propriétaire dn terrain manifesta pour la vente de cette parcelle, de 68 m2 et représentant environ 2 % de la superficie totale de sa propriété, qui était de 3.227 m2 des prétentions exorbitantes et alla même jusqu'à refuser de traiter. Le Service des Eaux de la Neste se trouva alors dans l'obligation de recourir à l'expropriation. L'utilité publique fut déclarée par un arrêté préfectoral du 11 mars 1942. L'arrêté de cessibilité intervint le 29 septembre suivant. D'après les renseignements recueillis, il ne semble pas que M. Prudot ait introduit un recours contre l'arrêté déclaratif d'utilité publique. En tous cas, étant donné que l'expropriation a été poursuivie à la demande et pour les besoins de l'Administration de l'Agriculture, cette partie de l'affaire ne concerne pas mon département.

Le litige qui a plus particulièrement opposé M. Prudot à l'Administration des Travaux Publics a porté sur une demande d'alignement qu'il adressa le 1er octobre 1942 au Préfet des Hautes-Pyrénées. A cette date, la pro édure d'expopriation dont il vient d'être question étant en cours, le Préfet estima qu'il y avait lieu de surseoir à la délivrance de l'alignement demandé, jusqu'à ce que cette procédure fût terminée ; M. PRUDOT forma contre ce refus, à la date du 18 avril 1944, un pourvoi en Conseil d'État.

Avant que la Haute Assemblée n'eût statué à ce sujet, l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées des Hautes-Pyrénées fut invité, le 21 novembre 1945 à délivrer au requérant un alignement individuel suivant le pied du talus de remblai de la route. Cet alignement fut délivré par arrêté préfectoral du 12 décembre 1945. M. Prudot contesta la légalité de cet arrêté et il forma un nouveau pourvoi contre celui-ci. Le Conseil d'Etat, par une décision du 28 janvier 1948, dont ci-joint copie, considérant que la limite de la route nationale N° 129 en bordure de la propriété de M. Prudot suivait, à l'époque où l'alignement avait été demandé un tra é différent du tracé résultant de l'alignement délivré le 12 décembre 1945, annula, pour excès de pouvoir, l'arrêté préfectoral susvisé du 12 décembre 1945.

Cette décision du Conseil d'État fut notifiée le 20 mars 1948

au Pré'et des Hautes-Pyrénées aux fins d'éxécution. Par ailleurs, M. Prudot adressa les 25 juillet et 29 août 1943, deux requêtes par lesquelles il demandait à exercer un droit de p éemption sur une parcelle de terrain faisant partie du talus de remblai de la route nationale N° 129, motif pris que cette parcelle, o cuq ée par la maison du garde du Service de la Neste, se trouvait être retranchée de la route en tant qu'elle n'était plus utilisée pour sa destination première. Cette demande a été rejetée par une décision ministérielle du 17 novembre 1943, qui fit observer que le fait pour l'administration des Travaux publics (alors Communications) de mettre un délaissé de route à la disposition d'une autre administration, ne constituait pas une atteinte à la loi de 1807 qui a institué le droit de préemption des riverains.

Tels sont, ramenés à l'essentiel, les faits qui ont suscité depuis bientôt dix ans et qui suscitent encore, de la part du pétitionnaire, des accusations sans nombre et pour la plupart d'un cara tère nettement injurieux et diffamatoire non seulement contre les Services qu'il estime être directement responsables des mesures prises, mais aussi contre l'Administration française en général.

Ces griefs ayant été motivés presque exclusivement par l'expropriation dont il a été l'objet, et qui a été poursuivie, comme il est indiqué ci-dessus, à la diligence d'un Service dépendant de l'Agriculture, j'estime que c'est à cette administration plutôt qu'à celle des Travaux publics qu'il appartient d'y répondre.

Pour ce qui est des accusations portées spécialement contre le service des Ponts et Chaussées des Hautes-Pyrénées qui, à s'en tenir au seul intitulé de la pétition se serait rendu coupable « d'exactions... accompagnées de pillages et spoliations par Administrations publiques, dilapidation des crédits budgétaires et constructions pour l'ennemi », ces affirmations, étant d nné qu'elles manquent totalement de précision et qu'elles ne sont surtout assorties d'aucun élément de preuve, ne peuvent faire l'objet d'une discussion sérieuse. Il s'agit là d'assertions formulées par un de ces hommes à l'esprit vindicatif qui, parce qu'ils ont été dérangés dans leurs habitudes ou contrariés dans leurs intérêts, voient le mal partout et ne cessent de poursuivre de leur rancune ceux qu'ils croient être les auteurs de leurs déboires, le plus souvent démesurément grossis par leur propre imagination. Si quelque erreur a pu se produire comme celle qu'a relevée le Conseil

d'état en annulant l'arrêté préfectoral qui avait délivré le premier alignement, il est permis de supposer que les difficultés de l'époque y sont sans doute pour quelque chose. En tout cas, il n'y a rien à retenir des graves accusations portées contre le service des Ponts et Chaussées.

Pour ces raisons, j'estime qu'en ce qui concerne mon administration la requête formulée par M. Prudot n'est susceptible d'aucune suite.

Je vous renvoie ci-joint le dossier que vous m'avez communiqué.

Pour le Ministre et par délégation,
Le Chef du Cabinet,
Signé : Illisible.

N° 76.726

Sieur PRUDOT

Décision lue
le 28 janvier 1948

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL D'ÉTAT

Au nom du Peuple Français

Le Conseil d'état statuant au Contentieux (Section du Contentieux, 2e et 4e sous-sections réunies),

Sur le rapport de la 2e sous-section de la section du Contentieux,

Vu la requête présentée pour le sieur Prudot, Receveur des Douanes en retraite, domicilié à Aragnouet (Hautes-Pyrénées) ladite requête enregistrée le 18 avril 1944 au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'état et tendant à ce qu'il plaise au Conseil d'annuler pour excès de pouvoir une décision implicite de rejet résultant du silence gardé pendant plus de 4 mois par le Préfet des Hautes-Pyrénées sur une demande de délivrance d'alignement individuel formulée à deux reprises les 1er octobre et 12 décembre 1942 ;

.....

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu la loi du 31 mars 1923 ;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1946 ;

Ouï M. Dufour, Auditeur, en son rapport ;

Ouï Me de Ségogne, Avocat du sieur Prudot, en ses observations ;

Ouï M. Guimin, Maître des requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

En ce qui concerne la partie de la parcelle b 128 qui a fait l'objet d'une mesure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'à l'expiration du délai de quatre mois suivant les dates auxquelles le sieur Prudot a demandé l'alignement pour les parcelles de sa propriété bordant la route nationale nº 129, soit les 1er octobre et 12 décembre 1942, un arrêté de cessibilité en date du 29 septembre 1942 suivi d'une ordonnance d'expropriation du 3 octobre 1942 notifiée au requérant le 12 novembre 1942, était intervenu pour une partie de l'une desdites parcelles numérotées b 128 au cadastre de la commune d'Aragnouet ; qu'ainsi le Préfet des Hautes-Pyrénées a pu légalement s'abstenir de délivrer l'alignement pour cette portion de terrain ;

Considérant qu'il appartient au requérant de se pourvoir s'il s'y croit fondé, devant les juridictions compétentes pour décider si la mesure d'expropriation manquait de base légale ou si les travaux auxquels a procédé l'administration ont été entrepris et exécutés en méconnaissance de ses droits de propriétaire riverain de la voie publique mais que de tels moyens ne sauraient être invoqués utilement devant le Conseil d'État à l'appui d'un recours pour excès de pouvoir dirigé contre un refus d'alignement ;

En ce qui concerne la parcelle b 130 et la partie de la parcelle b 128 qui n'a pas fait l'objet d'une mesure d'expropriation ;

Considérant que l'arrêté de cessibilité ne visait qu'une partie de la parcelle b 128 ; qu'en ce qui touche l'autre partie de ladite parcelle, également mitoyenne de la route nationale Nº 129, et la parcelle b 130, le préfet des Hautes-Pyrénées était tenu de délivrer l'alignement demandé, que d'ailleurs le Ministre des Travaux publics fait connaître dans les observations qu'il a présentées sur

le pourvoi qu'il a prescrit au service compétent de délivrer lédit alignement ;

Mais considérant que dans son mémoire en réplique, le sieur Prudot conteste la légalité de l'arrêté du 12 décembre 1945, intervenu sur les instructions du ministre, et qu'il y a lieu de regarder sa requête comme également dirigée contre cet arrêté ;

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que la limite de la R.N. 129 en bordure de la propriété du sieur Prudot suivait, à l'époque où l'alignement a été demandé, un tracé figuré sur le plan parcellaire annexé au dossier par une ligne située au nord et à quelque distance de la construction à usage de garage établie sur la parcelle b 128 appartenant au sieur Prudot ; que l'alignement délivré le 12 décembre 1945 fixe la limite de la propriété Prudot suivant un tracé qui coupe l'emplacement dudit garage tel qu'il est figuré sur le plan ; que ce tracé, qui implique que ce garage a été en partie construit sur une dépendance du domaine public, alors que l'administration ne l'avait jamais allégué, méconnaît la situation des lieux, à laquelle on doit se référer en l'absence d'un plan général d'alignement ; qu'ainsi l'arrêté dont il s'agit est entaché d'excès de pouvoir ; que par suite et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens, le sieur Prudot est fondé à en demander l'annulation ;

Décide :

Article premier.

L'arrêté susvisé du Préfet des Hautes-Pyrénées en date du 12 décembre 1945 est annulé.

Art. 2.

Le sieur Prudot est renvoyé devant le Ministre des Travaux Publics et des Transports, pour que soient prises les mesures que comporte l'exécution de la présente décision.

Article 3.

Le surplus des conclusions de la requête du sieur Prudot est rejeté.

Article 4.

Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des Travaux Publics et des Transports.

Délibéré dans la séance du 14 janvier 1948, où siégeaient : MM. Rouchon-Mazerat, Président de la section du Contentieux, Président ; Bouffandeau, Duléry, Présidents de sous-sections ; Reinach, Desfougères, Fouan, Renaudin, Conseiller d'Etat ; Mottin, Maître des requêtes et Dufour, Auditeur-Rapporteur.

Lu en séance publique le 28 janvier 1948.

Le Président,
Signé : Rouchon MASERAT.

L'Auditeur-Rapporteur :
Signé : DUFOUR.

Secrétaire de la Section du Contentieux,
Le Secrétaire du Contentieux,
Signé : A. MARGUERIE.

La République mande et ordonne au Ministre des Travaux Publics et des Transports en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun entre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme :

Le Secrétaire du Contentieux
du Conseil d'Etat,
Signé : A. MARGUERIE.

Pétition nº 52

M. Ferdinand GAVEAU, Lanthenay (Les Aubiers), près Romorantin (Loir-et-Cher), se plaint d'une réquisition illégale de voiture.

Cette pétition a été renvoyée le 29 juin 1950, sur le rapport de M. Raymond Dronne au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Réponse de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbonisme :

Paris, le 29 août 1950.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre le texte de la pétition nº 52 émanant de M. Ferdinand Gaveau, à Lanthenay (Loir-et-Cher), qui demande à bénéficier, au titre des dispositions de la loi du 20 avril 1949, d'une indemnité de dommages de guerre pour la perte de sa voiture qui aurait fait l'objet d'une réquisition illégale de la part des Services de la Préfecture du Loir-et-Cher.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il résulte de l'examen du rapport joint à la requête de M. Gaveau, que la voiture de l'intéressé n'a pas fait l'objet d'une réquisition mais qu'elle a été cédée volontairement à M. Renard, alors Directeur des Services agricoles du Loir-et-Cher, à la suite d'une transaction intervenue en vue d'éviter la réquisition.

La loi du 20 avril 1949, modifiée le 22 août 1950, vise exclusivement les dommages causés par les troupes françaises et alliées ou leurs services pendant la période des hostilités et n'est pas applicable en l'occurence. Il semble, dans ces conditions, que M. Gaveau ne puisse que porter le litige devant les tribunaux de droit commun.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre,
Signé : Claudius PETIT.

Pétition n° 54

M. Jean LEMMI, 265, vallon de l'Oriol, Marseille (Bouches-du-Rhône), se plaint de la non-application des règlements par la Faculté de médecine de Marseille.

Cette pétition a été renvoyée le 29 juin 1950 sur le rapport de M. Raymond Dronne, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre de la Santé publique et de la Population.

Réponse de M. le Ministre de la Santé publique et de la Population :

Paris, le 29 août 1950.

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 2 août 1950, vous avez bien voulu me transmettre une pétition adressée par M. J. Lemmi au Conseil de la République.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'avais déjà été saisi de cette affaire par l'intéressé lui-même et je ne puis mieux faire que de vous donner communication de la réponse qui lui a été adressée le 22 juin dernier à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre,
Pierre SCHNEITER.

Paris, le 22 juin 1950.

Monsieur,

Vous avez appelé mon attention sur la situation qui vous est faite en tant que stagiaire de 6me année.

En premier lieu, vous soulignez que désigné pour effectuer votre stage à l'hôpital de la Timone, vous n'avez pas bénéficié de l'internat, ni reçu aucuue indemnité.

J'ai l'honneur de vous préciser qu'en vertu de ma circulaire

du 20 décembre 1949, les stagiaires hospitaliers bénéficient des mêmes avantages en nature que les internes.

Cependant, au cas où l'hôpital ne peut assurer le logement et la nourriture, une indemnité compensatrice doit être accordée.

Au surplus, les stagiaires peuvent bénéficier d'une indemnité pour les services qu'ils rendent.

La fixation de cette indemnité est laissée à la libre initiative des Commissions administratives des hôpitaux.

Des renseignements qui m'ont été fournis par M. le Directeur Général de l'Administration de l'Assistance Publique à Marseille, il ressort qu'en ce qui concerne le cas particulier de son Administration, les indemnités à allouer aux stagiaires n'ont pas été réglées aux intéressés, les crédits nécessaires à leur payement n'ayant pu être inscrits au budget primitif de 1950.

Ces crédits seront portés sur le budget supplémentaire et ce n'est qu'après l'approbation de cet instrument financier par les autorités de tutuelle que la question du règlement effectif de ces indemnités pourra être envisagée.

En ce qui concerne le fait que vous n'avez pas été inscrit au stage interné pour le 2me semestre, il convient que vous vous adressiez à M. le Doyen de la Faculté de Médecine, seul compétent pour la répartition des stagiaires dans les différents services hospitaliers ;

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre et par autorisation,
Le Chef de Cabinet,
Signé : MONCOMBLE,

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1950

FEUILLETON

N° 94

ORDRE DU JOUR

Du Dimanche 31 Décembre 1950.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion éventuelle du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1951.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE